

# EDITION SPECIALE L'EXEMPLE HONGROIS

«Libé» ouvre ses pages à «Népszabadság», principal quotidien de l'opposition hongroise, réduit au silence par Orbán.

CAHIER CENTRAL

# Libération



Ils avaient prédit la défaite de Trump et celle du Brexit: les instituts de sondages sont montrés du doigt après deux échecs retentissants. Alors même qu'en France les candidats à la primaire de droite semblent obnubilés par des enquêtes d'opinion fragiles. **PAGES 2-4**

# SONDAGES LE GRAND DOUTE

## SALAIRE DES PATRONS TOUJOURS PLUS

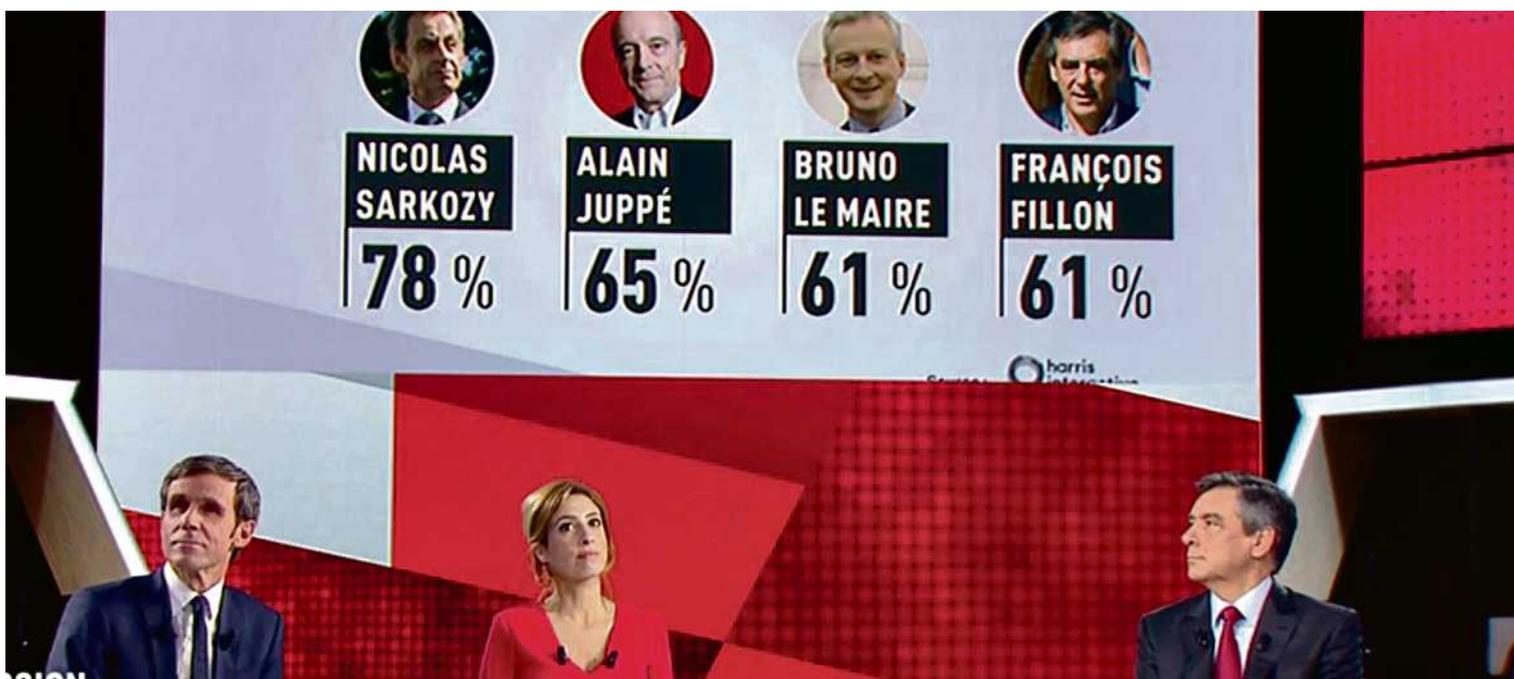
La moyenne des rémunérations des dirigeants du CAC40 a atteint en 2015 4,97 millions d'euros annuels, soit 18% d'augmentation, un niveau record depuis 2006. Même l'auteur de l'étude chez Proxinvest a du mal à trouver «des raisons objectives» à une telle hausse. **PAGES 16-17**



## PRÉSIDENTIELLE LE MAIRE VU PAR MARCHET

Cette semaine, des artistes font pour *Libération* le portrait des candidats à la primaire de droite. Aujourd'hui, le chanteur Florent Marchet raconte «son» Bruno (Le Maire), libéral mais paradoxal. **PAGES 10-11**

# Les politiques toujours plus en quête d'opinion



François Fillon dans l'*Emission politique*, sur France 2, le 27 octobre. CAPTURE D'ÉCRAN

## A droite, des chiffres lus au gré du vent

**Dédaignés ou mis en valeur selon qu'ils sont défavorables ou non, les sondages obsèdent les candidats à la primaire.**

Comme des toxicomanes honteux, ils se réveillent tous les matins en jurant qu'ils n'y toucheront plus. Ou alors si peu, à doses homéopathiques. Les sondages? Les candidats à la primaire de la droite protestent qu'ils ne les regardent que d'un œil distrait car, c'est bien connu, «ils ne veulent pas dire grand-chose»...

La vérité, c'est qu'ils sont tous accros. Entre deux passages dans les médias, leurs équipes guettent avec anxiété la prochaine enquête,

celle qui validera ou invalidera leur stratégie de campagne. Ce qui se passe ces jours-ci autour de François Fillon est, à cet égard, particulièrement éloquent. Après avoir martelé pendant des mois que les mauvais sondages ne valaient «pas tripette», le voilà gonflé à bloc par les bons, martelant partout: «Je serai au second tour.»

Dans le camp Sarkozy, on ne se lasse pas de souligner la fragilité des enquêtes sur un corps électoral que personne ne sait précisément définir. Certains soutiens de l'ancien chef de l'Etat n'hésitent pas à crier au «mensonge» et à la «manipulation». Juppé serait le «candidat des médias» et des «élites parisiennes». On chercherait à influencer les électeurs en leur mettant sous les yeux des résul-

tats très favorables au maire de Bordeaux. Et pourtant: les mêmes qui répandent ces thèses complottistes s'étaient enthousiasmés fin août, après les attentats de l'été, quand les journaux annonçaient que Sarkozy avait enfin rattrapé Juppé dans les intentions de vote.

Tout cela est oublié. Pour le premier tour de la primaire, les sarkozystes rêvent désormais d'un scénario à la Trump. En donnant la victoire à l'ancien chef de l'Etat, le peuple méprisé sanctionnera, en France comme aux Etats-Unis, «le candidat du système». Paradoxalement, ces sondages défavorables en deviendraient presque un atout pour Sarkozy. S'il dépasse de justesse Juppé dimanche prochain, il célébrera comme une performance

extraordinaire un résultat pour lui objectivement décevant. Car pour espérer gagner au second tour, Sarkozy doit l'emporter nettement au premier.

Si l'on prend la peine de les écouter, les sondages reconnaissent qu'un résultat serré est une hypothèse vraisemblable. Car la mobilisation du noyau dur de l'électorat LR est bien plus certaine que celle des déçus du hollandisme. Ceux qui se disent prêts à voter contre Sarkozy se déplaceront-ils? Les sondages avouent n'en rien savoir. En ne soulignant pas suffisamment cette incertitude, ils auront contribué – bien aidés en cela par les «commentateurs» – à créer les conditions d'une surprise... pas si surprenante.

**ALAIN AUFRAY**

## A cinq jours du premier tour de la primaire à droite et à cinq mois de la présidentielle, les sondages sur les intentions de vote se multiplient. Mais après les ratés de l'élection de Trump et du Brexit, faut-il encore s'y fier ?

### DÉCRYPTAGE

Par **GRÉGOIRE BISEAU**  
et **JONATHAN BOUCHET-  
PETERSEN**

Le plus souvent, on les accuse de «fabriquer l'opinion». Mais aujourd'hui, c'est la capacité même des sondages à prendre le pouls d'une société ou d'un électeur qui est remise en cause. Victoires de Trump aux Etats-Unis et du Brexit outre-Manche, mais aussi, en France, le 21 avril 2002 et, dans une

moindre mesure le référendum européen de 2005... Les alertes ne manquent pas. Il faut le répéter : les sondages ne sont qu'une photographie, et non une prédiction. Ils pointent les dynamiques davantage que les niveaux. A fortiori à plusieurs mois d'une élection présidentielle dont tous les candidats ne sont pas encore connus. Mais comment ne pas reconnaître que, dans notre démocratie sondagère, ils sont une donnée majeure

et parfois centrale du débat public ? Une matière première dont les médias raffolent : durant la campagne de 2012, la Commission des sondages a évalué à 409 le nombre d'enquêtes sur la présidentielle publiées. Contre 293 en 2007, 193 pour 2002 et 157 en 1995... Et en ce qui concerne la primaire de la droite et du centre, un scrutin inédit au corps électoral inconnu, la fiabilité des études est clairement en débat.

### Les sondeurs français sont-ils meilleurs que les américains ?

En tout cas, c'est ce qu'ils pensent. Et ils le disent. Question de savoir-faire et de méthodologie, clament en chœur les responsables des instituts de sondages. Pour une fois solidaires. Patron d'Odoxa, Gaël Sliman souligne qu'«en France, on croit aux classes sociales et à la méthode des quotas, alors qu'aux Etats-Unis on applique – et même pas complètement – une méthode aléatoire». Jean-Daniel Lévy (Harris Interactive) souligne, lui, que l'Insee permet d'avoir en France «une donnée publique sur l'état réel du pays» d'une bien meilleure qualité que ce qui existe à l'étranger. Il fait le même constat pour la «donnée électorale» avec un «suivi de la géographie électorale et de l'histoire plus précis qu'aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni». Ceci étant, Brice Teinturier, d'Ipsos, rappelle que les sondeurs américains ne se sont pas

totallement trompés puisque Hillary Clinton a bien devancé Donald Trump en nombre de voix. «Ce qui a fait la différence au final, c'est le taux de participation des électeurs qui a été finalement moins fort dans le camp démocrate. Ce n'est pas nouveau, depuis toujours cette question est le point de fragilité du sondage», assure-t-il. Et d'ailleurs Lévy rappelle que les électeurs de Trump ou de Clinton pouvaient, eux, s'inscrire jusqu'au dernier moment sur les listes électorales. De quoi compliquer encore un peu plus le travail des instituts américains (lire page 4).

### Pourquoi la primaire à droite est-elle particulière ?

C'est la même chose pour toutes les premières fois. «La difficulté tient à la complexité de l'objet à mesurer. Puisque contrairement à une présidentielle classique, les sondeurs n'ont aucune base de référence pour cette primaire», sou- **Suite page 4**



Emmanuel Macron à Montpellier, le 18 octobre. PHOTO DAVID RICHARD. TRANSIT

# Macron se méfie de ses bons sondages

**Alors que certains voient dans sa popularité une «bulle», le presque candidat leur préfère d'autres indicateurs.**

Emmanuel Macron, exemple type de «bulle sondagière» ? Rarement personnalité politique n'a en tout cas été aussi vite et aussi durablement encensée dans les enquêtes d'opinion. Testé pour la première fois peu après son entrée au gouvernement, l'ancien locataire de Bercy y fait une percée foudroyante, recueillant à gauche comme à droite plus de 50% de bonnes opinions. Le poulain de François Hollande ne peut pourtant se targuer d'aucun fait d'armes tangible :

il n'a pas de passé militant, ne s'est présenté à aucun scrutin et n'a, comme preuve de son sens de l'intérêt général, que ses deux années passées dans l'ombre d'un président contesté à gauche depuis sa conversion sans sommation au social-libéralisme. Si les médias l'ont largement sorti de l'anonymat, c'est d'abord pour combler le vide laissé par une droite affaiblie par l'affaire Bygmalion et une gauche divisée. Un peu aussi parce que la vie privée du jeune ministre, mariée à une femme de vingt-quatre ans son aînée, intrigue. De quoi alimenter la thèse de la «bulle sondagière». Mais il y a une autre chose. Après la sortie de Macron sur les «illettrés de Gad», sa cote de popularité, loin de s'effondrer, s'envole à la surprise des observateurs. «Ce qui a été retenu, ce sont

les excuses qu'il a faites, souligne un proche de l'ancien ministre. Elles ont été jugées sincères. Et beaucoup de gens lui ont été reconnaissants de nommer le problème.» Dans les mois qui suivent, à chaque nouvelle provocation de Macron (sur les 35 heures, les fonctionnaires, les jeunes milliardaires...), le phénomène se répète. Comme si les Français savaient gré au ministre de ses coups de boutoir contre les «tabous» de la gauche. Tout au plus, les sympathies que s'attire l'ex-locataire de Bercy sont de plus en plus marquées à droite... Ces bons sondages ont-ils grisé Macron ? Assurément, confie Julien Dray, fidèle de Hollande, longtemps très proche de l'ex-ministre. «Il ne s'est pas lancé en regardant sa cote de popularité, corrige un proche. Sa stratégie, c'est

de proposer une offre politique nouvelle, pas de partir de la demande.» Pour Macron, les sondages ne seraient pas un instrument de pilotage. Tout au plus un outil de validation de son action. Faute de moyens, il n'y a eu recours que deux fois depuis le lancement de son mouvement, dont un sur la notoriété de sa Grande Marche. Pour vérifier l'intérêt qu'il suscite, Macron se fie à d'autres signaux, plus révélateurs à ses yeux : les 1000 inscrits en six heures pour sa rencontre citoyenne à Bercy en juillet 2015, ses meetings bondés lors de son «diagnostic pour la France» ou dernièrement le 1,5 million de vues enregistrées en vingt-quatre heures par un extrait de son intervention chez Mediapart...

**NATHALIE RAULIN**

Suite de la page 3 ligne le politologue Dominique Reynié. L'autre difficulté réside dans le zapping entre candidats, forcément beaucoup plus fort que dans une présidentielle. «Par définition, quand vous appartenez à une même famille politique, c'est beaucoup plus facile de glisser d'un candidat à un autre. C'est la raison pour laquelle les évolutions peuvent être à la fois soudaines et brutales», analyse Jérôme Fourquet, de l'Ifop. D'où la montée très rapide de François Fillon (au détriment de Bruno Le Maire et un peu d'Alain Juppé)

depuis le premier débat télévisé. Avec ce scrutin inédit, toute la complexité réside dans le fait de dessiner à l'avance le fameux corps électoral. D'abord sa taille. Ensuite sa composition. «Pour l'élection américaine, l'enjeu de la "participation différentielle" se situait sur le vote des minorités, pour la primaire il tient à la mobilisation des catégories les plus populaires et des sympathisants PS», souligne Lévy. Une différence de taille avec la primaire socialiste de 2011, où la participation des électeurs de droite fut marginale.

### Quelles précautions prennent les sondeurs ?

La première est de travailler avec un échantillon d'au moins 7000 personnes, pour en extraire une quantité suffisante d'électeurs sûrs d'aller voter à la primaire. Mais «Ily a les bons et les mauvais sondeurs, comme les bons et mauvais chasseurs», reconnaît Fourquet. De même, Teinturier est très dubitatif sur les sondages réalisés dans la foulée des débats et des émissions politiques. Mais même avec un échantillon de 25000 personnes, il assure ne pas vouloir jouer «au kéké». Il refuse dé-

sormais de faire de Juppé le favori incontesté. «Les sondages ne font que mesurer l'évolution de l'opinion, rappelle-t-il. Or celle-ci est en train de bouger et cela va être le cas jusqu'au bout.» Manière aussi de se couvrir d'une possible grosse surprise. Et les médias dans tout ça ? Alors que Lévy, qui travaille pour l'Emission politique (France 2), note l'enjeu croissant «d'attirer l'attention, de susciter de la reprise», Gaël Sliman glisse, lui, que si on parle tant de sondages, c'est aussi «peut-être» parce que «les politiques ont moins de choses à dire qu'avant». ◆

## EDITORIAL

Par  
**JOHAN HUFNAGEL**

## Toxicos

Les sondages, c'est une drogue. Dure. Les plus dépendants ? Sans nul doute les politiques et les journalistes. Certains avaient même promis d'arrêter. Promesse d'ivrogne... Pour les politiques, les sondages sont le miroir, mon beau miroir, de leur personnalité, le thermomètre d'un réel qu'ils ont quitté depuis bien longtemps. C'est avec ces outils qu'ils accusent leurs adversaires de ne plus être «en phase avec les Français». On pourrait en rire si ce n'était tragique. Pour les journalistes, ces chiffres sont une facilité pour parler de la vie politique. On voit bien l'impasse où mène cette injection quotidienne de sondages. Avec les petites phrases, les images des déplacements millimétrés et le suivi de la stratégie des partis pour seul horizon, elle participe à l'enterrement des débats de fond et de l'analyse des programmes. Le sondage est un élément sans doute plus fiable et de meilleure qualité que l'utilisation qui en est faite. Mais il est insuffisant pour comprendre l'opinion, ses humeurs, les urgences d'aujourd'hui et de demain. Et carrément dangereux pour la démocratie quand il enferme politiques et journalistes dans une bulle de faux débats et, parfois, de connivence (voir l'affaire Buisson). L'honnêteté nous oblige à inclure parmi les toxicos les journalistes de *Libération*, même si nous faisons sans doute un usage plus modéré que d'autres de ces baromètres et autres *rollings*. Il y a pourtant un débat en interne entre ceux qui les utilisent avec parcimonie et ceux qui voudraient les bannir. Certains de nos articles, reconnaissons-le, sont initiés par la lecture de ces chiffres. Suivre la politique implique de comprendre les luttes pour le pouvoir, la cohérence des paroles et des actes, l'adhésion de l'opinion. Mais pour traquer les «signaux faibles» d'un corps électoral qui feront les tendances de demain, l'enquête de terrain ou sur les données des réseaux sociaux est plus que jamais nécessaire. A consommer sans modération. ◆



A New York, le soir de l'élection de Donald Trump. PHOTO THOMAS DWORZAK. MAGNUM

## Aux Etats-Unis, les sondeurs font profil bas

Malgré une victoire de Trump qui n'avait pas été anticipée, les enquêteurs ont du mal à faire leur mea culpa.

Pour son dernier meeting de campagne, Donald Trump avait choisi le Michigan, un Etat fidèle aux démocrates depuis 1988. Malgré l'horaire tardif et une annonce le jour même, plus de 30000 personnes sont venues acclamer le milliardaire. «Ça ne ressemble pas à la campagne de quelqu'un qui va finir deuxième», a pensé ce soir-là Trump. Il avait raison. Pour la première fois depuis près de trente ans, et même si le résultat définitif n'a pas encore été annoncé, le Michigan a voté républicain à la présidentielle. Les sondages y donnaient pourtant une avance de plus de trois points à Hillary Clinton.

«Terrible». A la veille de l'élection, tous les sites de référence en matière de sondages donnaient à la démocrate entre 70% et 85% de chances d'être élue. La victoire de Trump «a été le plus grand raté des sondages pour une présidentielle depuis des décennies», admettent les prévisionnistes du *New York Times*. Le gourou de la statistique, Nate Silver, reconnaît des sondages «terribles». Les sondages n'ont pourtant pas eu tout faux. Ils prédisaient que Clinton remporterait la majorité

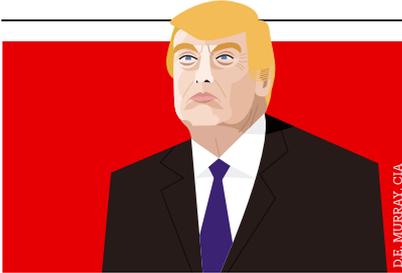
du vote populaire. C'est ce qui s'est passé. Même si le décompte n'est pas encore définitif, la candidate démocrate comptait lundi soir près de 700000 voix de plus que Trump au niveau national (lire aussi pages 24-25). Au total, elle pourrait remporter le vote populaire avec un écart compris entre un point et un demi. C'est certes moins que les 3,3 points d'avance que prévoyait *Real Clear Politics* le matin du 8 novembre, mais le pronostic était le bon. Pourquoi alors un tel coup de théâtre ? La complexité du système américain, où quelques *swing states* suffisent à faire basculer l'élection (lire aussi pages 6-7), offre un début d'explication. A y regarder de plus près, sur les 50 Etats américains, seuls cinq (Floride, Pennsylvanie, Caroline du Nord, Wisconsin et Michigan) ont été remportés par un candidat que les sondages donnaient perdant. Double problème pour Clinton : ces cinq Etats représentaient 90 grands électeurs (un tiers du total nécessaire) et tous ont basculé en faveur de Trump.

Il faudra du temps pour analyser les données et comprendre précisément où les sondages se sont trompés. Mais déjà, deux raisons semblent se profiler : une sous-estimation du vote blanc en faveur de Trump, en particulier dans la «Rust Belt» ; à l'inverse, une surestimation de la participation des jeunes et des Noirs en faveur de Clinton. Pour Bob Bradley, professeur émérite de science politique à l'université de l'Illinois, les instituts

de sondages souffrent d'un manque d'adaptation aux moyens de communication modernes. Il rappelle que l'enquête du *Los Angeles Times*, réalisée sur Internet, a invariablement donné l'avantage à Trump. «Ils ont utilisé des techniques de sondage modernes. Ils se sont appuyés sur les réseaux sociaux», souligne-t-il. Cette élection pourrait sonner le glas des instituts de sondages traditionnels.»

**Désolé.** Du côté des sondeurs, la plupart font profil bas, embarrassés par des écarts massifs entre prédictions et vote réel dans nombre d'Etats : 10 points dans l'Utah, 9 dans le Wisconsin, 7 dans l'Iowa, 6 dans l'Ohio, bien au-delà de la marge d'erreur. D'autres, toutefois, se défendent et accusent ceux qui utilisent les sondages d'avoir sciemment ignoré les 20 à 30% de chances de victoire de Trump. «Ne rejetez pas la faute sur les sondages. Ils ont fait ce qu'ils devaient faire. Blâmez plutôt les analystes et les experts, et leur résistance acharnée à envisager la possibilité d'une présidence Trump», écrit Sean Trende, l'un des analystes de *Real Clear Politics*. Cette ligne de défense comporte une part de vérité. Elle ne règle toutefois pas la question du poids démesuré accordé aux sondages qui, à force d'annoncer la victoire de Clinton, ont peut-être incité certains de ses électeurs potentiels à rester chez eux. Et contribué ainsi à sa défaite.

**FRÉDÉRIC AUTRAN**  
Correspondant à New York



# ÉDITOS/

## Trump, ce «national-keynésien»

Par **VITTORIO DE FILIPPIS**  
Chef adjoint du service Monde

Une histoire à peine croyable, se répète sous nos yeux, comme dans les années 30. Elle n'est pas seulement de circonstance. Pour «convaincre son monde» et pour se faire passer pour ce qu'il n'est et ne sera jamais, Donald Trump aura usé d'une évolution de fond, la même d'ailleurs utilisée par le Front national en France : contre l'immigration, contre l'étranger, pour la préférence nationale, le milliardaire a plaidé pour une plus grande intervention de l'Etat.

A l'en croire, 1000 milliards de dollars (932 milliards d'euros) d'argent public, consacrés à de grands travaux d'infrastructures, seront injectés dans les rouages de l'économie américaine. De quoi couper les fils avec le monde. Faibles en substance, ces propositions sonnent agréablement à l'oreille des Américains. Certes, l'histoire ne ressort jamais les mêmes plats. Faut-il pour autant s'interdire une comparaison ? Celle avec l'entre-deux-guerres lorsque s'est joué l'avènement

d'une politique et d'un parti : celui du national-socialisme des travailleurs allemands. Ces deux mots accolés forment une articulation contradictoire. La probabilité pour que Trump ait, un jour, lu les écrits de John Maynard Keynes est proche de zéro. Mais il se trouvera malgré tout des économistes pour accoler deux mots : national et keynésien. Comme si cette

nouvelle potion concoctée par Trump avait été inspirée par l'un des plus grands économistes, Keynes, et que d'autres pays feraient bien de prendre en exemple.

Certes, rien n'empêche, a priori, les Etats-Unis d'appuyer sur l'accélérateur de la dépense publique. Mais l'équipe Trump réalisera très vite que l'épargne américaine est faible. Et qu'il faut se tourner vers les pays aux poches pleines de billets verts. Ce moment venu, un pays sera là pour se rappeler au bon souvenir de Washington. C'est la Chine. La rhétorique de Trump a

fait recette, mais le repli sur soi pourrait très vite provoquer un divorce entre nationalisme et keynésianisme.

Si l'idée de démondialisation est un concept à la mode, il n'en reste pas moins que la mondialisation, c'est encore la réalité pour une grande partie du monde. Sur-tout pour les Etats-Unis. N'en déplaise au prochain locataire de la Maison Blanche, qui pourrait le réaliser à ses dépens. Et être contraint de mettre de côté cette association, non avouée et antinomique, entre national et keynésien. ♦

### COUP DE SANG

## A Montreuil, il n'y a que des Montreuillois

Par **RACHID LAÏRECHE**  
Journaliste au service France  
@RachidLaireche

Petit retour en arrière. La semaine passée, Eric Zemmour a déclaré sur un plateau de télé : «A Drancy, à Montreuil, dans le XVIII<sup>e</sup> arrondissement, à Stains, partout... Il n'y a quasiment plus de Français blancs.» Et lorsque l'écrivain Raphaël Glucksmann rétorque «Mais vous racontez n'importe quoi ! A Montreuil, par exemple...», Zemmour coupe et dit : «A Montreuil ? Allons à Montreuil.» Depuis, quelques journalistes se sont rendus en Seine-Saint-Denis, dans la cinquième ville d'Ile-de-France, pour constater la bêtise de Zemmour, mais sans déceler sa particularité. A Montreuil, tout le monde vient de quelque part et a le sentiment d'être chez lui : le Malien, le Gitan, l'Algérien, le Portugais, l'Italien, le Breton, le Normand ou le Parisien qui a franchi le périph... Et peu importe s'il y vit depuis quelques mois ou s'il a ouvert les yeux à l'hôpital intercommunal sur le boulevard de la Boissière (comme l'auteur de ces lignes).

A Montreuil, les habitants ont leur propre langage, emprunté aux manouches. Parfois ça donne : «Il est narvalo le raçlo, toutes les nuits il pillave et il pache la journée au lieu de se trouver un chafrave.» Débrouillez-vous pour la traduction. A Montreuil, il n'y a que des Montreuillois. Après, «blancs» ou pas, tout le monde s'en tape, à part Eric Zemmour. ♦



**“MOI PRÉSIDENT,**  
je supprime les perturbateurs endocriniens  
du paysage et protège grave  
les nouvelles générations.  
Et vous ?

CB CHRISTOPHE BACQUET - CRÉDIT PHOTO: DEPOSITPHOTOS / CAMROCKEN

**Les perturbateurs endocriniens  
sont en nous et partout.  
Votons pour qu'ils soient nulle part.**

Les perturbateurs endocriniens sont des substances suspectées toxiques, comme le bisphénol A, les phtalates, les parabènes, les pesticides, etc. Ils perturbent notre système hormonal et nerveux (source Anses). Présents dans notre environnement et dans les produits de consommation, ils induisent, selon la Commission Européenne, des effets néfastes sur notre santé. Exposés à ces substances à notre insu, l'augmentation des cancers et maladies dégénératives n'est pas sans lien.

**Soyons les perturbateurs positifs de notre santé.**



Plus d'informations sur :  
[fondationleanature.com](http://fondationleanature.com)

Facebook icon @FondationLeaNature



générations FUTURES

FONDATION NATURE DÉCOUVERTES

fondation EKIBIO

LABEN

WBCF

1% FOR THE PLANET MEMBER

Par **GUILLAUME GENDRON**  
Envoyé spécial en Floride

Pour le *Miami Herald*, aucun doute : «*La baie de Tampa a livré la Floride à Trump.*» La troisième ville de ce *swing state* clé avait penché pour le candidat victorieux à chaque présidentielle depuis 1960, à une exception près, lors de la première élection d'un candidat déjà nommé Clinton en 1992. La semaine dernière, Tampa a pourtant bien voté pour l'ex-First Lady. Mais tous les autres comtés de la baie ont choisi Donald Trump, quatre ans après avoir réélu Barack Obama. Fidèles à leur réputation de zones «violettes», passant du bleu démocrate au rouge républicain comme on triture un interrupteur, alors que le Nord rural de la Floride est résolument conservateur et le Sud métissé acquis aux démocrates. «*Nous sommes désormais coincés au milieu d'une mer de rouge* [la couleur du parti républicain, ndr]», a résumé mercredi Bob Buckhorn, le maire démocrate de Tampa.

#### «MALLS» ET BARRIÈRES AUTOMATISÉES

La différence entre Tampa et sa banlieue? La mixité sociale et raciale. Les minorités constituent 50% de la population du comté de Hillsborough, soit l'agglomération de Tampa; le comté voisin de Pinellas, résidentiel, est aux trois quarts blanc. Clinton y a obtenu 47,5% des suffrages, là où Obama l'emportait à 52% des voix. Quand on demande à Daniel Smith, spécialiste en arithmétique électorale à l'université de Floride, comment le Sunshine State a basculé, il pointe un archétype: la «*suburban mom*», la mère de famille des banlieues riches. Clinton n'a remporté que 50% de l'électorat féminin floridien, en recul par rapport à Obama en 2012. «*Tous les autres chiffres correspondent à ce qu'on attendait, qu'il s'agisse du vote latino anti-Trump ou du soutien massif des retraités pour le candidat républicain. La surprise, elle est dans ces banlieues qui avaient voté Obama.*»

Craig Pittman est journaliste au *Tampa Times* et l'auteur de *Oh Florida, comment l'Etat d'Amérique la plus bizarre influence le reste du pays* (1). Il est moins surpris que l'universitaire: «*Clinton avait la meilleure organisation, la plus coûteuse, des pros pour quadriller l'Etat. Mais Trump avait une vraie base bénévole pour frapper aux portes. Son coup de génie a été d'ignorer les villes en Floride – et donc les Hispaniques – pour tout miser sur les banlieues, les enclaves de retraités et les "gated communities"*», ces communautés privées et sécurisées. Le stratège derrière ce choix? Une femme, Susie Wiles. En Floride, cette consultante a bâti sa réputation après avoir mené les deux campagnes victorieuses du gouverneur ultraconservateur Rick Scott, un des rares cadres du Grand Old Party à avoir soutenu Trump dans tous ses excès. Sur Twitter, Susie Wiles se décrit comme une «*professionnelle de la politique*». Et «*maman de deux enfants*».

Aborder cette fameuse «*suburban*

# En Floride

## la cage dorée du vote Trump

Derrière les barrières des lotissements de la banlieue de Tampa se cachent les électeurs qui ont permis au républicain de l'emporter: des Blancs, aisés et attachés à leur tranquillité.

#### REPORTAGE



*mom* n'est pas aisé. En quittant Craig Pittman dans un café de St. Petersburg, plus grande ville du comté de Pinellas, celui-ci avait lâché un «*good luck!*» amusé. Hors du centre-ville et des plages, c'est une succession de *malls* («centres commerciaux») interchangeables, de bois sombres et de communautés privées. A l'entrée, les noms des enclaves s'affichent en lettres dorées, à côté des guérites avec gardiens et barrières automatisées. A l'intérieur, on aperçoit des fontaines éclairées par des projecteurs colorés, des pelouses aux airs de moquette, des panneaux indiquant le golf, des voitures de sécurité privée... Un espace en apparence dépolitisé, si ce n'est un énorme «Trump-Pence» à l'entrée d'une station-service. Sur le parking de Boot Ranch trône une botte de cow-boy en stuc orange de 4 mètres de haut. Sur les pâturages d'autrefois se dresse un *mall* chic, à l'intersection d'East Lake et de Palm Harbor, deux villes nouvelles formées par l'accumulation de communautés privées. Des zones

«non incorporées», c'est-à-dire non constituées en tant que municipalités, et donc très peu imposées car tous les services y sont privés. La population y est à plus de 90% blanche et diplômée, le revenu médian supérieur de 20% à la moyenne nationale. Difficile de parler à qui que ce soit, d'autant que le personnel de sécurité déboule illico en invoquant une «*interdiction de solliciter les clients sur une propriété privée*». Une femme aux cheveux violets décidera d'ailleurs d'appeler la police, offensée par une demande d'interview.

#### «UN HOMME FORT»

Entre-temps, Geri, 61 ans, s'accommode de la victoire de Donald Trump. Elle n'a pas voté pour lui – «*c'est un cochon et un crétin*» – mais «*mieux valait ça que Clinton question programme*». En Floride, le «tout sauf Hillary» est un sentiment largement partagé. Sur le bulletin, elle n'a coché aucune case concernant la Maison Blanche mais a plébiscité les républicains à tous les échelons: «*J'avais tellement peur*

*qu'elle gagne que je voulais que le Congrès soit un contre-pouvoir.*» Résultat, ils contrôlent désormais tous les leviers législatifs: Chambre des représentants, Sénat, et bientôt Cour suprême, quand Trump aura fait son choix parmi sa liste de juges ultraconservateurs. Avec sa queue-de-cheval et son menton pointu, cette vendeuse de déco de Noël a des airs de Sarah Palin. Les accusations d'agressions sexuelles visant le futur vainqueur pendant la campagne? «*C'est un homme de sa génération, avec les mains baladeuses. Quand on me faisait ça dans le temps, je mettais une giflette et c'était*

**«Je paye plus d'impôts que Trump parce que des gens comme Clinton l'ont laissé faire.»**

**Nicky** électrice de Trump

*fini. Pourquoi ces femmes ont tant attendu pour se plaindre?»* Elle se dit excédée par «*l'arrogance des libéraux, leur façon de dire que si l'on est républicain on si l'on a de l'argent, on est forcément raciste et méchant. Obama a divisé le pays en ramenant tout à la race*». Même s'il a surtout brillé par sa tiédeur sur les questions raciales. Geri assure ne pas avoir de problème avec le mariage gay mais se dit lasse de l'activisme LGBT: «*Ils ont gagné, on passe à autre chose.*» Alors que Trump veut expulser jusqu'à trois millions de personnes, que pense-t-elle des Latins ou des musulmans qui se sentent menacés? «*Arrêtez les blagues! Trump ne va rien leur faire... Ce qu'il veut, c'est que les immigrants soient en règle.*» Même si, rougit-elle, «*comme j'ai plaisanté avec mon voisin, le type qui tond notre pelouse nous coûtera plus cher s'il a des papiers!*» Nicky, 30 ans, est coach sportif à domicile – ça se voit à ses leggings de course – et électrice de Donald Trump, «*le moindre mal*». Elle voulait un «*businessman à la Maison*



**Une communauté de retraités, dans le centre de la Floride, en 2015.** PHOTO CARLO ALLEGRI. REUTERS



Blanche». Elle n'ignore aucun de ses travers mais choisit de les excuser. L'évasion fiscale? «Je paye plus d'impôts que Trump parce que des gens comme Clinton l'ont laissé faire. Qu'il en profite, c'est normal.» Sa misogynie? «Même si tout est vrai, so what? Face aux grands de ce monde, je préfère voir un homme fort que quelqu'un qui va se laisser marcher dessus comme Hillary.»

#### «J'AI TOUT LU SUR WIKILEAKS»

Electricienne démocrate, Lauren, employée de bureau de 56 ans, a subi la pression des pro-Trump sur son lieu de travail. «Ils n'avaient absolument aucune gêne. Vous savez, il n'y a pas de diversité ici... Les Latinos viennent de Tampa pour travailler, mais personne ou presque n'a de relations avec eux.» Dans le mall, ils sont aux caisses des supermarchés, dans les cuisines des fast-foods, les ongleries, les boutiques de cigares. Pendant la campagne, «Crooked Hillary» («Hillary la pourrie») a résonné comme un mantra autour de

Lauren. «Des amies à moi auraient voté pour un démocrate si ce n'avait pas été elle. Beaucoup se sont abstenues.» Pas Rita, 54 ans, assistante juridique à Palm Harbor: «En tant que femme et mère d'un enfant handicapé, je ne pouvais pas voter pour cet homme-là.» Le vote Obama puis Trump? «C'est encore un monde d'hommes ici... Les gens dans les fermes là-haut, ils n'étaient pas prêts pour une femme.»

Là-haut, c'est le comté de Pasco, rural et *working class*, qui a voté pour Trump à presque 59%. Comme Nicholas Manias, mâchoire carrée et larges épaules. Lui n'a rien de l'ouvrier déclassé désigné comme le cœur de l'électorat trumpiste. Il enseigne la philosophie au *community college* de St. Petersburg. Pourquoi Trump? «Il n'est pas financé par les grandes firmes et les lobbys, et Hillary est une criminelle.» J'ai tout lu sur WikiLeaks.» Fils d'un peintre en bâtiment, républicain depuis toujours, il pense que l'Amérique passe trop de temps à «essayer de réparer le monde plutôt que de

s'occuper de ce qui se passe ici.»

Dans le comté de Pinellas, personne ne veut parler de racisme, mais plutôt de l'Obamacare, qui aurait fait doubler le prix des assurances premium. «La suprématie blanche ne demande pas de conviction profonde. Un impitoyable égoïsme, plus qu'une quelconque croyance sincère, en est le principal trait», a théorisé l'historienne Annette Gordon-Reed, prix Pulitzer en 2009. Reste la question du passage du bleu au rouge entre 2012 et 2016. «Le seul point commun entre le vote Obama et Trump, c'est l'idée de changement», observe Craig Pittman. «Même s'il ne s'agit pas du même type de changement... Pour eux, Trump offre quelque chose de jamais vu, de radical face à Clinton.» Nicholas Manias l'assure: «Trump est un pari. S'il déçoit, il prend la porte dans quatre ans et voilà.» Qu'importe la casse, du moment qu'on est à l'abri derrière les barrières. ◀

(1) St. Martin's Press, 2016, 320 pp.

Lire également pages 24-25.

## LE PRÉSIDENT ÉLU ÉDULGORE SES POSITIONS

En nommant, dimanche, Reince Priebus au poste de chef de cabinet et Stephen Bannon à celui de conseiller stratégique, Donald Trump pouvait difficilement envoyer un signal plus contradictoire. Priebus, 44 ans, est le patron du Grand Old Party depuis 2011. A ce titre, il incarne l'establishment tant critiqué par Trump mais offre une parfaite courroie de transmission entre la Maison Blanche et le Congrès. Bannon, 62 ans, est quant à lui une figure de «l'Alt-Right» au sein de laquelle Trump a puisé une partie de son soutien. Avec lui, «l'extrême droite raciste et fasciste sera représentée à quelques pas du Bureau ovale», se désole John Weaver, ancien conseiller de John McCain et John Kasich. Côté programme, Trump semble assouplir certaines de ses positions. Sur l'immigration, le «gros mur» avec le Mexique pourrait par endroits se transformer en simple clôture. Il semble oublier sa promesse d'expulser la totalité des onze millions d'immigrés illégaux vivant aux Etats-Unis, insistant en priorité sur les deux à trois millions de «criminels». Jeter en prison Clinton n'est visiblement plus une priorité non plus. En bref: à un peu plus de deux mois de sa prise de fonction, les contours d'une présidence Trump restent très flous. D'après le *Wall Street Journal*, Obama aurait été surpris par le manque de préparation de Donald Trump, lors de leur rencontre, jeudi. F.A. (à New York)



**Interview** Alors que la COP22 se poursuit à Marrakech, un rapport de la Banque mondiale montre que l'impact économique des catastrophes naturelles sur les plus pauvres est largement sous-estimé. Stéphane Hallegatte, principal auteur du rapport, explique pourquoi, et propose de nouveaux indicateurs pour comprendre comment pauvreté et vulnérabilité au changement climatique sont liées.



Dans un bureau de vote de Suruceni en Moldavie, dimanche. PHOTO GLEB GARANICH REUTERS

## En Bulgarie et en Moldavie, l'alternance a des accents russes

**Après une phase d'euphorie, les deux pays ont élu ce week-end des présidents socialistes et prorusses, à la satisfaction du Kremlin.**

Par **VERONIKA DORMAN**

Les élections présidentielles qui se sont tenues dimanche en Bulgarie et en Moldavie présentent quelques similitudes singulières. Dans les deux pays, des candidats hommes, prorusses et socialistes, issus de l'opposition, ont battu des femmes pro-européennes.

En Moldavie, le nouveau président, Igor Dodon, ancien ministre de l'Économie, soutenu par les médias, l'Église orthodoxe et le principal oligarque du pays, Vladimir Plahotniuc, prône un rapprochement avec la Russie. Il veut revenir sur l'accord d'association avec l'UE, signé en 2014, qui, selon lui, a plombé l'économie nationale. Certes, l'accord a ouvert graduellement le marché européen

aux produits moldaves, dont les exportations vers l'UE se sont élevées à 2 milliards d'euros depuis, mais il a aussi provoqué l'ire de Moscou, qui a imposé un embargo sur les importations de fruits et de viande moldaves. Sa concurrente, Maia Sandu, ancienne ministre de l'Éducation for-

mée aux États-Unis et passée par la Banque mondiale, considère au contraire que cet accord est la «base pour le développement du pays», synonyme de réformes et de lutte contre la corruption.

En Bulgarie, le général Roumen Radev, ancien pilote et chef de l'armée de l'air, novice en politique, s'est déclaré dès dimanche soir pour

«un bon dialogue avec les présidents des États-Unis et de la Russie», et s'est engagé à «travailler pour une levée des sanctions européennes contre Moscou. A la question frontale s'il sera un dirigeant prorusse ou pro-américain, Radev a répondu à la BBC : «Jusqu'à il y a peu, j'ai piloté un avion russe, j'ai fait mes études aux États-Unis, mais je suis un général

bulgare et serai probulgare.» Le général a devancé Tsetska Tsatcheva, la candidate du Premier ministre et de son parti conservateur Gerb, qui a remporté les trois derniers scrutins, mais dont la popularité est en baisse dans un pays miné par les problèmes sociaux, la corruption, le déclin chronique de certaines régions. Prenant acte de cette claque électorale, le Premier ministre, Boïko Borissov, a déjà annoncé la démission de son gouvernement.

«Nostalgie». «La plus grande partie des électeurs moldaves et bulgares ne croit plus aux slogans anticorruption et modernisateurs des pro-européens, note l'historien Iaroslav Chimov sur le site russe RBK. Ils préfèrent entendre parler de paterna-

lisme social, de nostalgie pour des temps plus prospères et de promesses d'un rapprochement avec la Russie. [...] Les efforts de propagande de la Russie ont trouvé un bon terrain : Moscou apparaît de nouveau comme une alternative aux "défaillances" et aux "mensonges" de Bruxelles.» Les résultats des deux scrutins ont été accueillis avec satisfaction au Kremlin. «Indéniablement, certaines déclarations [des candidats vainqueurs] nous plaisent», a commenté son porte-parole, Dmitri Peskov. Il a rappelé que la Russie et la Moldavie étaient jadis unies par des liens étroits, avant «une dérive vers une diminution de l'ampleur des relations». Quant à la Bulgarie, c'est un «pays important», avec lequel la Russie espère coopérer de

nouveau, ayant déjà eu par le passé des projets communs d'envergure, qui n'ont pas été menés à bout, a expliqué Peskov, faisant allusion au gazoduc South Stream et au nouveau réacteur à la centrale nucléaire de Béléne. Selon le site pro-Kremlin Vzgliad, «ces scénarios comparables ne sont pas un hasard. La Bulgarie comme la Moldavie ont accompli, en deux décennies, un chemin similaire d'euphorie qui les a éloignées de la Russie». Mais pour Nicu Popescu, spécialiste de l'Europe de l'Est à l'Institut d'études de sécurité Union européenne (IESUE), «ces deux victoires relèvent de la coïncidence» et s'expliquent par des facteurs internes : «Dodon n'est pas un idéologue prorusse, c'est un pragmatique. L'UE représente plus de 50% du commerce de la Moldavie, contre seulement 17% pour la Russie. Il fait du bruit prorusse, mais il n'aura pas un discours fondamentalement antieuropéen.»

**Beurre.** Radev tournera-t-il la Bulgarie vers la Russie ? «Oui et non», répond Dimitar Bechev, directeur de l'European Policy Institute, à Sofia, sur un blog de la London School of Economics : «La rhétorique changera, mais pas le contenu. Son message sera que la Bulgarie peut avoir le beurre et l'argent du beurre, c'est-à-dire rester un partenaire loyal de l'UE et de l'Otan, tout en renouant avec la Russie. Mais même s'il offre une branche d'olivier à Poutine, ça ne changera pas grand-chose.» Les discussions européennes sur les sanctions contre la Russie auront lieu en décembre de cette année, avant la prise de fonction du nouveau président bulgare, qui ne reviendra pas sur les engagements envers l'Otan (une brigade multinationale stationnée en Roumanie, à laquelle le pays participe) ni envers les États-Unis (qui ont recours à des bases militaires bulgares). En fin de compte, il ne s'agit pas d'un revirement frontal vers la Russie, préviennent les experts. Les Bulgares et les Moldaves ont surtout voté pour l'alternance. Et les socialistes d'Europe de l'Est sont traditionnellement davantage prorusses. ◀



**400 Culs** Comment définir l'orgasme ? Le mot vient du grec orgaô

(«enfler», «mûrir»). Si l'étymologie renvoie à l'image d'un fruit gonflé de suc, au XIX<sup>e</sup> siècle le terme devient médical. Mais au XX<sup>e</sup> siècle, plus personne ne s'entend sur la définition de ce mot débordant. A lire sur le blog d'Agnès Giard. PHOTO TASCHEN



**DU NORD**

L'ancienne source de WikiLeaks Chelsea Manning, condamnée à trente-cinq ans de prison, a demandé au président américain, Barack Obama, de réduire sa peine avant de quitter la Maison Blanche, selon le *New York Times*. La militaire transsexuelle de 28 ans, qui s'appelaient auparavant Bradley Manning, avait été condamnée en 2013 pour avoir transmis plus de 700 000 documents confidentiels au site WikiLeaks. Chelsea Manning affirme qu'elle ne demande pas à être graciée, selon une lettre accompagnant sa requête. «Le seul allègement que je demande est de sortir de la prison militaire, après avoir passé six ans à l'isolement», affirme Manning, qui souligne n'avoir jamais eu «l'intention de porter atteinte aux intérêts des Etats-Unis ou des membres des forces armées». Chelsea Manning avait tenté de mettre fin à ses jours en octobre, après une première tentative de suicide en juillet.



**AU SUD**

En Afrique du Sud, Oscar Pistorius a été transféré dans une prison davantage adaptée aux personnes handicapées. Le champion paralympique, âgé de 29 ans, double amputé, avait été condamné en juillet en appel à six ans de détention pour le meurtre de sa petite amie. Depuis, il était incarcéré dans la prison centrale de la capitale sud-africaine, Pretoria. «Il était détenu dans l'aile médicale de la prison depuis son arrivée et ne pouvait pas participer aux programmes de réhabilitation», a précisé le porte-parole des services pénitentiaires. La nouvelle prison, plus petite, se trouve à Atteridgeville, une banlieue de Pretoria. Le champion a toujours plaidé la méprise, répétant qu'il était persuadé qu'un cambrioleur s'était introduit dans sa propriété et qu'il avait tiré sous le coup de la panique. Il sera éligible à une libération anticipée à partir de juillet 2019, après avoir purgé la moitié de sa peine.

## En Birmanie, l'armée redouble de violence contre les Rohingyas

«Escalade», «aggravation», «inquiétudes», tout indique dans les commentaires des rares témoins et humanitaires que la situation dans l'Etat Rakhine, dans l'ouest de la Birmanie, est à nouveau éminemment dangereuse pour les populations, constituées en grande majorité de musulmans apatrides rohingyas. Ces dernières heures, les civils ont été jetés au cœur des opérations que l'armée et les forces de police frontalière birmanes ont lancées contre plusieurs dizaines d'assaillants musulmans radicalisés. Selon des informations du site Rohingya-blogger, à prendre avec précaution, «au moins 80 personnes auraient été tuées dimanche lorsque les gardes de la police des frontières» ont investi des villages près de la frontière avec le Bangladesh. De «nombreux villageois» auraient été tués et des «enfants jetés vivants dans les flammes» des maisons incendiées. Comme la région est interdite aux observateurs indépendants, il est difficile de vérifier ce qui s'y passe. Pour Chris Lewa, la directrice d'Arakan Project,

une ONG qui défend les droits des Rohingyas, «la réponse de l'armée semble démesurée. Elle a envoyé des hélicoptères de combat tirer sur les foules qui fuient les villages et poursuit une tactique de destruction quasi systématique des habitations où pourraient s'être cachés des militants».

Un peu plus prolixes que par le passé, les autorités ont reconnu dimanche avoir tué «28 rebelles» et déploré la mort de deux soldats. La veille, la Tatmadaw (l'armée birmane) et les forces frontalières étaient tombées dans une embuscade où 60 hommes armés de fusils, de couteaux et de lances s'étaient lancés à leur assaut. Le régime a imputé aux musulmans radicalisés les incendies des villages. C'est un scénario possible. Mais les humanitaires et les habitants ont suffisamment documenté les exactions en série des forces de sécurité birmanes pour se montrer circonspects. A partir de vues satellites, Human Rights Watch

(HRW) estime que 430 habitations ont été détruites dans trois villages du nord du district Maungdaw. «Ces nouvelles images confirment non seulement la destruction généralisée de villages rohingyas, mais montrent aussi que cela est d'une plus grande ampleur que nous le pensions», a analysé Brad Adams, directeur Asie de l'ONG, en appelant à une enquête des Nations unies. La représentante spéciale de l'ONU chargée des violences



**RÉCIT**

sexuelles en zones de conflit a aussi demandé aux autorités d'ouvrir une investigation sur des cas de viol de Rohingyas qu'auraient commis des forces armées.

Le gouvernement d'Aung San Suu Kyi devra clarifier ce qui se passe dans l'ouest du pays. A la différence des troubles entre bouddhistes et musulmans rohingyas de 2012, qui avaient fait plus de 100 morts et 100 000 déplacés, ces attaques soulèvent autant de questions qu'elles suscitent d'inquié-

des. Selon le gouvernement, l'Etat Rakhine serait infiltré par des groupes musulmans qui combattaient pour la défense des Rohingyas. Début octobre, lors d'attaques coordonnées, au moins 30 personnes avaient été tuées. Les autorités évoquaient la piste des «insurgés du RSO», l'Organisation de solidarité musulmane, créée dans les années 80 et étiquetée comme terroriste. Le RSO est parfois pointé par les autorités et les bouddhistes radicaux pour incarner le péril islamiste que feraient courir à la Birmanie les Rohingyas. Proche d'Aung San Suu Kyi, le président birman Htin Kyaw évoque quant à lui le Aqa Mul Mujahidin, un groupe méconnu dont le chef aurait été entraîné par les talibans pakistanais et serait financé par le Moyen-Orient. Difficile de savoir si cette hypothétique poussée jihadiste en terre bouddhiste est réelle. Si elle devait se confirmer, elle n'aura probablement pas de mal à profiter de la politique d'apartheid que les autorités ont instaurée à l'encontre des Rohingyas.

**ARNAUD VAULERIN**

### IL A DIT

«Mieux vaut mourir en faisant un film qu'en ne faisant rien.»



**HAYAO MIYAZAKI**  
cinéaste

Après avoir annoncé devant un parterre de journalistes qu'on ne l'y reprendrait plus, que *Le vent se lève* (2013) était son dernier film, voilà que Hayao Miyazaki, 75 ans, semble prêt à remettre son tablier. Dans un documentaire de la télévision japonaise NHK intitulé *L'Homme qui n'a pas tout dit* et diffusé dimanche, le réalisateur de *Princesse Mononoké* dit avoir proposé au producteur historique du studio Ghibli, Toshio Suzuki, de tirer un long métrage de *Boro la chenille* (*Kemushi no Boro*), le court de douze minutes qu'il prépare depuis quelques années pour le Musée Ghibli. Selon lui, le projet pourrait voir le jour d'ici 2020. On voit mal comment le studio, qui commençait à envisager la vie sans Miyazaki en produisant *La Tortue rouge*, pourrait refuser quoi que ce soit au vieux maître qui a fondé Ghibli au côté d'Isao Takahata en 1985.

## Superlune

Dans la nuit de lundi à mardi, la lune nous est apparue plus grosse: non seulement elle n'avait plus été aussi proche de nous depuis 1948, mais en plus c'était la pleine lune. Cette heureuse coïncidence lui vaut son surnom de «superlune», expression poussée par une Nasa en quête de buzz mais qui hérisse plus d'un scientifique. Pour intéressant qu'il soit, l'événement n'est pas si spectaculaire. Certes, ce lundi, notre satellite naturel n'était qu'à 356 700 kilomètres, soit très près de son minimum absolu. Mais la différence avec une pleine lune classique n'est pas incroyable. Explications sur *Libération.fr*, où on démonte au passage quelques idées reçues sur l'influence de la lune.

### Allemagne Le futur président désigné

Le chef de la diplomatie allemande Frank-Walter Steinmeier (SPD), 60 ans, a été désigné lundi candidat de la coalition gouvernementale pour être le futur président du pays, ce qui rend son élection inéluctable. Après des semaines de blocage, le parti conservateur de la chancelière allemande Angela Merkel CDU et son allié bavarois CSU ont finalement décidé lundi d'apporter leur soutien au candidat du Parti social-démocrate (SPD). La tradition politique en Allemagne veut que les partis de la coalition cherchent à se mettre d'accord sur une personnalité pour cette fonction surtout honorifique.

### Israël Le gouvernement durcit la loi sur les colonies, la Cour suprême résiste

La Cour suprême israélienne a rejeté lundi la demande du gouvernement de repousser la date butoir pour la démolition d'Amona, colonie où une quarantaine de familles sont installées près de Ramallah. L'échéance est donc maintenue au 25 décembre au plus tard. Un projet de loi israélien controversé, prévoyant une légalisation de colonies sauvages construites sur des terres privées palestiniennes en Cisjordanie occupée, a franchi une première étape dimanche, au mépris du droit international.



## LA PRIMAIRE VUE PAR DES ARTISTES (3/7)

Libération passe en revue tous les candidats de la primaire de la droite. Carte blanche a été donnée à plusieurs personnalités du monde de la culture (humoriste, chanteur, écrivain...) pour leur tailler le portrait. La consigne? Pas de consigne. Juste assumer une plume subjective, et donc possiblement décalée, qui revendique un droit à la légèreté et à l'insolence. Sans s'interdire de faire de la politique.

Ne comptez pas sur moi pour dresser un portrait à charge de Bruno Le Maire. Pour commencer, je vais plutôt l'appeler par son prénom, ça fera plus stylé «primaire de droite» et ça me rapprochera un peu de lui, ce qui n'est pas une mince affaire. Bruno est bien trop paradoxal pour être enfermé dans une image d'homme de droite ultralibéral, catho coincé qui ne rate jamais un déjeuner dominical en famille. Cet homme est-il plutôt chevreuil que poulet? Pomerol que vin nature? *Le Figaro* que *Libé*? Prenons, par exemple, mon cercle d'amis composé d'un ramassis de gauchistes dépravés. Vous savez, ceux qui ont de la sympathie pour les Nuits «chienlit» debout (bref, des artistes): pour beaucoup d'entre eux, Bruno incarne la trop rare pensée progressiste de la droite.

**Raideur.** Etonnant, non? Le fait d'armes de mon Bruno? Il s'est «abstenu» lors du vote du mariage pour tous. Et il a maintenu fermement sa position: «Oui, je crois que l'amour homosexuel vaut l'amour hétérosexuel.» Lui, fervent catholique, père de quatre enfants, qui incarne une droite corsetée par un déterminisme social et gaullien, a pris ce risque de se faire huer par sa famille politique, lors d'un meeting versaillais notamment. Courageux, le Bruno. Rappelons qu'il y a eu beaucoup de houle entre sa mère et lui à ce sujet. Je m'abstiendrai de revenir sur la théorie du genre et son nom très lacanien, «Le Mère». Bruno a cherché à se défaire de son déterminisme. Regardons en arrière. Il est né il y a quarante-sept ans. Oui, il fait beaucoup plus vieux que son âge, affichant une raideur, un port altier, qui ne donne pas franchement envie de boire un petit jaune avec lui. Avec sa tête bien ronde, bien rose,

sa peau glabre et ses yeux malicieux de bébé Cadum, il est assez facile d'imaginer le poupon qu'il était en 1969 (année érotique, j'y reviendrai), dans l'appartement familial, rue Victor-Hugo (tiens, tiens, un grand progressiste) dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Fils de Viviane Fradin de Belâtre, aristocrate du Sud-Ouest, et de Maurice Le Maire, père autoritaire taiseux et violent (storytelling politique ou réel ressentiment?) et secrétaire général du groupe Total (on ne vient pas là par hasard), Bruno admire l'excentrique de la famille: sa grand-mère Isabelle, passionnée d'aviation, qui lui fera découvrir la littérature.

Après douze années passées chez les jésuites (chantant même devant Jean Paul II), après des vacances à Courchevel (ça, je l'invente), ce féru de Rimbaud ou encore de Nabokov (pas très catho tout ça) intègre l'École normale supérieure (un repaire d'intellectuels de gauche) dont il sortira premier de sa promotion grâce à son mémoire sur Proust. Déjà à l'époque, il est perçu comme quel'un de très contraint, bridé par son origine sociale. Pour des raisons exactement opposées à celles de Bourdieu, il a certainement dû éprouver ce même sentiment de ne pas avoir les bons codes, de ne pas être à sa place et... c'est touchant.

Alors Bruno, pourtant foncièrement littéraire (au grand dam de son père qui l'aurait plutôt vu dans les affaires), rentrera dans le rang pour intégrer l'ENA (un bon compromis), où il sera un élève moyen. La suite, on la connaît: coup de foudre avec Villepin (sa mère fera l'entremetteuse), puis directeur de cabinet, secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, ministre de l'Agriculture sous Sarkozy après avoir trahi son maître Villepin, conseiller régional



YANN RAHARIER

Par  
**FLORENT  
MARCHET**

Chanteur, il publie en 2008, avec Arnaud Cathrine, un livre-disque très politique, *Frère animal*. En 2016, ils publient le deuxième volet, *Second Tour*, un roman musical qui conte l'histoire d'un jeune homme à la dérive s'engageant dans un parti d'extrême droite.

# Bruno Le Maire, le bon élève qui rêve de sortir de sa classe

Le chanteur Florent Marchet, coauteur du disque «Second Tour», dresse un portrait sans filet du candidat à la primaire de droite, mettant en lumière la complexité cachée de celui qui n'arrive pas à se défaire de sa réputation de catho guindé.

## PROFIL

de Haute-Normandie, député de l'Eure...

«**Chaleur**». Bruno grimpe, coupant des têtes, soutenu par sa fidèle épouse, Pauline, aristocrate comme maman, artiste peintre et assistante parlementaire. Il deviendra ce parfait énarque qui prône le renouveau politique, qui veut en finir avec les élites. Aussi crédible qu'un manager de McDo qui se clamerait écolo. Malgré un relooking express façon stand-up à l'américaine, chemise ouverte et manches retroussées (Hortefeux aura cette phrase crue: «*Qu'est-ce que tu fais comme*

ça, tu viens de faire la vaisselle?»), Bruno s'englu, s'enlise. Son déterminisme lui reste collé, telles des semelles de plomb. En scandant la réduction des minima sociaux, la fin des 35 heures et la suppression de l'ISF, Bruno incarne parfaitement l'ADN libéral de sa famille de droite: les chômeurs profitent des allocs, les Français sont des feignants, les riches méritent respect et protection. «La loi du plus fort» comme héritage transgénérationnel. Bruno ne s'envole pas (il plafonne à 10%), Bruno ne se libère pas, même s'il écrit des livres. Et si, sous ses allures d'aristo se revant d'un lignage avec La Ro-

chefoucauld, sommeillait un sale gamin préférant Sollers (son éditeur) ou Henry Miller? «*Je me laissais envahir par la chaleur du bain, la lumière de la lagune qui venait flotter sur les glaces de la porte, le savon de thé vert, et la main de Pauline qui me caressait doucement le sexe.*» C'est sa mère qui a dû être contente en lisant ces lignes extraites du livre *le Ministre*. Quand je vous disais 69, année érotique... Allez Bruno, assume, plaque tout et écris-nous un bon roman sur la trahison de classe! ◀

ÉPISODE 4, MERCREDI:  
François Fillon par Kee-Yoon



**Bruno Le Maire**  
le 24 septembre 2015,  
à Reims, durant les  
journées parlementaires  
du parti Les Républicains.

PHOTO ALBERT FACELLY

## LE BILAN DE SA CAMPAGNE LE PARI RATÉ DE L'OUTSIDER

A 47 ans, l'homme du renouveau n'est plus si jeune. De Matteo Renzi à Justin Trudeau, en passant par James Cameron, de nombreux leaders occidentaux étaient déjà, à cet âge, au sommet de leur carrière. Ce qui distingue surtout Bruno Le Maire de tous ses concurrents, c'est qu'il n'est élu que depuis neuf ans. A 51 ans, François Baroin, lui, est parlementaire et maire depuis près de vingt-cinq ans. Quant à son cadet Laurent Wauquiez, il était déjà député en 2004, à l'âge de 29 ans. Depuis 2012, il s'est donné les moyens de combler son déficit de notoriété, se lançant dans un interminable périple, l'équivalent de plusieurs tours de France. En vain, puisque sa campagne n'a jamais vraiment décollé.

### La bonne surprise

Après avoir officialisé sa candidature, il a fait le pari (risqué) d'une démonstration de force. Pari gagné, plus de 2000 «lemairistes» se sont déplacés, le 5 mars, pour un grand meeting de soutien aux Docks d'Aubervilliers. Scénographie et décors soignés, éclairage spectaculaire: l'ex-ministre de l'Agriculture démontrait qu'il avait les moyens de jouer dans la cour des grands. «*Nous allons réinventer ensemble la France, réinventer la nation*», lançait un Le Maire sans cravate et en bras de chemise.

### Le ratage

Il le reconnaît lui-même: Bruno Le Maire est passé complètement à côté du premier des trois débats télévisés de la primaire. Il est apparu sentencieux et mécanique. Tout le contraire de la jeunesse et du renouveau qu'il prétend incarner. «*On m'a fait jouer un rôle alors qu'il fallait me laisser raconter mon histoire*», disait-il après l'émission. Victime d'une overdose de coaching, le candidat s'est juré de redevenir lui-même lors du troisième débat.

### La réplique qui tue

«*Mon intelligence est un obstacle*»: grâce à cette saillie, rapportée par le Point, il a décroché haut la main le prix du Press Club «humour et politique» 2016. L'ex-ministre s'était attiré un déluge de railleries. Il a précisé sa pensée: «*C'est une erreur de penser que l'intelligence seule permet d'apporter des réponses aux problèmes des gens. C'est le cœur qui permet d'abord de comprendre les problèmes et d'y apporter des solutions.*»

### Les mantras

Sa campagne n'aura été qu'une longue variation sur le thème du renouveau. Dans chacun de ses discours, comme dans les débats télévisés, il a renvoyé dos à dos ses aînés. Selon lui, la France serait «*otage d'une classe politique qui refuse obstinément de se renouveler*». Puisqu'il n'a été «*ni Premier ministre ni président de la République*», il estime être le seul à ne pas avoir de responsabilité dans le bilan. «*Entre la droite de l'immobilité [Juppé, ndlr] et la droite de la caricature [Sarkozy]*», il prétend incarner, lui, «*la droite de conviction*».

### Ralliement

Dans son équipe, on a fondé de grands espoirs sur le ralliement d'Hervé Morin, cocréateur de l'UDI et président du Nouveau Centre. Grâce à ce soutien, le candidat espère avoir élargi considérablement sa base électorale. Ce que les sondages ne confirment pas. Le soutien de Morin tient aussi à des considérations locales: député de l'Eure, Le Maire a soutenu la candidature de Morin à la présidence de la Normandie.

### Lâchage

Le député des Hauts-de-Seine Thierry Solère a longtemps été l'un de ses principaux soutiens, notamment lors de la bataille contre Sarkozy pour la présidence de l'UMP. Nommé président du comité d'organisation de la primaire, Solère s'est totalement investi dans cette mission et s'est peu à peu éloigné du candidat.

### Son talon d'Achille

Tout se passe comme si le candidat voulait cacher sa vraie nature d'esthète, passionné de musique et de littérature. Comme si le combat politique passait nécessairement par la brutalité et la caricature. Il n'est pas le seul à être traversé par cette contradiction. Le problème, dans son cas, c'est que cela se voit beaucoup.

### La mesure phare

Le 18 juin 2017, jour du second tour des législatives, faire un référendum sur quatre mesures pour le «*renouveau politique*»: réduire le nombre de parlementaires, limiter à trois les mandats dans le temps, obliger les parlementaires hauts fonctionnaires à démissionner de la fonction publique, publier le casier judiciaire de toute personne souhaitant se présenter à une élection.

ALAIN AUFRAY

460 34 1

**C'est le nombre de déplacements dans le pays effectués par Le Maire depuis janvier 2013. Il n'a officialisé sa candidature qu'en février 2016.**

**parlementaires lui ont donné leur parrainage. Il en fallait 20 pour valider sa candidature à la primaire de la droite et du centre.**

**million. C'est le nombre de postes de fonctionnaires qu'il veut supprimer en dix ans. Il n'exclut pas de faire deux mandats.**



**Récap.** En 1995, le Conseil d'Etat validait, dans un arrêt resté célèbre, l'interdiction d'un spectacle de lancer de nains dans une commune de l'Essonne. Il donnait alors une nouvelle ampleur à la notion de dignité de la personne humaine... et créait un précédent qui a depuis servi dans plusieurs débats politiques, jusqu'au récent burkini.

# Présidentielle: Hollande cherche sa voie

**Entre Macron et la primaire de la droite, le Président, au plancher dans les sondages, va multiplier les déplacements locaux. Pour ses soutiens, sa candidature est inéluctable.**

Par **LAURE BRETTON**

C'est l'heure du «trou de souris». Après une semaine dominée par l'actualité américaine, François Hollande va tenter cette semaine de se faufiler dans un agenda politique français qui lui est doublement défavorable, pour adresser quantité de messages mobilisateurs à gauche. La primaire présidentielle de la droite et du centre entre dans sa dernière ligne droite et Emmanuel Macron semble prêt à franchir la ligne de départ ? Le chef de l'Etat a décidé, lui, de multiplier les déplacements et les discours «de terrain et de combat», selon l'expression d'un de ses proches. Il n'est plus question de grands rassemblements politiques avec mise en scène et figurants volontaires, comme lors des discours au Théâtre du Rond-Point au printemps ou à la salle Wagram, début septembre. Entre deux allocutions dominées par les questions d'innovation et de développement économique, aux Mureaux (Yvelines) lundi puis dans le Sud-Ouest samedi, Hollande sera en Auvergne-Rhône-Alpes jeudi pour parler des services publics. Ce sera juste avant le

dernier débat entre candidats à la primaire de la droite et du centre, qui promettent tous des coupes sombres dans la fonction publique. Avant le vote des électeurs de droite, dimanche, Hollande veut profiter d'un effet miroir pour redorer ses choix et sa méthode. Sur le fond, il met tous les impétrants présidentiels de droite dans le même sac en parlant de leur «programme commun qui n'a rien d'imaginatif, tout de punitif». Sur la forme, il étrille Nicolas Sarkozy et Alain Juppé, qu'il a rebaptisés «le revenant et le passe-muraille».

**Dîner du déni.** Faire apparaître sous un jour positif le bilan du quinquennat grâce à la surenchère de propositions libérales de l'opposition, c'était d'ailleurs le plan de bataille de tous les hollandais pour l'automne, avant que le dernier livre de confessions présidentielles ne vienne tout chambouler. «Le bouquin a tout torpillé, au moment où ça cristallisait enfin un peu», soupire un ministre du premier cercle présidentiel. De toute façon, étant donné l'onde de choc provoquée par *Un président ne devrait pas dire ça...* dans la majorité, il paraît difficile pour l'heure d'installer le gouvernement au grand complet et au garde-à-vous derrière le Président pendant un énième discours fondateur. Vu l'ambiance actuelle, il n'est pas certain non plus que la parole présidentielle serait répercutée – suffisamment et correctement – vers les socialistes et les Français. Exit donc le «Wagram social» promis pour courant novembre. Sur ces questions, le chef de l'Etat s'est déjà exprimé lors des 70 ans du Conseil économique, social et en-

vironnemental fin octobre, dans lequel il vantait les corps intermédiaires «indispensables à la démocratie» et défendait ses choix économiques, même les plus contestés comme la loi travail. «Il veut faire des discours, pas des copiés-collés, justifie trois semaines plus tard un de ses conseillers. C'est journalistiquement sexy mais il n'y aura pas de Rond-Point III, de Wagram II ou de Carcassonne IV», du nom d'un meeting l'an dernier, où Hollande avait commencé à faire lui-même l'inventaire de son action politique, posant les bases d'une nouvelle candidature présidentielle.

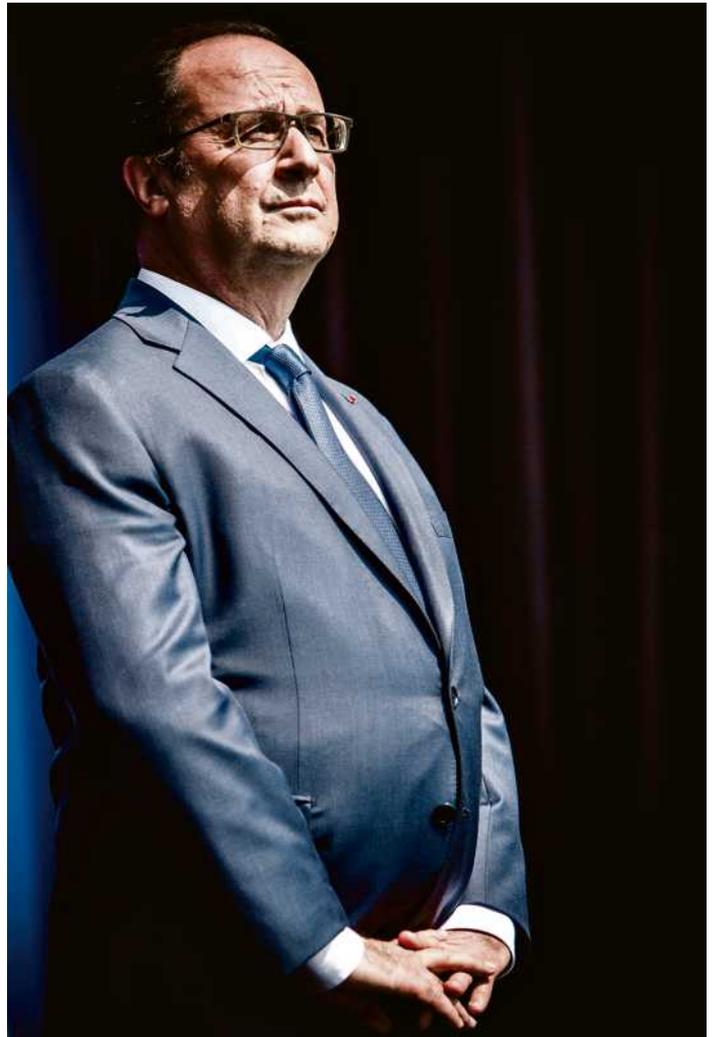
Alors que certains de ses partisans militaient pour qu'il accélère sa candidature, promise pour la mi-décembre, Hollande tient bon sur son calendrier. Lundi, le patron du Parti socialiste, Jean-Christophe Cambadélis, a laissé entendre que le prochain meeting de la Belle Alliance populaire du 3 décembre pourrait servir de cadre à une annonce présidentielle. Quel que soit le mode d'expression, «ce qui nous reste de novembre est absolument crucial», estime un ministre. *Hollande doit construire avec la majorité un pacte de confiance renouvelée.* D'où les déjeuners ou apéritifs avec des parlementaires, qui se multiplient ces derniers temps. Le 8 novembre, le chef de l'Etat a joué les vedettes

## L'HOMME DU JOUR

américaines lors d'un rendez-vous organisé au ministère de l'Agriculture, où 80 parlementaires socialistes étaient réunis de haute lutte. L'absence d'applaudissements à l'arrivée du Président a fait jaser même s'il a été salué comme il se doit à la fin de son discours. Pour les plus critiques, c'était un dîner du déni, avec seulement une pe-

**«Ce qui nous reste de novembre est absolument crucial. Hollande doit construire avec la majorité un pacte de confiance renouvelée.»**

Une ministre



François Hollande, le 8 juin. PHOTO LAURENT TROUDE

tite allusion au livre polémique, voire un «discours de secrétaire de section PS» sur le bilan du quinquennat.

**Dispersion.** «Les plus déçus étaient les hollandais parce qu'ils venaient chercher autre chose», se souvient un participant. Un mea-culpa, une étincelle, un peu de carburant pour repartir au combat. A la place, ils ont eu droit à un plaidoyer pro domo et à la «lucidité» du chef de l'Etat sur la dispersion de la gauche, sur le doute qui traverse la majorité, sur l'avenir de la gauche de gouvernement.

«Nous devons installer l'idée que c'est possible sinon les électeurs ne suivront pas», a-

t-il intimé à ses troupes démobilisées, qui se sont réveillées le lendemain matin avec un Donald Trump président des Etats-Unis. «La défaite d'Hillary Clinton fait fléchir tout le monde sur l'absence d'engouement pour les candidats imposés», raconte un dirigeant socialiste. «Qu'on vienne m'écrire le fragment du 20 heures où Hollande dit qu'il ne veut pas y aller alors que le chômage baisse, que Trump et Poutine sont au pouvoir, que Le Pen frappe à la porte, qu'on se bat contre le terrorisme, réplique un député hollandais. Il viendrait expliquer qu'il renonce parce qu'il a quelques mauvais sondages?»



### DANS LE RÉTRO 2006 «Voynet la verte à l'assaut de la popularité d'Hulot l'écolo»

A l'abordage ! Face au capitaine Hulot, Dominique Voynet prépare sa mutinerie. Objectif : renverser la vapeur entre un non-candidat que tout le monde écoute et une candidate verte que

personne n'entend. Elle cherche à surfer sur la vague écolo, déclenchée par l'animateur d'*Ushuaia* (présentation de son livre *Le Pacte écologique*), afin de faire décoller sa campagne au-delà des 2% d'intentions de vote. Elle a gagné des actions concrètes sur le réchauffement climatique pour faire valoir sa légitimité : «formation» scolaire

et continue pour que les citoyens apprennent à diviser par quatre leurs émissions personnelles de CO<sub>2</sub>, l'imitateur de vitesse sur la route et double vitrages à tous les étages. «Les voitures seront plus petites, moins puissantes», a décrit Voynet.

Extrait de Libération du 15 novembre 2011

## Damien Philippot, frère de, quitte l'Ifop pour Marine Le Pen

Un Philippot peut en cacher un autre. Frère du vice-président du Front national, le sondeur Damien Philippot a démissionné la semaine dernière de l'Ifop, institut de sondage où il était directeur adjoint du département opinion. Un départ qui intervient alors que Marine Le Pen s'apprête à présenter l'organigramme de sa future équipe de campagne. Damien Philippot, qui n'est pas encore certain d'y figurer, pourrait bien en coulisse jouer un rôle auprès de la candidate frontiste dans les mois à venir. Comme il le faisait d'ailleurs déjà, confirme au *Parisien* le trésorier du FN, Wallerand de Saint-Just : «Damien Philippot



est un apport professionnel indispensable. Surtout quand on n'a pas les moyens comme nous de se payer ses propres sondages. Il ne nous a jamais rien fourni venant de l'Ifop. En revanche, il est capable de conseiller Marine ou son frère dans la lecture d'enquêtes que nous

pouvons récupérer ça et là, notamment dans la presse.»

C'est la première fois qu'un cadre frontiste reconnaît officiellement le rôle du jeune sondeur auprès de Marine Le Pen. Un rôle que Florian Philippot a régulièrement refusé de commenter, ne cachant pas son irritation lorsqu'il était interrogé à ce sujet. Mais depuis quelque temps cette collaboration était un secret de polichinelle. D'autant que, sur un compte Twitter ouvert en juillet, Damien Philippot ne cachait pas des affinités avec le discours frontiste, notamment son opposition à l'euro et son soutien au Brexit. Cet engagement n'avait pas

manqué de susciter certaines réserves au sein de l'Ifop. Sa présidente, l'ex-patronne du Medef Laurence Parisot, s'était personnellement engagée contre le FN avec *Un piège bleu marine*, publié en 2011. Trois ans plus tard, Damien Philippot avait attaqué en diffamation l'hebdomadaire VSD, qui l'accusait d'avoir transmis au FN des études confidentielles de l'Ifop. L'affaire n'a pas encore été jugée. En quittant l'institut, l'homme sort aussi de l'ambiguïté – du moins s'il assume désormais son engagement politique. Réponse dans les prochaines semaines.

D.A.L.

CAPTURE D'ÉCRAN YOUTUBE

# 1/6<sup>e</sup>

**C'est la part de femmes candidates à la primaire de la droite et du centre.** En l'occurrence Nathalie Kosciusko-Morizet, la députée LR de l'Essonne qui, dans un entretien au *Figaro*, a rappelé lundi que sa candidature est politiquement motivée : «Je ne suis pas la femme de service. Je fais avancer des idées qui n'ont pas de genre. Je pense que je n'ai pas à ressentir d'une manière ou d'une autre d'être la seule femme. Demandez-vous à chacun de mes concurrents ce que ça leur fait de n'être qu'un sixième des hommes ?» a-t-elle tonné tout en ayant conscience qu'une proportion de parrainages lui ont échoué pour éviter que la primaire soit «men only».

### CONFIDENTIELS

#### Jadot décline Aubry

Il n'ira pas au «Carrefour des gauches et de l'écologie» organisé le 26 novembre à Bondy (Seine-Saint-Denis) par les amis de Martine Aubry. Yannick Jadot considère que «ce n'est pas la place du candidat écologiste à la présidentielle», mais il enverra un proche, l'eurodéputé Pascal Durand. «On comprend que son premier déplacement ne puisse pas être ici», fait valoir François Lamy, lieutenant d'Aubry. Lequel insiste pour démentir tout «rapprochement» avec des proches de Hollande invités.

#### Ghali ne soutient pas Montebourg

A la lecture de *Libération* de lundi, la sénatrice PS de Marseille Samia Ghali n'a pas apprécié qu'on puisse comprendre qu'elle allait voler au secours d'Arnaud Montebourg. L'élue des quartiers Nord confirme bien que l'ex-ministre l'a sollicitée pour un déplacement, mais précise qu'il ne s'agit pas d'un «soutien» : «Il souhaitait venir. Pas de souci. Mais [...] je n'ai aucunement pris position. J'écoute, je regarde.» Macron a également prévu de venir à Marseille, mais là aussi l'accueil ne vaudra pas «soutien», dit la sénatrice.

«J'ai fait une énorme connerie, ça disqualifie ma candidature.»

#### ALAIN JUPPÉ

Maire de Bordeaux et candidat à la primaire de droite, lundi sur RTL



REUTERS

Alain Juppé a ironisé lundi sur l'impact que pourrait avoir sa boulette vintage de la veille : «Est-ce que c'est un revenu véritablement universel ? Est-ce que tout le monde va le toucher, de madame Bettencourt jusqu'à la vendeuse de Prisunic ?» avait-il dit sur France 3. En citant cette enseigne disparue, il a déchaîné les réseaux sociaux, prompts à moquer la déconnexion des politiques. «Je fais mes courses moi-même à Bordeaux. Je ne vais pas, effectivement, au Prisunic. Je vais à Monoprix, à Auchan, à Simply Market ou à Carrefour Market», a corrigé Juppé jugeant cette affaire «anecdotique», lui qui avait pris plaisir à rappeler le prix de la «chocolatine» à Copé.

## Au programme de Hamon, des citoyens à la manoeuvre

### SUR LE FOND

Benoît Hamon a fixé un rendez-vous à la presse : tous les lundis dans son QG de campagne, au 11<sup>e</sup> étage de la tour Montparnasse, à Paris. Une occasion de se faire entendre car, pour le moment, le candidat à la primaire de la Belle Alliance populaire a du mal à se démarquer. Les regards se tournent vers Arnaud Montebourg et François Hollande – ce dernier devrait se déclarer, ou pas, au début du mois de décembre (*lire ci-contre*). Mais l'équipe de Hamon veut y croire, notamment son directeur de campagne, Mathieu Hanotin. Le député de Seine-Saint-Denis répète à l'envi : «Vous verrez, ça va prendre dans les prochains jours et on va occuper l'espace.»

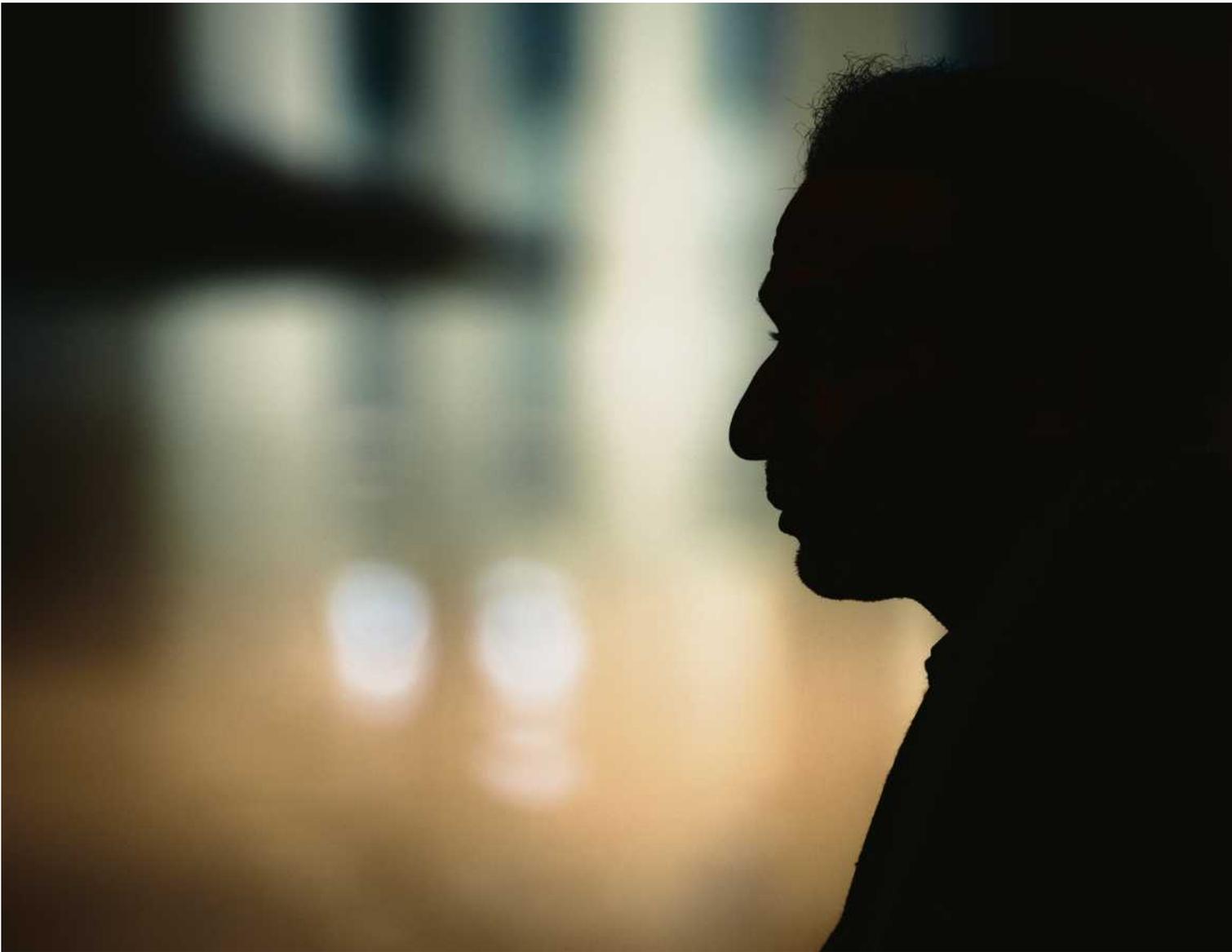
La méthode de Benoît Hamon passe par le fond. Il ne rentre pas dans la guerre de la petite phrase. A chaque fois que les micros s'allument, l'ancien ministre de l'Éducation exprès de Hollande défend le revenu universel, le bien-être au travail et une «France méritée». Ce lundi, il a posé une nouvelle ligne de son programme. Debout,

face à une poignée de journalistes, Hamon a parlé «démocratie et institutions». Le député des Yvelines a lâché des phrases du genre : «Le citoyen a le droit de vote mais sa voix ne compte pas. Il n'existe pas entre les scrutins.» Du coup, il a décidé de placer le citoyen au cœur des décisions. Le candidat a insisté sur le «droit d'initiative citoyenne». Concrètement ça veut dire quoi ? S'il est au pouvoir, Hamon prévoit, lors du second tour des législatives, trois référendums : les votants s'exprimeront sur le droit de vote des étrangers aux élections locales, la reconnaissance du vote blanc et le 49.3 citoyen, qui permettrait à 1% des inscrits sur les listes électorales (environ 400 000 personnes) de peser sur les décisions. Comment ? En signant une pétition pour «soumettre un texte à l'examen des deux chambres du Parlement, après avis du Conseil d'Etat», le citoyen pourra «proposer

à référendum un projet de loi» et «suspendre la promulgation d'une loi».

L'ancien ministre de l'Éducation souhaite également un septennat unique pour le président de la République et remplacer le Sénat par une chambre citoyenne composée de trois familles : «le collège des territoires», comprenant des élus sur le modèle du Sénat ; «le collège des forces vives», qui agrégerait des représentants du mouvement social comme au Conseil économique et social (Cese) ; et un «collège de citoyens tirés au sort». Attention toutefois, «cette chambre ne sera pas saisie sur tous les textes, mais sur les questions qui concernent l'aménagement du territoire, l'organisation des pouvoirs et les grands textes sur le vivre-ensemble», ajoute Benoît Hamon. Qui souhaite mettre en place une «conférence citoyenne» qui associerait durant un an «les élus du nouveau Parlement et des citoyens tirés au sort», afin de bâtir la Constitution de la VI<sup>e</sup> République. Bref, une mini-révolution.

RACHID LAÏRECHE



# Tariq Ramadan

## Les ambiguïtés d'un retour

---

Le théologien musulman vient de lancer un institut de formation en France, où son audience, construite dans les années 90, reste plus importante qu'à l'étranger. Mélant le chaud et le froid, il laisse planer le mystère sur ses véritables intentions. Jusqu'où est-il prêt à s'engager dans le débat politique?

---

**Tariq Ramadan au congrès de l'Union des organisations islamiques de France, le 6 février au Bourget.** PHOTO

BORIS ALLIN, HANS LUCAS

était un coup de bluff. Ce post a été l'un des derniers coups d'éclat de celui qui est un habitué du «buzz» et de la polémique. En revanche, il a été extrêmement discret sur le lancement de l'IIFE. La formation mêle e-learning et journées de formation en «présentiel», par le «maître» lui-même, huit en tout étalées jusqu'à mai. Comme toujours avec Ramadan, c'est le succès. Plus de 500 inscrits sur le numérique, 150 «étudiants» pour la première journée en live. S'il avait pu trouver une salle adé-

## RÉCIT

quate, Ramadan affirme qu'il aurait pu en rassembler trois fois plus. De fait, sa force a toujours été de renouveler son auditoire, des trentenaires pour la plupart. Mais selon le théologien, il n'est pas question de former du personnel pour les mosquées. «Même si des imams suivent ma formation», dit-il.

### «LE COME-BACK D'UNE ROCK STAR ?»

Après s'être rêvé une carrière internationale, Tariq Ramadan réinvestit nettement la France. Au dernier rassemblement de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF, proche des Frères musulmans), en mai au Bourget, il était omniprésent, enchaînant interventions, signatures et ventes de ses livres. Mais pour quoi faire? Ses réseaux, très actifs jusqu'au milieu des années 2000, se sont clairsemés. La plupart des premiers compagnons de route l'ont abandonné. «Il est en perte de vitesse», estime Farid Abdelkrim, qui fut l'un des leaders importants des années 90 de la mouvance des Frères musulmans avec laquelle il a rompu depuis. «C'est un peu comme une rock star qui voudrait faire son come-back», poursuit-il. Même Nabil Ennasri, l'un de ses grands fidèles, s'est éloigné. «Tariq Ramadan n'a pas eu une attitude claire au moment du mariage pour tous, ne s'engageant pas contre le projet du gouvernement», lui reproche-t-il. Nabil Ennasri estime aussi que son mentor n'a pas suffisamment soutenu les printemps arabes. Sur le terrain théologique, d'autres leaders ont émergé comme le libéral Tareq Oubrou de Bordeaux, ou des plus jeunes comme Mohamed Bajrafil ou Ousmane Timera. Au plan plus politique, la personnalité émergente est Marwan Muhammad, le pugnace directeur du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF).

L'attrait de Ramadan pour l'Hexagone est un retour aux sources. Et surtout le moyen de solidifier son audience et de prolonger sa notoriété. «La France a été sa première base», commente Omero Marongiu-Perria, sociologue spécialiste de la diversité, converti à l'islam, et jadis proche du théologien. A un Tariq Ramadan inconnu et à peine trentenaire, la France a offert, au début des années 90, une tribune, un public, une aura. Petit-fils du fondateur des Frères musulmans, Hassan el-Banna (son père, Saïd a épousé la fille de celui-ci), Ramadan est propulsé sur le devant de la scène par l'UOIF. «On l'a vu pour la première fois au

congrès du Bourget en 1993, raconte Omero Marongiu-Perria. D'emblée, Ramadan a eu un impact très fort sur nous. Il s'exprimait parfaitement en français, avait une stature intellectuelle [...], nous parlait d'engagement dans la société.» Très vite, le théologien devient l'un des acteurs principaux de la réislamisation de la deuxième génération, en quête de racines et en rupture avec l'islam traditionnel de leurs parents. Pour Ramadan, c'est l'heure de gloire...

Mais après les attentats du 11 septembre, le vent tourne. Il est soupçonné d'être le propagateur de l'islamisme, de promouvoir une identité «communautaire». 2003 est l'année des grandes polémiques. Il est accusé d'antisémitisme à cause d'une tribune où il liste un certain nombre d'intellectuels juifs trop pro-sionistes à ses yeux. Dans la foulée, sa présence au Forum social européen (il s'est rapproché des milieux altermondialistes) est violemment contestée. Lui a d'autres ambitions, internationales celles-là. «Tariq Ramadan a toujours recherché une reconnaissance universitaire», remarque Bernard Godard, l'un des meilleurs experts de l'islam de France. Echec aux Etats-Unis qui lui refusent l'entrée sur leur territoire. Direction la Grande-Bretagne où il s'installe en 2005. Quatre ans plus tard, il obtient à Oxford une chaire d'études islamiques contemporaines, toujours financée par l'émir du Qatar.

A l'international, l'aura de Ramadan n'a jamais atteint celle qu'il a eue en France. De la Malaisie à l'Afrique francophone en passant par le Qatar, le théologien est certes très présent sur la scène musulmane. Mais outre-Manche, par exemple, il n'est qu'un intervenant parmi d'autres, absent des débats qui ont lieu notamment lors de l'élection du maire de Londres, Sadiq Khan. A l'étranger plus qu'en France, Tariq Ramadan, sur le terrain théologique, se frotte aussi à des contradicteurs. En 2013, au Sénégal, une polémique l'a opposé à l'intellectuel Bakary Sambé qui lui reprochait un certain néocolonialisme de la pensée à l'égard des musulmans d'Afrique noire.

### «SCÉNARIO HOUELLEBECQUIEN»

Est-ce pour se reconstruire des réseaux qu'il veut demander la nationalité et qu'il vient de lancer son institut de formation? Sûrement. «J'encourage les jeunes qui viennent écouter à s'engager politiquement, à participer aux débats et à surtout ne pas se laisser cantonner à des thématiques auxquelles on voudrait les assigner, l'islam, l'immigration», dit le théologien. Mais la forme de cet engagement est encore floue. Tariq Ramadan dément cependant avoir un agenda électoral. «Je n'ai pas en tête un scénario houellebecquien», clame-t-il, faisant référence à *Soumission* le roman de Michel Houellebecq, qui mettait en scène un président de la République issu d'un parti musulman. Mais il s'amuse quand même en laissant planer le doute. Il n'entend pas jouer un rôle «pour cette présidentielle, mais peut-être pour la suivante», lâche-t-il. «C'est la France qui a besoin de Tariq Ramadan. Il est l'un des seuls qui puisse faire le pont entre la gauche et les quartiers populaires», défend l'un de ses proches. L'ébauche d'une feuille de route...

Quoi qu'il en soit, Ramadan soigne ses relations. Grâce à l'entremise de son ami Alain Gresh, ancien rédacteur en chef du *Monde diplomatique*, il a rencontré,

discrettement il y a quelques mois, Nathalie Goulet, sénatrice UDI de l'Orne, corapporteur de la mission d'information du Sénat sur l'organisation et le financement de l'islam de France. «Elle voulait que je sois auditionné. Mais les autres membres ont refusé», raconte-t-il. Pour un Tariq Ramadan, l'espace politique, en France, existe. Jérôme Fourquet, directeur du département opinion de l'Ifop, spécialiste du vote confessionnel, le confirme. «L'électorat musulman est en jachère», affirme le sondeur. Après avoir voté très longtemps à gauche (à plus de 86% en 2012 pour François Hollande), il s'est réfugié massivement dans l'abstention. «Je veux être sur le terrain, explicite le théologien, m'intéresser à des problématiques comme l'environnement, les migrants.» Pour en faire quoi? Lui seul le sait. Mais, comme le dit Bernard Godard: «Tariq Ramadan a toujours eu un coup d'avance.»

## LA QUÊTE DU PASSEPORT

Tariq Ramadan est de nationalité suisse. Il est né en 1962 à Genève, où sa famille s'est réfugiée dans les années 50 en raison de la violente répression exercée par Nasser en Egypte à l'encontre des Frères musulmans. Le théologien est le petit-fils d'Hassan el-Banna, le fondateur de la confrérie. D'un strict point de vue juridique, Ramadan, marié depuis de longues années à une Française convertie à l'islam, ne devrait pas rencontrer d'obstacle majeur pour obtenir un passeport français. Pour un conjoint de Français, la procédure consiste en une déclaration de nationalité auprès des autorités compétentes, en l'occurrence le consulat à Londres, où vit Tariq Ramadan. Après le dépôt du dossier, une enquête administrative vérifie un certain nombre de points. Comme le rappelle Serge Slama, maître de conférences en droit public, trois motifs peuvent entraîner le refus: défaut d'assimilation, indignité, polygamie. «Le trouble à l'ordre public n'est pas formellement inscrit dans le texte mais résulte de la jurisprudence», explique-t-il. Le gouvernement peut s'opposer à la demande dans un délai de deux ans par un décret en Conseil d'Etat. Mais il doit étayer ses arguments. **B.S.**

Par **BERNADETTE SAUVAGET**

**T**ariq Ramadan, saison 2. Pas question de se laisser oublier, ni doubler par d'autres. Avec constance, le théologien musulman controversé envoie, ces derniers mois, le même signal: la France est un terrain où il veut demeurer très présent. Et même plus: y être une voix qui compte. Le voilà donc de retour. Et sur ses fondamentaux. A la mi-octobre, il a officiellement donné le coup d'envoi de son propre centre de formation: l'Institut islamique de formation à l'éthique (IIFE). Malgré l'intitulé, il s'agit bien de théologie, les bases, en fait, des sciences islamiques. Quant à sa demande de nationalité française, «elle est plus que jamais d'actualité», assure-t-il à *Libération* (lire ci-contre). Même si elle n'est toujours pas parvenue aux autorités. «On m'a prévenu que ce serait long. J'attends des documents administratifs pour déposer le dossier», précise-t-il. Raté donc pour ceux qui espéraient que sa volonté de devenir français, annoncée avec fracas en février sur sa page Facebook,

«[Je n'entends pas jouer un rôle] pour cette présidentielle, mais peut-être pour la suivante.»

**Tariq Ramadan en attente de sa naturalisation**

## Les informés de franceinfo

4 personnalités  
4 opinions  
4 grands sujets d'actualité



Du lundi au vendredi de 20h à 21h  
Avec Jean-Mathieu Pernin



franceinfo:  
radio . web . tv canal 27

chaque mardi avec  
**Libération**



# Les boss à la noce

**LA RÉMUNÉRATION ANNUELLE MOYENNE DES PRÉSIDENTS EXÉCUTIFS DU CAC 40**

4 827 877 €

4 000 000 €

3 000 000 €

2 000 000 €

1 000 000 €

Par **JÉRÔME LEFILLIÂTRE**

La modération salariale n'a plus cours dans les hautes sphères économiques. Après plusieurs années de relative stabilité, la rémunération totale des patrons du CAC 40 s'est envolée de 18% au titre de l'exercice 2015. Elle s'est élevée en moyenne à 4,97 millions d'euros. Un tel montant n'avait plus été atteint depuis 2006. Rapportée à la croissance de seulement 2,3% des salaires en France (selon Aon Hewitt, société spécialisée en assurance et RH), cette hausse «*présente un caractère explosif pour la société civile*», s'alarme le très sérieux cabinet Proxinvest, auteur de cette étude annuelle publiée pour la dix-huitième fois. Ce message d'alerte est d'autant plus fort qu'il n'émane pas d'un repaire de militants anticapitalistes. Société de conseil aux investisseurs et aux boursicoteurs, Proxinvest estime que «*le plafond de rémunération maximale socialement acceptable*» se situe au niveau, déjà très contestable, de 240 Smic. Soit 4,8 millions d'euros. Or, nous voici au-dessus, à 249 Smic et 140 fois le salaire brut moyen de la population...

Parmi les 120 plus grosses entreprises cotées en France, 26 présidents exécutifs ont dépassé en 2015 ce palier symbolique, contre 16 seulement en 2014. L'explosion des salaires de patrons ne concerne d'ailleurs pas que l'élite du CAC 40. Sorte de deuxième division du business français, le SBF 80, qui regroupe les 80 sociétés cotées à la remorque du CAC, fait encore mieux – ou pire, c'est selon. Il a battu un record en 2015, avec une rémunération moyenne de 2,8 millions d'euros, en augmentation de 23% sur un an...

### DÉCONNECTÉE

Comment expliquer cette croissance intempestive? A Proxinvest, on se gratte la tête en observant les chiffres. «*C'est difficile de lui trouver des raisons*

*objectives*, relève Alexandra Gyarmati, analyste au cabinet. *J'ai été étonnée des résultats lorsque j'ai terminé l'étude et j'ai recompté plusieurs fois pour voir si je ne m'étais pas trompée. Les grandes entreprises se sentent sans doute un peu plus à l'aise économiquement.* » A 18% pour le seul CAC 40, la hausse paraît néanmoins déconnectée de la réalité conjoncturelle, comme si les conseils d'administration en charge des émoluments des dirigeants s'étaient lâchés. En 2015, l'indice phare de la place parisienne n'a progressé que de 8,5%.

D'après Proxinvest, le chiffre d'affaires cumulé des 40 plus grandes sociétés cotées a diminué de 3%, tandis que leur résultat net a plongé de 11%. Autrement dit, l'année n'a pas été faste. Sauf pour les dirigeants.

Parmi eux, le mieux loti se nomme Olivier Brandicourt. Le directeur général du laboratoire pharmaceutique Sanofi, où un plan de suppression de 600 emplois a été annoncé en février, a empoché une rémunération totale de 16,8 millions d'euros l'an dernier. Lors de la dernière assemblée générale de

l'entreprise, les actionnaires n'avaient approuvé sa rétribution qu'à 63%. Dans le monde feutré des affaires, cela équivaut à un désaveu. Sur le podium l'accompagnent un inconnu, Gilles Gobin, le fondateur-gérant de Rubis, une boîte de stockage et de distribution de produits énergétiques (16,4 millions) et l'inévitable boss de Renault-Nissan, Carlos Ghosn (15,6 millions d'euros), dont le salaire avait provoqué une polémique au printemps. Suivent les dirigeants respectifs de Dassault Systèmes et Schneider Electric, Bernard Charles (14,5 millions) et Jean-Pascal Tricoire (10,4 millions).

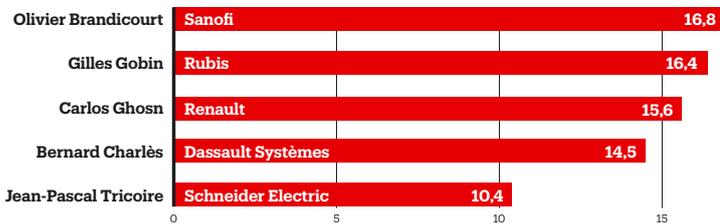
Dans le détail, «*on constate que toutes les composantes des rémunérations augmentent, d'où la hausse globale importante. On ne peut pas en détacher une en particulier*», fait remarquer Alexandra Gyarmati. La structure de la rémunération moyenne, entre salaire fixe, salaire variable, stock-options, actions de performance et autres revenus, a peu bougé en proportion depuis trois ans. Néanmoins, des disparités d'évolution existent. Dans le CAC 40, tandis que le fixe progressait de 1% et le variable annuel de 16%, la rémunération actionnariale, mêlant actions et options, a explosé de plus de 40%. Cette hausse s'explique surtout par la distribution à tire-larigot d'actions gratuites, la nouvelle manne qui remplace dans le milieu des grands patrons les décriées et désormais surtaxées stock-options. Il faut dire que la loi Macron, promulguée en août 2015, a largement assoupli leurs conditions de détention et d'imposition (*lire ci-contre*). Dans les multinationales du CAC, leur montant cumulé a doublé depuis 2012 et augmenté de 57% rien qu'entre 2014 et 2015. Le phénomène est tel qu'il provoque une sorte de ras-le-bol au sein de Proxinvest: «*Les présidents du CAC 40*

**Le cabinet Proxinvest s'alarme de l'augmentation de 18% des sommes empochées par les grands patrons en 2015. En moyenne, ces derniers ont gagné chacun l'équivalent de 249 smics annuels.**

### ANALYSE

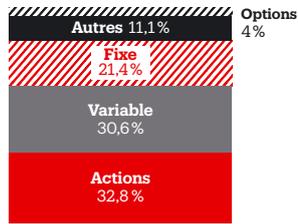
**LES 5 DIRIGEANTS LES MIEUX PAYÉS DU CAC 40 EN 2015**

En millions d'euros



**LA STRUCTURE DE LA RÉMUNÉRATION DES PATRONS DU CAC 40**

En 2015



**4 968 123 €**  
en 2015

Source : Proxinvest

4 311 021 €

4 068 332 €

3 968 477 €

4 210 052 €

ont abusé de l'attribution d'actions gratuites», dénonce la société de conseil. Champion de cette catégorie, Bernard Charlès, le boss de l'éditeur de logiciels Dassault Systèmes (membre du SBF 80), en a reçu pour 11,7 millions d'euros en 2015. Chez Sanofi, elles constituent plus de la moitié des émoluments d'Olivier Brandicourt.

**AMENDEMENT**

«L'autorégulation de la rémunération des dirigeants par les administrateurs montre ses limites», conclut Proxinvest. C'est le choix qui a été effectué au début de son mandat par François Hollande pour les entreprises privées (les salaires ont été plafonnés dans les entreprises publiques). En 2013, la gauche s'est contentée d'accompagner le renforcement du «code de gouvernance» dicté par des instances patronales comme le Medef et l'Afep (Association française des entreprises privées). Avec un succès très mitigé, donc, dont le gouvernement a fini par prendre conscience. Par le biais d'un amendement parlementaire ajouté à la loi Sapin II, il a accepté de «rendre contraignant le vote des actionnaires en assemblée générale sur le niveau des rémunérations des dirigeants». Seulement consultatif jusque-là, ce principe dit du «say on pay» n'a pas empêché Carlos Ghosn, chez Renault, de toucher son chèque comme prévu, malgré un suffrage défavorable cette année. Ni, tout récemment, l'ancien PDG d'Alstom Patrick Kron d'empocher 6,5 millions d'euros: le conseil d'administration du groupe a maintenu cette «prime de départ déguisée» envers et contre le veto voté à 62% par l'assemblée des actionnaires (lire Libération du 11 novembre). Proxinvest relève qu'il aura perçu «un total de rémunération de 33 millions d'euros en dix ans malgré un cours en forte baisse et l'obligation finale de céder la branche énergie» d'Alstom à GE. Ou comment récompenser l'échec en toute décontraction. ◆

# Fiscalité des actions gratuites: Sapin au chevet des patrons

**Alors que les députés ont durci en octobre la taxation de ce régime, le ministre de l'Economie, inquiet du signal envoyé aux entreprises, aimerait que la majorité change d'avis en deuxième lecture.**

Le rapport de Proxinvest sur les rémunérations des dirigeants des grandes entreprises françaises arrive à point nommé: il sort alors que le débat sur la fiscalité des actions gratuites vient d'opposer le gouvernement à sa majorité en première lecture du budget à l'Assemblée nationale, et promet un match retour animé dans quelques semaines. Interrogé dans les Echos de lundi sur ce dispositif que les députés viennent de durcir en revenant sur des dispositions de la loi Macron d'août 2015, le ministre de l'Economie, Michel Sapin, a mis les points sur les i. «Il serait souhaitable que la majorité réfléchisse à nouveau et revienne sur ce point en deuxième lecture, dans un souci de stabilité fiscale, a-t-il déclaré. Vouloir changer une règle alors qu'elle vient d'entrer en application n'est pas un bon signal.» En pleine bataille avec Francfort, Dublin ou encore Amsterdam pour attirer les investisseurs refroidis par le Brexit, le gouvernement s'inquiète pour l'attractivité de l'Hexagone.

**Start-up.** Lors du premier débat, la majorité emmenée par la rapporteure socialiste Valérie Rabault avait mis en avant

l'effet d'aubaine fiscale pour les grands groupes. De fait, l'étude de Proxinvest a confirmé que les patrons du CAC 40 ont abusé de ces actions gratuites, dont la distribution a augmenté de 57% en 2015, alors que la loi Macron n'a pas encore donné toute sa mesure en année pleine. Interrogée par Libération, Valérie Rabault persiste. «L'allégement est maintenu pour les PME dont les dirigeants prennent des risques personnels en rejoignant des start-up, mais ce n'est absolument pas le cas dans les grands groupes pour lesquels ce régime dérogatoire ne se justifie pas, explique-t-elle. La France, ce ne sont pas que les grands groupes de La Défense et ces derniers ne sont ni plus ni moins pénalisés. Ils sont au régime normal.» Dans son interview aux Echos, Sapin reconnaît qu'il y a des «abus sur les actions gratuites» et ajoute qu'il a proposé «des mesures pour les empêcher». Mais il insiste sur leur importance pour les

start-up, dont c'est «le principal moyen de rémunérer les talents à leur juste valeur». Un discours reçu cinq sur cinq par l'investisseur Jean-David Chamboredon, ancien leader des «pigeons», remonté au front depuis le vote. «Le problème, explique-t-il, c'est qu'à partir de 250 personnes, les PME ne bénéficient plus de cet allégement et cela concerne pas mal d'entreprises de croissance comme Criteo ou Blabla, qui se retrouvent pénalisées par cet amendement. Ça donne l'idée qu'elles sont punies d'avoir trop grossi.»

**Conditions.** D'où sa proposition que ces entreprises de taille intermédiaire (5 000 ETI en France) puissent bénéficier du même régime allégé que les PME. Pour les grands groupes, dont Chamboredon reconnaît que les actions gratuites «ne sont pas l'outil le plus approprié pour motiver les patrons du CAC 40», il suggère que les conditions de performance liées à leur attribution soient clairement «explicitées» lors de la consultation des assemblées générales sur la rémunération des patrons. «Sinon, conclut-il, c'est de la rémunération déguisée.» Un dispositif en réalité très proche de celui de la loi Sapin II qui vient d'être adoptée par le Parlement. Il prévoit que le vote des actionnaires sur la rémunération des dirigeants devienne non plus consultatif mais contraignant à partir de 2017. «On reste ouvert à des évolutions sur les ETI pour lesquelles on attend des données précises», conclut Valérie Rabault, mais à ce stade on maintient notre position.»

**CHRISTOPHE ALIX**

**«L'allégement est maintenu pour les PME dont les dirigeants prennent des risques. [...] Dans les grands groupes, ce régime dérogatoire ne se justifie pas.»**

**Valérie Rabault** rapporteure

32 011 €

32 647 €

33 041 €

33 274 €

**33 694 €**  
en 2015

2011

2012

2013

2014

2015

# NÉPSZABADSÁG

# Libé



MARABU

## Aujourd'hui notre tour, demain le vôtre !

M A R A B U

### ÉDITORIAL

Par  
**ANDRÁS DÉSI**  
et **GÁBOR HORVÁTH**

Quand, en décembre 2010, le gouvernement de Viktor Orbán a fait adopter par le Parlement hongrois de nouvelles lois limitant la liberté de la presse, beaucoup, en Europe, ont été choqués. Notre quotidien *Népszabadság* avait publié une page blanche en guise de une, et introduit une requête auprès de la Cour constitutionnelle. Cette dernière avait déclaré anticonstitutionnelles plusieurs

dispositions de cet arsenal législatif. Nous avions alors signalé que l'Europe se devait de créer un mécanisme de défense: l'épidémie hongroise deviendrait contagieuse. On nous avait répondu que nous avions bien raison mais que, pour y parvenir, il faudrait modifier les institutions. Un tel processus prendrait cinq à dix ans. C'était il y a six ans. Depuis, la Pologne s'est engagée

sur la voie ouverte par Orbán. Et, de nouveau, nous devons nous référer à l'avertissement lancé par Thomas Mann à l'Europe en 1935: «Observer la faiblesse du vieux monde cultivé devant le déchaînement de ces Huns, son recul égaré, troublé, est vraiment un spectacle inquiétant. Intimidé, comme frappé de stupeur, ne sachant ce qui lui arrive, il abandonne une position après l'autre avec un sou-

rire consterné et semble vouloir avouer qu'«il ne comprend plus le monde».»

En écho à l'inquiétude du grand écrivain allemand, nous disons: «Europe, fais attention. Si dans un, deux ou plusieurs Etats membres de l'Union, il devient possible de fermer des journaux avec des moyens de pression financiers et politiques, s'il devient possible de s'emparer des médias et de les «nationaliser», de faire en sorte que la majeure partie de la population n'ait accès qu'à des informations sous contrôle, les pays occidentaux de l'Union finiront, tôt ou tard, par suivre cet exemple.»

Beaucoup doutent peut-être que de telles choses puissent advenir en France ou en Belgique. Mais, il y a dix ans, personne n'aurait cru non plus qu'elles arriveraient chez nous. Soixante ans après la révolution hongroise de 1956, l'Occident se trouve au cœur d'une nouvelle guerre froide. En Europe centrale, et tout particulièrement en Hongrie, la liberté de la presse, la possibilité d'une diversité des opinions, supposent des investissements capitaux. Les peuples d'Europe centrale doivent participer de leur poche s'ils veulent une presse avec un regard critique, indépendant de la propagande gouvernementale. Le rôle de la presse libre n'est pas seulement d'exercer un contrôle sur le pouvoir et l'opposition, et de les étriller en permanence, mais aussi de tendre un miroir au pays. Or, avec la liquidation du journal *Népszabadság*, ce miroir s'est lézardé. Il reste, certes, des espaces de presse indépendants, mais l'assassinat du premier quotidien national de Hongrie est aussi un avertissement à leur encontre. En Turquie, les télévisions et les journaux critiques sont fermés sur simple ordre d'Erdogan, en pleine dérive autocratique. En Russie, les journalistes qui révèlent les abus du régime de Poutine sont tabassés, voire tués. En Hongrie, les médias critiques sont étouffés par des méthodes «civilisées»: des prétextes financiers. Mais l'objectif reste bien le même. Et l'épidémie s'étend de l'Est vers l'Ouest. ▶

**ÉDITORIAL**

Par **LAURENT JOFFRIN**

**Danger**

C'est une histoire d'Europe de l'Est qui doit faire réfléchir l'Europe de l'Ouest... et tous les démocrates de l'Union. En octobre, le principal quotidien de l'opposition hongroise, *Népszabadság*, «la Liberté du peuple», né en 1956 pendant l'insurrection antistalinienne, a été brutalement réduit au silence. Par la police? Par

l'armée? Pas du tout: grâce une opération capitaliste menée de longue main par des proches du Premier ministre, Viktor Orbán. C'est pour donner la parole à une équipe courageuse, qui a incarné jusqu'au bout les valeurs de liberté qui furent celle de Lajos Kossuth, le héros de 1848, ou d'Imre Nagy, celui de 1956, que *Libération* publie ce cahier spécial. Contée dans ces pages par l'équipe du *Népszabadság*, cette histoire illustre une évolution qui nous concerne tous. Viktor Orbán était un libéral qui avait lutté contre le régime communiste finissant au moment de la chute du mur de Berlin. Mais peu à peu, à travers une carrière mouven-

tée, il a choisi un cheval de bataille plus efficace à ses yeux, qui lui assure le soutien d'une opinion tétanisée par la peur de l'immigration et titillée par un rêve de grandeur: le nationalisme. Ainsi, à l'instar de la Turquie, de la Russie, avec les mêmes slogans qui ont porté Trump au pouvoir, qu'on retrouve dans la propagande du Front national ou même dans les discours de notre Hongrois à nous, Nicolas Sarkozy, un nouveau régime s'est installé, une démocratie, mélange de pluralisme de façade et de tyrannie bien réelle. Nous passons de Orbán à Orwell. Dans un pays imaginaire? Exotique? Non, dans une nation de l'Union européenne. Danger! 

# Orbán : un Trump en Hongrie

Le chef du gouvernement de Budapest a transformé la démocratie en système politique «au-delà de la vérité» où la parole officielle travestit les faits et balaie toute pensée alternative.

Par **PÉTER PETŐ**  
Photo **SIMON MÓRICZ-SABJÁN**

Les journalistes se préparaient à déménager: ils avaient quitté leurs bureaux un vendredi soir, le 7 octobre, certains de retrouver leurs affaires le surlendemain dans les nouveaux locaux de la rédaction. Au moment de partir ce soir-là, j'ai même pris une photo: après tout, nous avions «habité» pendant des années dans cette impasse Cor-

vin, sur les lieux emblématiques de la révolution hongroise de 1956. Mais le lendemain, samedi, des coursiers à moto sillonnaient la ville pour livrer une lettre aux 88 membres de l'équipe, leur annonçant la suspension de la publication du *Népszabadság*. On peut parler d'un attentat sauvage, d'un incroyable numéro de dupe pour nous faire croire à ce déménagement alors qu'en fait, le propriétaire se préparait à fermer brutalement le journal. On nous a roulés dans la farine. Pour



La rédaction du *Népszabadság* le 18 octobre.

couronner le tout, du jour au lendemain, nos messageries électroniques, le site web du journal et ses archives sont devenus inaccessibles. Bref, notons simplement que tout cela est arrivé en Hongrie, dans l'Union européenne, en octobre 2016, sous le régime de Viktor Orbán. En revenant aux affaires en 2010, Orbán avait souhaité instaurer un style de gouvernance baptisé «système de coopération nationale». Derrière cette expression pompeuse se cachait un cynisme d'une noirceur absolue. Dans un quotidien paraissant dans le pays de Montesquieu, il pourrait sembler approprié de démontrer point par point comment Orbán a affaibli les contre-pouvoirs et jeté aux oubliettes le principe de la séparation de l'exécutif, du législatif et du judiciaire. On pourrait explorer les étapes au gré desquelles le chef de la droite et ses conseillers se sont engagés sur la voie d'un système post-démocratique. On pourrait énumérer ses mesures, du ligotage de la Cour constitutionnelle à la transformation de l'économie en une entre-

prise quasi «familiale», en passant par le formatage des médias d'Etat en une machine de propagande néosoviétique. Mais une telle démarche ne nous enseignerait rien d'autre que ceci: un jeune libéral métamorphosé en tyran a fait basculer le régime parlementaire hongrois vers l'autocratie.

**FINS FUNESTES**

Toutefois, il ne s'agit pas seulement ici d'un politicien sans scrupule assoiffé de pouvoir. Le problème est plus grave. Ce qui se dessine en Hongrie, c'est l'avènement d'un âge d'or de la politique, dite «au-delà de la vérité» (*post-truth*). Grâce à son pouvoir absolu, le Fidesz (parti d'Orbán) a créé un espace public dans lequel il n'y a quasiment plus d'autre récit que le sien. La concurrence, pilier de l'économie de marché, a été supprimée au profit des amis qui remportent les appels d'offres. Les hommes du Fidesz occupent la totalité de la sphère publique. Les figures indépendantes sont évincées ou traînées dans la boue. Des sommes faramineuses sont englouties par



## 60 ans de «liberté du peuple»

**Le journal fondé lors de la révolution de 1956 s'était émancipé de toute influence politique pour devenir le premier quotidien national.**

De son lancement à sa liquidation, *Népszabadság* a été le quotidien politique national hongrois le plus influent et le plus diffusé. Il naît en pleine révolution de 1956 contre l'occupant soviétique. L'Etat-parti stalinien est dissous et son organe central, *Szabad Nép* («le peuple libre»), cesse d'exister. Les communistes réformateurs du gouvernement d'Imre Nagy fondent un quotidien qui incarne l'esprit de la révolution: le *Népszabadság* («la liberté du peuple»). Il paraît pour la première fois le 2 novembre. Mais l'écrasement de l'insurrection met fin à cet épisode de liberté journalistique: le rédacteur en chef, Sándor Haraszti, est déporté, puis condamné à une longue peine de prison. Après une courte période parsemée de protestations et de grèves, et une fois le parti unique remis en selle par Moscou, le *Népszabadság* est repris en main par le Comité central du MSZMP, le Parti communiste hongrois, et converti en porte-parole du pouvoir. Ses rédacteurs en chef sont nommés par le Comité central et sont membres de l'organe de décision suprême du parti, le Comité politique. Principale source d'information officielle et point de ralliement des journalistes, chroniqueurs, critiques, hommes de lettres les plus renommés, il atteint, dans les années 70, un tirage de plus de 700 000 exemplaires. Au moment du changement de régime, le *Népszabadság* est un acteur important de la transition démocratique. Lors de sa privatisation, le comité de rédaction se bat pour obtenir un statut lui assurant son indépendance. En 1994, lorsque le MSZP (Parti socialiste hongrois, héritier du Parti communiste) revient au pouvoir, la mention «quotidien socialiste» disparaît de sa une. Cependant, une fondation affiliée au Parti socialiste conserve une part minoritaire du journal jusqu'en 2015. Mais elle n'influence pas sa ligne éditoriale; pour la rédaction de sensibilité de gauche libérale, critique à l'égard de tous les partis y compris le MSZP, cette fondation sert même de garde-fou face à l'actionnaire majoritaire (l'Allemand Bertelsmann, puis le Suisse Ringier). En raison, notamment, de la mutation des médias et d'Internet, les quotidiens politiques voient leurs ventes d'exemplaires imprimés chuter. Le *Népszabadság* n'a pas échappé à la règle, bien qu'il ait perdu moins de lecteurs que les autres quotidiens politiques nationaux et qu'il se vende encore à plus d'exemplaires que tous les autres réunis. Mais son tirage baisse à moins de 40 000 exemplaires, alors qu'il dépassait les 200 000 au début des années 2000. Du fait de son déficit, le journal perd de son autorité et de son influence. Son actionnaire minoritaire vend ses parts, provoquant la vulnérabilité du *Népszabadság*. Vulnérabilité dont se servira son dernier propriétaire, Mediaworks, pour l'anéantir.

**SÁNDOR RÉVÉSZ**

l'Etat dans les médias directement ou indirectement liés au parti. Les médias sont ainsi gérés de façon centralisée. Et la boucle est bouclée: il ne reste plus aucune place pour une pensée alternative, quelle qu'elle soit. Orbán et ses stratèges l'ont compris: le point faible de la démocratie est précisément qu'elle repose... sur la liberté. La démocratie hongroise n'était pas préparée à ce qu'on se serve d'elle à des fins funestes et malhonnêtes; personne ne pensait que naîtrait un pouvoir aussi amoral et qu'il phagocyterait les institutions gardiennes de la démocratie et de l'équilibre des pouvoirs. Jour après jour, une narration politique qui s'affranchit de la réalité et de la vérité gagne du terrain. Le référendum du gouvernement hongrois sur le plan européen de relocalisation des migrants, qui a eu lieu le 2 octobre, en est un parfait exemple. Le gouvernement a confectionné ce vote en prétendant que Bruxelles allait imposer à Budapest d'accueillir tout un flot de réfugiés. Rien de plus faux, il s'agissait en fait d'un maigre quota

de 1294 personnes (pour 10 millions d'habitants). Pour vendre ce référendum, les autorités ont dépensé près de 30 millions d'euros dans une campagne de com axée sur l'immense danger que représenteraient les migrants illégaux (jamais le mot «réfugié» n'a été utilisé). Les politiciens du Fidesz, y compris les élus locaux, et tous leurs médias, ont seriné jusqu'à plus soif le leitmotiv des migrants voleurs du travail des Hongrois et terroristes potentiels. Le fait que 98% des participants aient voté contre une proposition non existante est révélateur de l'efficacité du procédé. Dans des villages qui n'ont jamais vu le moindre migrant et où même les habitants du bourg voisin n'ont jamais mis les pieds, des gens sont terrorisés par l'idée que des mosquées puissent être construites à la place des églises.

### STORYTELLING

Les faits ne comptent plus, seule importe l'histoire racontée, la narration, le storytelling. D'autant qu'il n'y a pas de temps pour vérifier, ni de moyens pour transmettre une vé-

ritable information. Hormis quelques médias à faible audience, aucun canal ne permet une large diffusion du message opposé. Ainsi, le personnage d'Orbán n'est ici que la fleur du mal. Par bien des aspects, son portrait ressemble à celui du protagoniste de *House of Cards*. La série – la fiction – et le chef du gouvernement hongrois – la réalité – transmettent le même message: les institutions démocratiques sont sans défense face à la politique d'un monde qui se situe au-delà de la vérité. Ce qui est démoniaque. Je suis libre d'écrire ce qui nous est arrivé, je peux hurler, manifester: nul ne viendra me menotter. L'apparence est sauve. Et du coup, on ne voit pas qu'ils musellent leurs opposants en exerçant des pressions économiques et juridiques (contrôles fiscaux à répétition, procès fabriqués...). On ne voit pas qu'ils assassinent la presse désireuse de jouer son rôle de contre-pouvoir. Nous vivons dans un pays libre. Mais en apparence seulement. En réalité, nous sommes tous en captivité. Prisonniers de l'apparence de liberté. ◆

# La corruption légalisée, le pot-de-vin disparaît

**Elu en critiquant la prévarication, le Premier ministre hongrois s'est empressé de se tailler des lois sur mesure pour attribuer les marchés publics à sa guise.**

En 2010, après avoir passé huit ans dans l'opposition, Viktor Orbán est triomphalement réélu par 53 % des électeurs et obtient la majorité des deux tiers au

Parlement. Nombreuses sont les raisons qui poussent alors les Hongrois à balayer la gauche et sa coalition socialo-libérale. La première est qu'ils la jugent corrompue. Pour preuve, peu avant le scrutin, le directeur de la Régie des transports de Budapest reconnaît avoir donné un pot-de-vin de 15 millions de forints (environ 50000 euros) au maire adjoint de la capitale dans une boîte d'emballage de téléphone Nokia. Reprise en boucle, l'affaire de la «boîte à Nokia» devient le symbole d'une gauche vénales. Après le scrutin,

le dirigeant se rétracte mais le mal est fait.

**Liasses.** A peine entrée en fonction, la droite d'Orbán ouvre un autre dossier: des fonctionnaires du gouvernement de gauche sont soupçonnés d'avoir cédé au rabais des terrains de grande valeur, donc d'avoir porté préjudice à l'Etat. Ils ont été acquittés six ans plus tard, en 2016. Et Ferenc Gyurcsány, l'ex-Premier ministre accusé d'avoir commandité la transaction, n'a finalement pas été poursuivi. Le fait

que quasiment aucune affaire de corruption n'ait eu de suites judiciaires peut aussi bien constituer une preuve de l'innocence des accusés qu'être la conséquence de la médiocrité du travail des autorités. Cependant, depuis que le Fidesz est au pouvoir, le mot «pot-de-vin» a pris un sens différent. Bien sûr, il illustre toujours une action malhonnête et immorale, mais on l'utilise de moins en moins. Car c'est devenu quasi obsolète.

Ils ont été remplacés par une méthode bien plus rentable qu'une boîte de téléphone (qui, après tout, ne peut contenir que quelques liasses), quoique moins visible aux yeux des électeurs: la corruption inscrite dans la loi. Elle concerne l'attribution des concessions de buralistes, la distribution des terres agricoles ou l'industrie des jeux. Il n'y a rien ou personne à poursuivre: chaque

étape du processus de privatisation des biens d'Etat et d'octroi de marchés publics est détaillée par la loi.

**«Famille».** Selon Transparency International, les appels d'offres sont taillés sur mesure pour qu'une seule entreprise – celle choisie à l'avance par le gouvernement – puisse y répondre. Et de plus en plus de contrats publics sont attribués sans appel d'offres. Cette corruption a un nom: la captation d'Etat. A qui profite-t-elle? A la «famille» et aux oligarques, dont la réussite spectaculaire est le symbole du nouveau régime. Face à ce vol légalisé, à ce pillage institutionnalisé, on ne peut s'empêcher de ressentir une certaine nostalgie pour les bons vieux pots-de-vin d'antan, qui tenaient encore dans un emballage de téléphone.

**DÁNIEL BITA**

# Des médias muselés, démantelés, privés de fonds

En répartissant journaux et chaînes de télévision entre ses amis oligarques, Viktor Orbán construit pas à pas un empire médiatique à sa botte.

Le 8 octobre, le quotidien hongrois *Népszabadság*, sévère critique du gouvernement Orbán, cesse de paraître. Officiellement pour «déficit important», selon son propriétaire Mediaworks, qui appartient à l'autrichien Vienna Capital Partners. Deux semaines plus tard, Mediaworks est racheté par le groupe Opimus Press, au capital opaque. Arrive un nouveau directeur, Gábor Liskay, qui annonce aux journalistes du *Népszabadság* que «la relance du journal n'est pas d'actualité» et les incite à démissionner (avec indemnités).

## Du plombier au producteur

Qui est Liskay? Ce fervent fidèle d'Orbán est le PDG et propriétaire du quotidien *Magyar Idők*, porte-voix du régime. Qui se ca-

che derrière Opimus Press? Des indices pointent vers l'oligarque Lórinç Mészáros, ami d'Orbán. Tout indique donc que le *Népszabadság* a été avalé et mis à mort par l'empire médiatique bâti par le Premier ministre et réparti entre des oligarques qui lui doivent leur fortune.

Prenons Lórinç Mészáros. Plombier chauffagiste dans le village d'enfance de Viktor Orbán, il a été propulsé maire de la localité. Puis sa petite entreprise Mészáros SA a vu pleuvoir les commandes publiques, assorties de généreuses subventions européennes: bâtiment, chemin de fer, assainissement des eaux... Mészáros est désormais l'un des hommes les plus riches du pays. Deuxième nabab: Andrew Vajna. Cet ex-producteur hollywoodien (*Rambo*, *Terminator 3...*), qui dirige le Fonds national du cinéma hongrois, s'est vu attribuer par le pouvoir plusieurs casinos dont les gains sont quasi exemptés d'impôts (il semble que la loi ait été taillée pour lui). En contrepartie, il investit dans les médias. Certes, un autre oligarque, Lajos Simicska, ex-financier et ami d'Orbán, est, lui, tombé en disgrâce et les médias qu'il possède – une chaîne de télé et un quotidien – ont pris un ton critique. Il n'empêche, le pouvoir étend son emprise sur les médias privés. Origo, premier portail web d'information, TV2, deuxième chaîne télé commerciale, et 12 des 18 quotidiens régionaux ainsi que le principal journal sportif sont tombés dans le giron de la droite. S'ajoute à cela la création de plusieurs nouveaux sites d'information par le conseiller en communication du Premier ministre. Tous ces médias commerciaux, qui se sont mués en chantages serviles, semblent obéir aux instructions d'un pôle central: ils communiquent les mêmes informations, parfois sous les mêmes titres: souvent de pures calomnies qui traînent dans la boue les députés d'opposition ou des hommes d'affaires.

Le journal télévisé objectif reste le plus regardé en Hongrie. Mais ce JT de vingt minutes est la seule tranche d'info de la chaîne. On trouve aussi une poignée de journaux et sites, à l'audience limitée et qui survivent à peine. Les entreprises évitent de leur acheter des

publicités. Les médias inféodés au pouvoir n'ont pas ce souci: l'an dernier, le gouvernement a distribué 81 millions d'euros aux entreprises publiques pour l'achat d'espaces dans leurs pages.

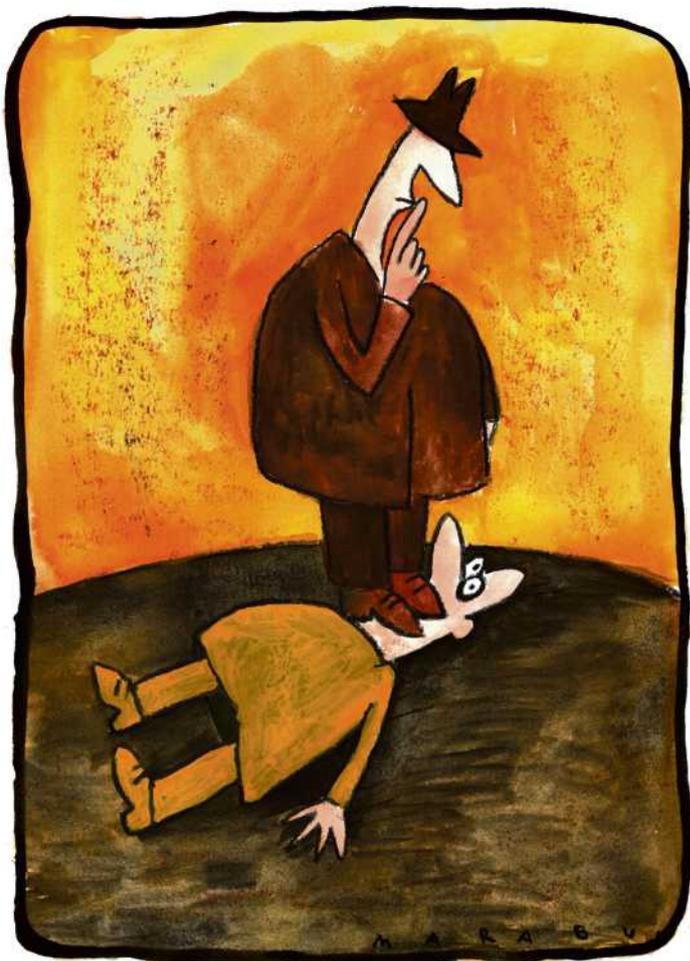
**FERENC M. LÁSZLÓ**



L'ultime une du *Népszabadság* titrait sur deux affaires révélées par le journal et impliquant des proches d'Orbán. Antal Rogán, son chef de cabinet, s'est rendu en hélicoptère à un mariage dans des conditions opaques, pour environ le triple du salaire mensuel net moyen. Le président de la Banque centrale, György Matolcsy, lui, a fait employer sa maîtresse pour un salaire faramineux.

## Pluie de millions

Dès 2010, Orbán avait fait adopter des lois sur les médias jugées liberticides. Et bien qu'une autorité de contrôle des médias ait été créée, il a fait main basse sur l'audiovisuel public. Insatiable, il a aussi voulu se bâtir un empire privé. Force est de constater qu'il a réussi. Il reste certes quelques médias indépendants. Comme la télévision privée RTL-Klub, dont



MAFABÚ



### Silence on joue

Cette semaine dans l'émission hebdo de jeux vidéo de Libération, on parle de *Dragon Quest Builders*, *Battlefield 1* et on conclut avec le jeu de la semaine, *Chase : Cold Case Investigations*. PHOTO NINTENDO



Manifestation au Temple-de-Bretagne (Loire-Atlantique), en février. PHOTO JÉRÔME BLIN

## La justice relance le chantier de Notre-Dame-des Landes

**Allant à l'encontre des conclusions de la rapporteure publique, la cour administrative de Nantes a autorisé lundi la poursuite du projet contesté d'aéroport.**

Par **GUILLAUME FROUIN**  
Correspondant à Nantes

**D**ouche froide pour les opposants au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (Loire-Atlantique). La cour administrative d'appel de Nantes a pris le contre-pied, lundi, des conclusions faites une semaine plus tôt à l'audience par sa rapporteure publique (*lire Libération du 8 novembre*). Les juges ont en effet validé la déclaration d'utilité publique des aménagements routiers locaux. Ils estiment aussi que l'impact du projet

sur la qualité des eaux sera «faible», contrairement aux dires des opposants. Le 7 septembre, la magistrate Christine Piltant avait pourtant fait observer qu'entre «13 et 27 tonnes» de sel allaient être déversées chaque année sur les pistes de l'aéroport pour les déverglacer, alors que la qualité des eaux de trois bassins versants concernés est déjà considérée comme «mauvaise» ou «médiocre». Et la cour de rappeler que «l'activité de déglacage [...] doit être réalisée sur une aire réservée, isolée et entourée de caniveaux étanches [...], et l'activité de déverglacage des pistes se fait au moyen de produits ne comprenant pas de [...] sel».

«Messe». Le réaménagement de l'actuel aéroport de Nantes ne constitue pas par ailleurs, selon la cour, une «alternative avérée» à son transfert à Notre-Dame-des-Landes, contrairement à ce qu'estimait Christine Piltant,

«compte tenu des travaux très importants devant être effectués en vue de faire face à l'augmentation du trafic et du nombre de passagers». La rapporteure publique considérait pourtant qu'un aéroport avec une piste unique, comme l'actuel Nantes-Atlantique, n'est «pas réhabilitable en soi». Piltant avait aussi fait observer que le survol de la ville, comme c'est le cas actuellement, n'est «pas une exception nantaise». Reste que les juges nantais considèrent que le projet d'aéroport présentait bel et bien un «intérêt public majeur», à la date des arrêtés préfectoraux attaqués. «La création de l'aéroport vise à favoriser le développement économique du Grand Ouest, à améliorer l'aménagement du territoire et à développer les liaisons aériennes nationales et internationales, tout en réduisant les nuisances sonores subies par la population de l'agglomération nantaise», argumentent-ils. «La

messe est dite, c'est maintenant au gouvernement de faire son travail et de lancer les travaux, s'est réjoui Alain Mustière, président de l'association Des ailes pour l'Ouest. Aujourd'hui, ce n'est pas une victoire, il n'y a pas de perdants, mais simplement un projet qui avance.» «Ce jugement prouve une nouvelle fois que le projet est parfaitement légal, a enfoncé de son côté Manuel Valls. Il conforte la détermination du gouvernement à mettre en œuvre le projet.»

«Lecture politique». Les opposants devraient désormais, selon toute vraisemblance, déposer un recours devant le Conseil d'Etat, la plus haute juridiction administrative française. Julien Durand, l'un des porte-parole de l'Acipa, l'une des principales associations d'opposants, a ainsi regretté «la lecture un peu politique» du dossier par les magistrats nantais, alors que la rapporteure publique en avait fait une «lecture technique». ▶

## Le cancer de la prostate surdépisté

Dépister ou ne pas dépister? Traiter ou ne pas traiter? Ces questions peuvent paraître déroutantes à l'heure où, en matière de cancer, on nous répète de tous côtés qu'il faut dépister au plus vite pour traiter au plus tôt. Eh bien en matière de cancer de la prostate, c'est plutôt non. Aujourd'hui, on paye les conséquences d'un usage abusif du dosage de PSA, un examen biologique que l'on a généralisé dans les années 90 et qui s'est révélé peu pertinent, provoquant en pagaille des faux positifs et surtout conduisant à traiter des patients qui n'en auraient pas eu besoin. «La situation s'améliore, on a fortement baissé le systématisme du dosage de PSA, mais on reste encore un des pays qui en fait le plus», nous explique un des chercheurs qui a participé au numéro spécial du *Bulletin épidémiologique hebdomadaire* qui paraît ce mardi. Retour en arrière. Depuis plus de vingt ans, le cancer de la prostate est le cancer le plus fréquent chez l'homme. On a

### AUX PETITS SOINS

assisté, entre 1980 et 2005, à une très forte augmentation de l'incidence (nombre de nouveaux cas), puis à une baisse très nette. Pourquoi? C'est la faute au PSA! La prostate est une glande qui fabrique une protéine appelée antigène prostatique spécifique, en abrégé PSA, qui est de fait un marqueur de l'activité de la prostate: il indique qu'elle fonctionne. Dans les années 80, on a considéré qu'un taux élevé de PSA signifiait l'amorce voire l'existence d'un cancer de la prostate. Alors, généralistes comme urologues se sont mis à le prescrire à tous les hommes, même jeunes, qui plus est régulièrement. Logiquement, on en a dépisté de plus en plus. Mais on dépistait quoi? Des cancers agressifs? Ou juste des traces sans signification? Et ensuite, quid des traitements? Est-il utile, par exemple, de retirer la prostate chez un homme avec un taux de PSA un peu élevé, avec des conséquences lourdes en matière de qualité de vie? **E.F.**

**Lire la suite sur Libération.fr**

# 98 000

**C'est le nombre de décrocheurs scolaires, passés en 2016 sous la barre des 100 000 par an, a affirmé lundi la ministre de l'Education nationale, Najat Vallaud-Belkacem. Cela reste loin de l'objectif du candidat Hollande, qui s'était engagé à diviser par deux ce nombre (de 140 000 à 70 000). Pour 2016-2017, «nos projections nous donnent à voir que nous serons en dessous des 80 000 jeunes», car «nos dispositifs montent en puissance». La ministre a ainsi évoqué la possibilité généralisée pour des jeunes en voie de décrochage de faire une pause, dans le cadre d'un stage en entreprise ou d'un service civique, puis de reprendre leur scolarité. Ou encore le droit pour les recalés du bac, du brevet de technicien ou du CAP, de redoubler dans leur établissement.**

## LA LISTE

Les clubs qui offrent les plus gros salaires

## LES CLEVELAND CAVALIERS

Le salaire annuel moyen chez les champions NBA en titre est d'environ 8 millions d'euros, selon le site Sportingintelligence, qui a scanné les salaires dans 333 équipes de 17 championnats de 7 sports dans 13 pays.

## LES NEW YORK YANKEES

Le salaire moyen dans le club de base-ball est de 7,14 millions d'euros. Outre les clubs américains de basket et base-ball, figurent dans le top 20 les clubs de foot Manchester United (4<sup>e</sup>), Barcelone (5<sup>e</sup>), Manchester City (9<sup>e</sup>), Real Madrid (19<sup>e</sup>).

## ET LE PSG ?

Il est 35<sup>e</sup> avec un salaire moyen de 5,5 millions d'euros. Hors sports américains et foot, il faut aller à la 51<sup>e</sup> place pour trouver un club indien de cricket (les Royal Challengers de Bangalore), où un joueur gagne en moyenne 4,4 millions par an.



## Surf Justine Dupont vice-championne de grosses vagues

Jamais la World Surf League n'avait organisé une compétition féminine de «grosses vagues» (d'environ 8 mètres). Ce premier championnat du monde, à Hawaï (photo), a réussi à la Française Justine Dupont qui a décroché la deuxième place de ce Big Wave World Tour, derrière la régionale de l'étape, l'Hawaïenne Paige Alms. La Landaise de 25 ans (dont nous avons fait le portrait dans Libé) est réputée pour son goût pour les vagues énormes, habituellement réservées aux hommes. En 2013, elle était devenue la première femme à dompter la mythique Belharrà, au large de Saint-Jean-de-Luz. PHOTO AFP

## Tennis Ne l'appellez plus capitaine Amélie Mauresmo

Amélie Mauresmo a annoncé lundi qu'elle était enceinte et qu'elle quittait pour cette raison son poste de capitaine de l'équipe de France de Fed Cup, au lendemain de la finale perdue (3-2) contre les Tchèques à Strasbourg. «J'attends mon deuxième enfant pour avril et avec les dates de la Fed Cup, qui se joue en février et avril, c'était impossible. Ça n'a rien à voir avec le résultat de ce week-end, ni avec un quelconque désaccord avec les filles», a déclaré l'ex-numéro 1 mondiale lors d'une conférence de presse à Roland-Garros, siège de la Fédération mondiale. Agée de 37 ans, Mauresmo était en poste depuis 2012 et a fait remonter l'équipe de la deuxième division à la finale.

## Le lobby de la viande défend son bifteck jusque dans les écoles

Depuis début octobre, et jusqu'en février, l'Association nationale interprofessionnelle du bétail et des viandes (Interbev) s'invite dans les cantines. Objectifs affichés : «Sensibiliser les enfants et leurs parents à une consommation de qualité» et «valoriser les écoles servant de la viande française de bœuf et de veau». Le syndicat veut frapper fort : il annonce que cette «animation sera mise en place dans 1500 écoles primaires partout en France, soit auprès de 225 000 élèves». Elle aurait déjà eu lieu dans une quarantaine de villes. La chose est présentée comme une animation pédagogique. Mais cette «opération clés en main» vise avant tout à promouvoir la viande : le kit d'animation fourni aux écoles par Interbev comprend ainsi un dossier sur l'élevage destiné au responsable de la restauration, un «livret d'information» pour les parents d'élèves de la commission menus, des tatouos pour les enfants («Avec le bœuf c'est la teuf», «Parce que je le veau bien»), sans oublier «le Journal des Joliprés», petite fa-

mille d'«éleveurs du troisième millénaire qui ouvrent les portes de leur ferme pour expliquer leur quotidien et montrer aux enfants comment préserver un équilibre entre la planète, les hommes et les bêtes qui les entourent».

**Pétitions.** Interbev, qui affiche un budget annuel de 32 millions d'euros et regroupe 21 organisations professionnelles (Culture viande, Tripiers de France, la Fédération nationale du cheval ou celle des exploitants d'abattoirs...), est une habituée des bancs des écoles. «Depuis le début de l'année scolaire 2015-2016, Interbev Ile-de-France a pu proposer les animations pédagogiques élevage et viande à près de 600 écoliers (30 classes) du CP au CM2», se félicite l'organisation sur son site. Idem dans le Gers et en Haute-Garonne, où le syndicat aurait touché 17 classes et plus de 300 enfants. Ces actions de promotion de la viande s'inscrivent, souligne Interbev, «dans la dynamique du

plan de soutien à l'élevage français impulsé par Manuel Valls en juillet 2015».

On peut tout de même s'étonner qu'un lobby puisse ainsi s'installer dans les classes ou les cantines. Au ministère de l'Éducation nationale, on se montre embarrassé. «Il n'y a pas d'agrement national délivré par nos services qui autoriserait Interbev à intervenir dans

## ENQUÊTE

les établissements scolaires», précise prudemment le service communication, avant d'ajouter «qu'il y a sans doute eu des permissions d'intervention accordées par des chefs d'établissement, ce qui n'est pas interdit».

Reste que cette «offre pédagogique» n'est pas du goût de tous. Deux pétitions en ligne dénonçant la dernière campagne d'Interbev dans les cantines réunissent environ 100 000 signatures. A Paris, des élus du groupe écologiste ont, quant à eux, déposé le 6 novembre un «vœu relatif à la lutte contre le lobbying de l'industrie de la viande dans les écoles». Pour les écolos, l'argument

«développement durable» d'une consommation de viande française est indigeste vu l'ampleur des dégâts environnementaux provoqués par l'élevage industriel.

**«Apologie».** Mais l'action la plus marquante remonte au 28 octobre. Ce jour-là, une soixantaine de militants de l'association 269Life libération animale étaient venus dénoncer la mise en scène bucolique de la ferme des Joliprés, rue de Bercy, devant le siège parisien d'Interbev. Tiphaine Lagarde, la présidente de l'association, avait fustigé l'«apologie de la viande», la promotion des «élevages sordides», cette «vision mensongère» offerte aux enfants qui présente «des élevages heureux et des animaux qui seraient contents de donner leur vie». Et, tutoyant Interbev : «Nous ne laisserons pas les puissants lobbys que tu représentes les endoctriner pour en faire des consommateurs aveugles». Le syndicat a refusé de rencontrer une délégation de l'association.

SARAH FINGER

## i-Télé : le camp Bolloré ne lâche rien

Au vingt-neuvième jour de grève au sein de la chaîne d'information en continu, les dirigeants de Canal+ et de la maison mère Vivendi ne lâchent rien. Reçus lundi par les ministres du Travail, Myriam El Khomri, et de la Culture, Audrey Azoulay, ils n'ont fait aucun pas susceptible de satisfaire les revendications des journalistes. Devenu le point majeur du conflit, la double casquette de Serge Nedjar, directeur général et directeur de la rédaction d'i-Télé (et fidèle zélé de Vincent Bolloré), a été confirmée. Seule la promesse de nommer un ad-

joint issu de la rédaction a été renouvelée. Les hommes de Bolloré, premier actionnaire de Vivendi, n'ont pas livré le moindre nom de personnalité pouvant intégrer le futur comité d'éthique de la chaîne. Quant à la charte déontologique que la loi va bientôt l'obliger à adopter, la direction du groupe a renvoyé sa rédaction à la fin mai 2017, selon un participant à la réunion.

Côté gouvernement, on a été surpris par le manque de bonne volonté de Canal-Vivendi, en dépit d'une réaction officielle très polie. «Il y a une volonté de la di-

rection de sortir de ce conflit. Il faut maintenant qu'il y ait des actes», a déclaré El Khomri. «On ne voit pas de sujet d'achoppement particulier qui pourrait coïncider», a lancé le directeur opérationnel de Vivendi, Stéphane Roussel, affirmant que «le problème principal [d'i-Télé] est économique». Les demandes de la rédaction portent sur des questions éditoriales. En début de journée, les journalistes de la chaîne avaient voté la reconduction de la grève. Ils devaient de nouveau rencontrer leurs dirigeants dans l'après-midi. **J.Le.**

## LE TWEET

«Ces quelques jours karkaiens ne sont malheureusement rien à côté de ce que vivent des milliers d'opposants aujourd'hui en Turquie...»

OLIVIER BERTRAND  
journaliste aux Jours,  
interpellé en Turquie  
puis libéré



Arrêté vendredi par les autorités turques pendant un reportage à Gaziantep, près de la frontière syrienne, Olivier Bertrand, longtemps journaliste à Libération et aujourd'hui reporter pour le site les Jours, a été remis en liberté dimanche. Il est arrivé dans la soirée à Paris. Depuis la tentative de coup d'État du 15 juillet, les autorités turques mènent une purge implacable, notamment dans les médias. Le patron du quotidien d'opposition Cumhuriyet, Akin Atalay, a ainsi été placé en détention samedi.

## Espace Thomas Pesquet paré au décollage

La fusée qui emportera jeudi soir le spationaute Thomas Pesquet et ses collègues, le Russe Oleg Novitski et l'Américaine Peggy Whitson, sur la Station spatiale internationale (ISS) a rejoint lundi son pas de tir du cosmodrome de Baïkonour, au Kazakhstan. Le lanceur Soyouz a quitté lundi matin son hangar avant de rejoindre, tracté par une locomotive à très lente allure à travers l'immense cosmodrome, le pas de tir à partir duquel il décollera vers l'ISS, jeudi à 22h20, heure française. Respectant une tradition russe, Thomas Pesquet et ses coéquipiers ne pourront en revanche pas voir leur fusée avant le décollage.



Jérémie Beyou participe, sur Maître Coq, à son troisième Vendée Globe. A bord, les régatiers se font tour à tour météorologue, déménageur, plombier, journaliste reporter d'images,

Par **DIDIER RAVON**

Si l'on jette un oeil dans le Larousse sur la définition de ce mot utilisé à toutes les sauces et souvent galvaudé, l'aventurier est «une personne qui cherche l'aventure par goût du risque, du danger». Quant à l'aventure, c'est une «entreprise comportant des difficultés, une grande part d'inconnu, parfois des aspects extraordinaires, à laquelle participent une ou plusieurs personnes». Le Vendée Globe, course autour du monde en solitaire sans escale et sans assistance, et dont la première édition a été remportée en 1990 par Titouan Lamazou, colle clairement à la description du dictionnaire.

Alors que les 29 skippeurs sur leur monocoque de 18,28 mètres ont entamé depuis dix jours leur rotation planétaire et font route plein sud poussés par un bel alizé, reste-t-il encore de la place pour les aventuriers? Forcément, on répond oui. Et il serait incongru de réduire ces derniers aux seuls amateurs qui plus est néophytes, le plus souvent dotés d'un budget ric-rac, d'un bateau d'un autre âge et d'une expérience limitée en solitaire. Car c'est oublier que pour tous, récidivistes bizuts et favoris compris, se mouvoir, s'habiller, dormir ou se faire chauffer une soupe dans ces «capsules spatiales» un rien anxiogènes de cinq mètres carrés à tout casser est déjà une aventure en soi.

Et cela vaut aussi pour les pros de la voile océanique que sont Arnel Le Cléac'h, Sébastien Josse, Jérémie

Beyou, Jean Le Cam, Vincent Riou, Bertrand de Broc, Jean-Pierre Dick ou Alex Thomson, tous rompus à l'exercice et qui, pour la plupart, ont pris le départ de leur quatrième Vendée Globe de rang.

#### **Stratifieur**

Durant près de quatre-vingt jours, ces marins multitâches alternent aussi une foule de métiers: météorologue, déménageur, plombier, stratifieur, électronicien, journaliste reporter d'images, alpiniste, infirmier, veilleur de nuit... Il suffit d'avoir passé quelques heures à bord de ces bateaux de mutants pour être définitivement convaincu que le Vendée Globe reste une aven-

ture humaine, un défi physique extrême, une introspection... même pour ceux qui sont déjà allés vérifier que la Terre est ronde.

On voudrait nous faire croire que les pionniers, de Joshua Slocum en 1895 à Vito Dumas en 1942 ou Robin Knox Johnston et Bernard Moitessier en 1968, ayant ouvert ces routes en solitaire autour du monde, n'ont aujourd'hui plus d'héritiers aventuriers, mais seulement des régatiers robotisés, programmés pour dévaler les flots et aligner plusieurs centaines de milles par jour sans stress ni vague à l'âme! Pour Alain Gautier, vainqueur du deuxième Vendée Globe à 30 ans, aujourd'hui conseiller sécurité de la

course, «quelqu'un qui prend le départ est forcément un aventurier»: «Les skippeurs n'ont pas tous le même profil ni les mêmes ambitions. Le Vendée Globe comme le Dakar est ouvert aux amateurs, et je trouve ça génial. Je me suis battu pour que la course ne se dispute pas sur des bateaux monotypes, car elle n'aurait été réservée qu'aux seuls professionnels. On a besoin de ces purs amateurs, personnalités éclectiques et un peu "barrées" comme le Néerlandais Pieter Heerema, l'Américain Rich Wilson ou l'Irlandais Enda O'Coineen, venant vivre leur rêve sans compter, et des marins libres et heureux comme Romain Attanasio, Sébastien Destremau ou Alan Roura,

tirant le diable par la queue certes et navigant sur des bateaux fatigués et dépassés, qui à eux trois ont déjà dix tours du monde sous la quille.»

#### **Régate planétaire**

L'évolution de la course à la voile désormais la plus populaire de France laisse certains navigateurs plus dubitatifs. «Avant, au Vendée Globe, il y avait environ 50% de projets compétitifs et 50% de marins venant d'abord pour terminer. Cette fois, le ratio penche vers la deuxième catégorie. Je ne sais si c'est une bonne chose ou pas, mais en tout cas c'est une différence par rapport aux éditions précédentes», indique

# **VOILE** Vendée Globe, mers d'aventures



stratifiéur, électronicien, alpiniste, infirmier, veilleur de nuit... PHOTO JÉRÉMIE BEYOU. MAÎTRE COQ. VENDÉE GLOBE

Vincent Riou, seul ancien vainqueur (en 2004-2005) au départ cette année, avant de préciser: «N'empêche que l'on court pour gagner ou pour boucler le tour du monde, on cherche aussi la pure aventure, et c'est ce qui fait la magie de cette course.»

En 2013, l'extraordinaire mano a mano entre François Gabart et Armel Le Cléac'h, séparés à l'arrivée de seulement trois heures dix-sept minutes après mille huit cent soixante-douze heures de duel, a un peu brouillé les cartes, banalisé l'extrême difficulté du Vendée Globe et fait basculer ce tour du monde vers une régates planétaire. Les deux champions frais et dispos,

et rasés de près, ont donc bousculé l'image d'Épinal de rosbins hirsutes et barbus débarquant, hargnés, de nulle part.

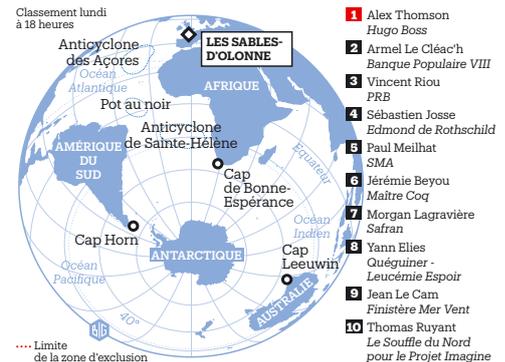
«Le Vendée Globe est devenu une régates très technique, et il y a une part d'aventure qui a été un peu mise de côté», reconnaît de son côté le marin-écrivain Gérard Janichon, dont l'influence reste incontestable plus de quarante ans après son épopée. De 1969 à 1973, avec Jérôme Poncet, à bord de *Damien*, un bateau en bois de dix mètres aussi sommaire que robuste, les deux compères ont erré durant 50 000 milles, empruntant des voies non encore explorées de l'Arctique à l'Antarctique. «Ce que font les coureurs aujourd'hui est

extraordinaire, et cela reste obligatoirement une aventure humaine. Quand tu es tout seul sur ton bateau autour du monde, quand tu franchis les trois grands caps (Bonne-Espérance, Leeuwin, Horn), de toute façon ce n'est jamais anodin», insiste Janichon, mentor et père spirituel ayant participé à la pose de la première pierre dans la démarche originale du bateau *Commeunseulhomme* d'Eric Bellion il y a deux ans.

### Pourvoyeurs de rêve

Du *Spitzberg au Cap Horn* (Janichon) et la *Longue Route* (Moïtesnier), publiés chez Arthaud, restent des ouvrages fondateurs, des bibles, des pourvoyeurs de rêves participant à la naissance de vocations. Et il n'est donc pas surprenant que tous les concurrents sans exception depuis la création du Vendée Globe, il y a plus de vingt-cinq ans, se soient identifiés adolescents à ces aventuriers.

Alors régates ou aventure? «Les deux», répond Loïck Peyron, deuxième de la première édition, et qui a abandonné sur casse lors de ses deux autres participations. *Il y en a qui ont envie de finir, d'autres de gagner. Etre au départ d'un Vendée Globe, c'est déjà une sacrée aventure. Le terminer, c'en est une autre! C'est la clé de l'intérêt de cette épreuve. C'est une des rares compétitions, tous sports confondus, où l'aventure a toute sa part quel que soit le bateau. Dès que c'est aléatoire, dès qu'il y a de l'incertitude, c'est l'aventure.»* Et c'est un connaisseur qui le dit! ◀



## Une semaine tambour battant

Le huitième Vendée Globe est parti sur les chapeaux de roue. Même si personne ne veut l'avouer, la première semaine de course a été particulièrement éprouvante. Mais quand les langues se délient, on comprend que la vie à bord semble déjà proche de la punition. Après une semaine de course, l'écart entre le leader et le dernier dépassait déjà les 1 500 milles et il reste 22 500 milles, soit 41 670 kilomètres, à courir. L'imprévisible Gallois Alex Thomson imprime un rythme délirant. Il a pris les commandes durant le week-end et file au sud tel un avion. A ses trousses, Sébastien Josse, Vincent Riou et Armel

Le Cléac'h ou encore Jérémie Beyou ont le nez dans les cartes météo, le prochain juge de paix étant le fameux pot au noir (qui marque le changement d'hémisphère), avec ses vents erratiques, ses grains violents et sa chaleur suffocante.

Les deux novices Paul Meilhat et Morgan Lagravière, impeccables depuis le départ, s'invitent à la fête. Afin de trouver le passage à travers les nuages, tous ont étudié la trace lumineuse de Thomas Coville, parti le même jour à la conquête du record du tour du monde sur son multicoque géant, et qui a pulvérisé le chrono en Ouessant et l'équateur (cinq jours dix-sept heures). **D.R.**

### PROFIL



### Enda O'Coineen un drôle de zèbre

Il est le premier marin irlandais à disputer le Vendée Globe. A 61 ans, Enda O'Coineen, qui n'a pas froid aux yeux, décide de traverser l'Atlantique en solitaire sur un radeau pneumatique, car son boss ne pense pas possible une telle aventure. Il coule à 300 milles à l'ouest de son pays, se fait récupérer... mais demande quelques jours plus tard qu'on le redépote là où il a fait naufrage histoire d'achever son périple. Depuis, il a notamment bâti sa fortune dans les pays de l'Est, lancé une revue nautique, fait naviguer des tas de jeunes, aidé beaucoup d'associations caritatives, et, accessoirement, est devenu le président de la Fédération internationale des pubs irlandais. Pas étonnant donc que ce marin amateur de 61 ans, qui ne s'est quasiment pas entraîné et a fait superviser la préparation de son navire par son compatriote et ami Marcus Hutchinson, directeur technique du bateau SMA de Paul Meilhat, ait privaté le Galway – un café-restaurant des Sables-d'Olonne – et organisé une fête mémorable avec ses copains musiciens dans la nuit précédant le départ, alors que ses futurs adversaires étaient au lit depuis longtemps. **D.R.** PHOTO AFP

### ANALYSE

Etre seul durant quatre-vingt jours, survivre dans une «capsule spatiale» de cinq mètres carrés, exercer mille et un métiers pour maintenir son monocoque à flot... Tant pour les pros que les amateurs, la course autour du monde sans escale demeure une gageure.



## À LA TÉLÉ CE SOIR

- TF1**  
**20h50. Football : France / Côte d'Ivoire.** Sport. Match amical de l'équipe de France.  
**22h55. Esprits criminels.** Série.
- FRANCE 2**  
**20h55. Secrets d'histoire.** Documentaire. La Du Barry : coup de foudre à Versailles.  
**22h50. Infrarouge.** Documentaire. A voix haute.
- FRANCE 3**  
**20h55. Alliances rouge sang.** Téléfilm. Avec : Anthony Delon, Barbara Cabrita.  
**22h30. Grand Soir 3. 23h10. Victor Young Perez.** Film.
- CANAL +**  
**21h00. Mia madre.** Comédie dramatique. Avec : Margherita Buy, John Turturro.  
**22h45. Le pont des espions.** Thriller. Avec : Tom Hanks, Mark Rylance.
- ARTE**  
**20h55. Thomas Pesquet.** Documentaire. Profession astronaute.  
**22h25. Jeux vidéo.** Documentaire. Les nouveaux maîtres du monde.
- MG**  
**21h00. La France a un incroyable talent.** Magazine. Episode 4 : les auditions.  
**22h55. La France a un incroyable talent, ça continue.** Divertissement.
- FRANCE 4**  
**20h55. Cold case : Affaires classées.** Série. Talents fraternels. Coup double.  
**22h20. Cold case : Affaires classées.** Série.
- FRANCE 5**  
**20h45. Les enfants volés d'Angleterre.** Documentaire.  
**22h35. C dans l'air.** Magazine.
- PARIS PREMIÈRE**  
**20h45. Du rififi à Paname.** Policier. Avec : Jean Gabin, George Raft.  
**22h40. The strain.** Série.
- TMC**  
**20h55. Qui a tué la mini-miss ? L'affaire qui a bouleversé l'Amérique.** Documentaire. Partie 1.  
**22h40. Qui a tué la mini-miss ? L'affaire qui a bouleversé l'Amérique.** Documentaire.
- W9**  
**20h55. Enquête d'action.** Magazine. Côte d'Azur : des urgences sous haute tension.  
**22h45. OFNI, l'info retournée par Bertrand Chameroy.**
- NRJ12**  
**20h55. Le tombeau.** Aventures. Avec : Antonio Banderas, Olivia Williams.  
**23h05. Heat.** Film.
- C8**  
**21h00. Hunger games - L'embrassement.** Drame. Avec : Jennifer Lawrence.  
**23h45. Hunger games.** Film.
- NT1**  
**20h55. Baby boom.** Documentaire. La vie ne tient qu'à un fil.  
**22h15. Baby boom.** Documentaire.
- CSTAR**  
**20h50. En toute intimité avec Véronique Sanson.** Spectacle.  
**22h50. Leurs voix pour l'espoir.** Spectacle.
- HD1**  
**20h55. La main du mal.** Téléfilm. Episode 1. Avec : Gregory Fitoussi, Mélanie Doutey.  
**22h40. La main du mal.** Téléfilm. Episode 2.
- 6 TER**  
**20h55. L'amour aux trousseaux.** Policier. Avec : Jean Dujardin, Pascal Elbé.  
**22h25. Du jour au lendemain.** Film.
- CHÉRIE 25**  
**20h55. Deux hommes dans la ville.** Policier. Avec : Jean Gabin, Alain Delon.  
**22h50. Les associés.** Téléfilm.
- NUMÉRO 23**  
**20h55. Celle qui reste.** Téléfilm. Avec : Julie Depardieu, Julien Boisselier.  
**22h40. Misfits.** Série.
- LCP**  
**20h30. Sondages, influences et pouvoirs.** Documentaire.  
**22h00. On va plus loin.**  
**23h00. L'épreuve de vérité, le best of.** Documentaire.

**Libération**  
 www.liberation.fr  
 23, rue de Châteaudun  
 75009 Paris  
 tél. : 01 42 76 17 89

Édité par la SARL Libération  
 SARL au capital de 15 560 250 €, 23, rue de Châteaudun 75009 Paris  
 RCS Paris: 382.028.199

Principal actionnaire  
 Altice Média Group France

Cogérants  
 Laurent Joffrin  
 François Dieulesaint

Directeur général  
 Richard Karacian

Directeur de la publication et de la rédaction  
 Laurent Joffrin

Directeur en charge des Editions  
 Johan Hufnagel

Directeurs adjoints de la rédaction  
 Stéphanie Aubert  
 David Carzon  
 Alexandra Schwartzbrod

Rédacteurs en chef  
 Christophe Boulard (technique),  
 Sabrina Champenois,  
 Guillaume Launay (web).

Directeur artistique  
 Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef adjoints  
 Michel Becquembois (édition), Grégoire Bisseau (France), Lionel Charrier (photo), Cécile Daumas (idées), Matthieu Ecoiffier (web), Jean-Christophe Féraud (futurs), Elisabeth Franck-Dumas (culture), Didier Péron (culture), Sibylle Vincendon et Fabrice Drouzy (spéciaux).

Directeur administratif et financier  
 Grégoire de Vaisière  
 Service commercial  
 diffusion@liberation.fr

ABONNEMENTS  
 abonnements.liberation.fr  
 sceabo@liberation.fr  
 tarif abonnement 1 an France métropolitaine: 391€  
 tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ  
 Libération Médias  
 23, rue de Châteaudun,  
 75009 Paris -  
 tél. : 01 44 78 30 67

Petites annonces, Carnet Team Media  
 25, avenue Michelet  
 93405 Saint-Ouen cedex  
 tél. : 01 40 10 53 04  
 hpiat@teamedia.fr

IMPRESSION  
 Midi Print (Gallargues)  
 POP (La Courneuve)  
 Nancy Print (Jarville)  
 CILA (Nantes)

Imprimé en France

RCPM OJD

Membre de OJD-Diffusion Contrôle. CPPAP: 1120 C 80064. ISSN 0335-1793.

La responsabilité du journal ne saurait être engagée en cas de non-restitution de documents. Pour joindre un journaliste par mail: initiale du prénom.nom@liberation.fr

## SCREENSHOTS

### En phrase avec le monde

Ce film devrait être au programme de tous les collèges et lycées de France tant c'est un hymne à la joie simple des mots. Documentaire de Stéphane de Freitas, *A voix haute* suit les six semaines de participation des étudiants de l'université de Saint-Denis au concours Eloquentia pour devenir meilleur orateur du «93». Ils s'appellent Leïla, Eddy ou Franck, ils sont 30, issus de cursus différents mais avec chacun un amour débordant pour le verbe et un sens inné de la punchline. Des préoccupations qui se ressemblent aussi: «Ecrire, c'est bien, mais parler, c'est mieux, tu peux conquérir le monde»; «La parole, il ne faut pas l'attendre, il faut l'arracher.» Durant cette formation, ils sont entraînés aux gestes, à la parole et aux excès luchiniens par un avocat qui les boussule et les fait sortir de leur coquille afin de pouvoir affronter cette foule qu'ils doivent pendre à leurs lèvres. Le film nous promène de battles jousives en exercices imposés d'expression scénique, avec une seule envie de leur part: produire de la poésie au kilomètre. Leurs joutes sont touchantes, drôles, senties, jousives, elles racontent quelque chose de cet air du temps sur lequel nous avons du mal à mettre des mots quand, pour eux, ceux-ci leur viennent naturellement. Alors écoutons-les attentivement. **DAVID CARZON**  
**A VOIX HAUTE ce soir, à 22h50, sur France 2.**

#### SUDOKU 3197 MOYEN

3	4				9			
					7	5		
				2	4	3		
		4	7	3			1	
6		2		5			9	
7				4	6	5		
	6	3	8					
2	5							
	8					6	7	

#### SUDOKU 3197 DIFFICILE

8	1							
2	3					7		
			1	4	2			
					8			4
		3				6	5	1
1					6			2
	2	7						9
						3		
		3	6				1	

#### SUDOKU 3196 MOYEN

2	5	1	3	4	7	5	9	6
3	2	6	8	7	9	1		
4	7	9	5	2	3			
4	6	5	3	1	2			
5	2	9	1	7	4	6	3	
7	1	3	6	2				
8	2	7	5	1	4	5		
9	7	4	2	6	3	1		
1	6	4	8	9	7	2		

#### SUDOKU 3196 DIFFICILE

2	3	5	6	1	4	7	9	
6	7	4	2	9	5	1	3	8
7	9	4	7	3	5	6	2	1
4	6	5	3	1	2			
5	2	9	1	7	4	6	3	
7	1	3	6	2				
8	2	7	5	1	4	5		
9	7	4	2	6	3	1		
1	6	4	8	9	7	2		

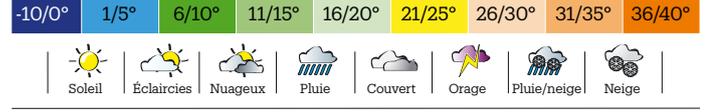
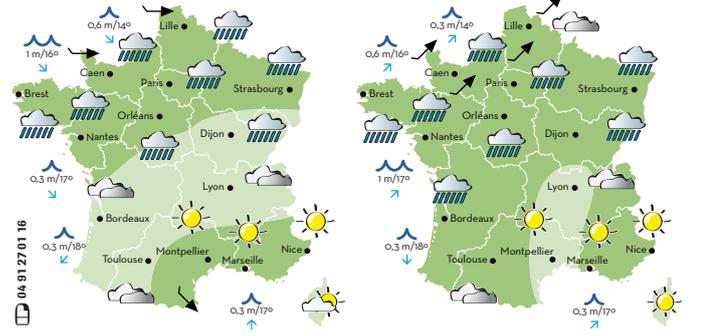
Solutions des grilles d'hier

### MARDI 15

Le temps est gris sur les trois quarts du pays, avec des bruines et des pluies éparées au nord. Le temps est plus sec et très ensoleillé dans le sud-est. **L'APRÈS-MIDI** Le temps reste gris et humide au nord, avec quelques trouées dans le sud-ouest. C'est dans le sud-est qu'il faut aller chercher le soleil avec des températures allant jusqu'à 15-16 °C.

### MERCREDI 16

Toujours pas d'amélioration, avec de la grisaille sur les trois quarts du pays à l'exception du sud-est et quelques bruines ou pluies éparées au nord. **L'APRÈS-MIDI** Persistance d'un temps très doux mais perturbé au nord, des éclaircies peut-être entre les Landes et l'ouest des Pyrénées. Soleil dans le sud-est, avec des températures qui atteignent jusqu'à 18 °C.



FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	7	13	Dijon	2	6	Alger	12	16
Caen	10	15	Lyon	2	8	Bruxelles	4	9
Brest	11	14	Bordeaux	7	12	Jérusalem	17	23
Nantes	7	13	Ajaccio	9	16	Londres	12	14
Paris	8	13	Toulouse	7	11	Berlin	1	3
Nice	9	15	Montpellier	5	14	Madrid	5	14
Strasbourg	1	6	Marseille	8	14	New York	8	10

## ON S'EN GRILLE UNE?

Par GAËTAN GORON

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

**HORIZONTALEMENT**  
**I.** Il en a plein des pattes  
**II.** Frappé en plein cœur ; Avant que tu ne cherches  
**III.** Il fait bloc ; On y exploite de l'uranium  
**IV.** Prend la tête du troupeau ; Chemises brunes  
**V.** Leur action se fait avec un sans moteur mais dans tous les cas, ça tourne !  
**VI.** Voir ce voile en ville est mauvais signe ; Poussières de bois  
**VII.** Pierres d'aigle  
**VIII.** Telles les périodes de fin de cycle  
**IX.** Ses petites oreilles lui ont donné son nom ; Monnaie romaine  
**X.** Bâtitteur de pyramides ; Musique de la Jamaïque  
**XI.** On ne sent rien sans elles

#### Grille n°451

#### VERTICALEMENT

**1.** Bateau au bruit blasphématoire  
**2.** De vraies teignes  
**3.** Donnait un coup de main  
**4.** c.-à-d. ; Lafitte fut son plus fidèle garçon d'écurie  
**5.** Elle est moment de partage pour chrétiens ; Consentir  
**6.** Ceux qui nous entourent  
**7.** On entend bien sentir les effets de sa consultation ; Bon à rien ; En condition  
**8.** Volcan japonais (anagramme d'un concept cher à Heidegger) ; Boisson japonaise  
**9.** Allasse en justice ; Lieu sûr

Solutions de la grille d'hier  
**Horizontalement I.** RADIO. LCI. **II.** ALE. SCION. **III.** GE. ÉTONNA. **IV.** OPEL. LIT. **V.** LIMERS. **VI.** GRÉE. FRAU. **VII.** NACRAI. **RF.** **VIII.** ATTRACTIF. **IX.** SIRE. HIER. **X.** SÈGURETTE. **XI.** ENTRETEN.  
**Verticalement 1.** RAGOUGNASSE. **2.** ALEP. RATION. **3.** DÉ. ÉLECTRET. **4.** ÉPIERREUR. **5.** OST. AA. RÉ. **6.** COLIFICHET. **7.** LIEMER. **TITI.** **8.** CONTRARIÉTÉ. **9.** INA. SUFFREN. **libemots@gmail.com**

# IDÉES/

Les Américains ont élu Donald Trump à la présidence avec une large majorité des grands électeurs. Pour la deuxième fois dans l'histoire politique moderne, le futur président n'a pas emporté le vote populaire. Le collège électoral hérité du XVIII<sup>e</sup> siècle favorise une nouvelle fois le candidat républicain et renforce le poids de l'Amérique profonde face aux grandes villes dans la désignation du président. La stratégie Trump de reconquête de la carte électorale par le vote blanc du Midwest s'est avérée gagnante.

**La frustration des électeurs blancs de la «Rust Belt»**  
C'est dans la fameuse Rust Belt que Trump a réussi à faire basculer l'élection. Les Etats du Wisconsin (voir ci-dessous), du Michigan, de l'Illinois, de l'Indiana, de l'Ohio et de la Pennsylvanie, anciens bastions industriels, devaient constituer l'ultime barrière de Hillary Clinton contre

# Comment Donald Trump a reconquis la carte électorale

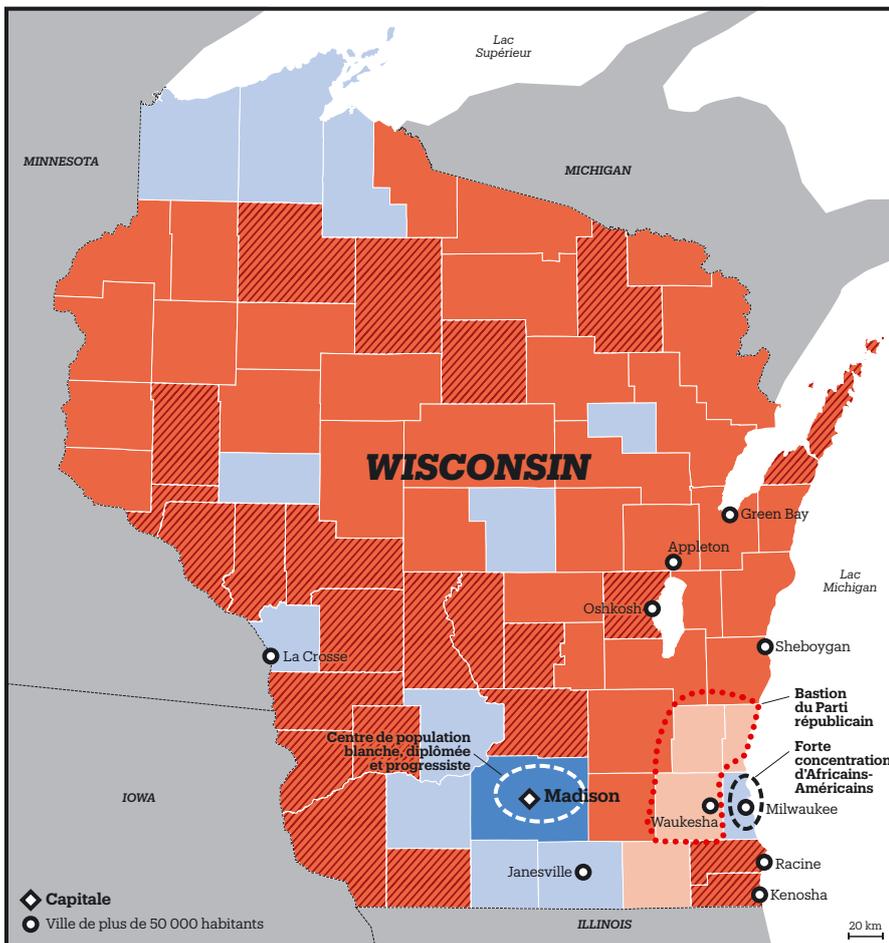
**En examinant la géographie du vote de façon fine, comté par comté, il apparaît que Hillary Clinton, si elle a perdu du terrain dans les Etats de la Rust Belt, a fait progresser le camp démocrate dans ceux du Sud.**

Donald Trump. En 2008 et 2012, Barack Obama les avait tous emportés, sauf l'Indiana. En 2016, seul l'Illinois est resté dans le camp démocrate. Les résultats du Michigan sont toujours attendus. Ces Etats, traditionnellement favorables au Parti démocrate, ont fortement souffert de la crise

économique et, plus durablement, de la désindustrialisation. Ils ont été frappés de plein fouet par la récession de 2008, dont certains peinent à se remettre. Parmi leurs habitants, les électeurs blancs de la classe moyenne populaire, à faible niveau d'éducation et de revenus, se sentent les oubliés de la reprise écono-

mique. Ce ne sont pas les plus pauvres, que l'on retrouve plutôt parmi les minorités. Mais c'est une population en perte de repères identitaires face à l'immigration, frappée par la délocalisation des emplois liés à la mondialisation. Ces électeurs expriment la peur du déclassement social et de la menace terroriste, et la nostal-

gie d'un âge d'or de l'Amérique que Trump a promis de restaurer. En 2010 déjà, leur mobilisation pour les candidats du Tea Party avait donné au Parti républicain sa majorité au Congrès. En 2012, le candidat républicain Mitt Romney, qui avait affiché son mépris pour les «47%» de chômeurs dépendant du gouvernement, n'avait pas su les mobiliser en nombre suffisant pour contrer l'électorat démocrate. Donald Trump, en revanche, a su capter leur rage et la canaliser pour aboutir à une mobilisation suffisamment forte et faire basculer une partie d'entre eux du camp démocrate au camp républicain. Il a probablement été aidé par la démobilisation d'une partie de l'électorat démocrate, ce que nous apprendront les données dans les jours à venir. L'électorat de Trump, c'est l'Amérique blanche contre la diversité (58 % des Blancs ont voté pour lui) ; l'Amérique rurale contre les villes (62 % vivent dans les petites vil-



## LA VICTOIRE DE DONALD TRUMP DANS LE WISCONSIN : MOBILISATION DU VOTE RURAL BLANC ET DÉMOBILISATION DE L'ÉLECTORAT NOIR

**I - Donald Trump a fait mieux que Mitt Romney dans la totalité des comtés ruraux qu'il a remportés...**

 Comtés où Trump a fait mieux que Romney en 2012

**II - ... mais pas dans les banlieues riches conservatrices**

 Comtés où Trump a fait moins bien que Romney en 2012

**III - Clinton a réussi à mobiliser la base démocrate progressiste du Wisconsin...**

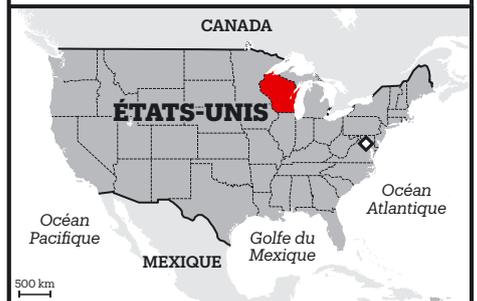
 Comté où Clinton a fait mieux qu'Obama en 2012

**IV - ... mais pas les Africains-Américains de Milwaukee et les démocrates des comtés ruraux**

 Comtés où Clinton a fait moins bien qu'Obama en 2012

 Comtés démocrates en 2012 gagnés par Trump en 2016

Sources : Wisconsin Secretary of State ; New York Times ; Census Bureau  
Auteurs : Douzet, F. ; Vinadia, R. 2016



●●● les ou comtés ruraux); l'Amérique populaire contre l'élite (67% des non-diplômés); et l'ancienne génération contre les nouvelles (plus de la moitié est âgée de plus de 45 ans).

### Le vote religieux et la «Bible Belt»

C'est aussi l'Amérique religieuse. Les protestants favorisent les candidats républicains, et 2016 n'a pas fait exception. Presque deux sur trois ont soutenu Trump. Les évangéliques blancs, en particulier, se sont ralliés à sa cause à 81%, ce qui lui a permis de creuser l'écart avec Clinton dans la Bible Belt. Donald Trump a emporté le Missouri avec une marge bien supérieure à celle de Mitt Romney en 2012. Cette mobilisation a participé à la réélection du sénateur républicain Roy Blunt et a permis aux républicains de gagner un nouveau siège de gouverneur. Grâce au vote religieux, Trump a aussi progressé dans les autres Etats de cette région, de la Caroline du Nord au Texas. Seule la Géorgie fait exception, en raison de la mobilisation des populations noires et de l'arrivée de populations hispaniques qui n'ont pas fait basculer l'Etat dans le camp démocrate, mais elles l'ont rendu compétitif. C'est certainement Mike Pence, le très religieux futur vice-président, qui a permis à Donald Trump d'emporter le vote des évangéliques blancs et a rassuré les socioconservateurs inquiets du passé de Trump. Les catholiques, qui ont préféré Obama en 2008 et 2012, se sont aussi tournés vers Trump (52%), Clinton a emporté les autres religions et les sans-religions, avec une marge cependant moindre que celle d'Obama en 2012. Seule la communauté juive a augmenté son soutien au Parti démocrate (71% pour Clinton, contre 69% pour Obama). Enfin, même si elle ne compte que pour 1% de l'électorat, la communauté mormone est une base électorale républicaine fiable, concentrée dans l'Utah et le sud-est de l'Idaho: plus de trois mormons sur quatre avaient voté pour Romney en 2012. Cette année, seuls 61% ont soutenu Trump. Une large portion d'entre eux s'est tournée vers le candidat indépendant Evan McMullin: il a obtenu 20% dans l'Utah.

Par  
**ROMAN VINADIA**  
Docteur à l'Institut français de géopolitique (IFG), Paris VIII<sup>e</sup>



et **FRÉDÉRIK DOUZET**  
Professeure à l'IFG.

### Le vote hispanique dans le sud, le lent réveil du géant endormi ?

La défaite de Clinton au niveau du collège électoral masque un phénomène notable en Californie, au Texas, et dans l'Arizona. En Californie, la forte mobilisation hispanique a augmenté la marge de victoire démocrate dans le sud. Acquis au parti démocrate, la Californie pèse peu dans l'élection présidentielle, mais cette forte mobilisation se retrouve au Texas et dans l'Arizona, où elle a contribué à réduire la marge de victoire républicaine de manière significative. Les démocrates ont les yeux rivés sur ces deux bastions républicains traditionnels. La population hispanique représente la majorité de la croissance démographique de ces Etats et offre un potentiel croissant pour les démocrates. Hillary Clinton a perdu le Texas d'environ 9 points de pourcentage (52,6% pour Trump, contre 43,4 pour Clinton), alors que Obama avait perdu cet Etat de 16 points face à Romney. Elle a proportionnellement gagné le plus de voix dans les comtés fortement hispaniques de Californie d'El Paso et de Bexar (San Antonio), et dans les comtés texans de Harris (Houston) et de Dallas (Dallas-Fort Worth), où l'arrivée des Hispaniques conjuguée à la mobilisation d'une large population afro-américaine renforce les rangs démocrates. Non seulement Clinton a réduit la marge de victoire de Trump, mais elle a aussi réussi à obtenir plus de voix que Obama en 2012, indiquant une mobilisation très importante en sa faveur. Dans l'Arizona, elle a aussi fait mieux que Obama dans les comtés fortement hispaniques du sud et dans le comté d'Apache où sont concentrés les Indiens américains. Dans le comté de Maricopa (Phoenix), le centre démographique de l'Arizona, Clinton a réduit la marge de victoire de Trump à moins de 4 points. Le total de votes attribués aux deux candidats est en revanche bien plus faible qu'en 2012, indiquant un manque d'enthousiasme de la part des électeurs. Il reste à voir si les résultats de 2016 indiquent un réveil définitif du géant latino, ou s'ils ne sont que la conséquence de la rhétorique antimigratoire de Trump. Les évolutions démographiques tendent à consolider l'avantage des démocrates dans l'électorat général et sur la carte électorale, grâce à la forte croissance des jeunes, des minorités et du niveau d'éducation des électeurs dans de nombreux Etats clés. Mais Trump a réussi à retourner la situation à son avantage, en suscitant l'adhésion et la mobilisation d'un électorat, certes, déclinant mais encore significatif: les hommes blancs en colère de l'Amérique profonde. ◀

# Andrew Diamond

## «Le vote Trump: des millions d'engagements individuels sans liens entre eux»

**Comme beaucoup d'observateurs, l'historien américain est sidéré par ce vote. Pour avoir étudié les mouvements sociaux aux Etats-Unis, il évoque un phénomène en gestation depuis plusieurs années.**

**H**istorien des Etats-Unis, Andrew Diamond enseigne à Paris-Sorbonne et à Sciences-Po. Il est coauteur, avec Pap Ndiaye, d'une *Histoire de Chicago* (Fayard). Spécialiste des mouvements sociaux, il s'interroge sur la nature de la mobilisation qui vient de porter Trump au pouvoir. **Aviez-vous imaginé cette victoire de Trump ?** Non, pas plus que la plupart des «experts». Mais, finalement, on apprend que les sondages ne mesurent pas les mobilisations. Et cette élection est avant tout une histoire de mobilisation. Comment Trump et son équipe de campagne ont-ils pu attirer les électeurs sans utiliser les moyens traditionnels de campagne ? Il n'avait pas beaucoup de soutien du Parti républicain ni les moyens de mettre en œuvre ce qu'on appelle le *ground game* (aller chercher directement les électeurs, un par un, au niveau local, ndr). Il n'avait pas non plus la stratégie performante d'Obama sur les réseaux sociaux. Il me semble que cette victoire impose une nouvelle grille de lecture.

Cette mobilisation ne peut pas se définir comme un «mouvement» mais plutôt comme des millions d'engagements individuels sans liens les uns avec les autres. Et «l'homme blanc non diplômé» ne suffit pas pour expliquer un vote aussi large.

**Parmi les électeurs de Trump, on trouve aussi des «blancs diplômés»...**

Ces électeurs ont entre 40 et 50 ans, ils ont fait leurs études dans les années 80 et 90 à la période phare du «politiquement correct» et du multiculturalisme. Je ne peux m'empêcher de voir dans la victoire de Trump le signe que certains n'ont jamais accepté ni l'un ni l'autre. Ni les contraintes qui s'imposaient alors sur les discours dans les universités. Tout d'un coup, aujourd'hui, ils peuvent dire tout ce qu'ils veulent. Pour cette génération politique, la candidature de Clinton est le dernier chapitre de cette histoire qui a déjà culminé avec l'élection du premier président noir. Pour eux, Hillary Clinton incarne ce système de contraintes qui fait d'eux des racistes, stupides et machos. Avec le recul, je me dis que le duel Clinton-Trump était le binôme parfait, la combinaison diabolique. Politiquement correct contre racisme de base, machisme contre féminisme.

**Voyez-vous un facteur religieux dans ce vote ?** Bien sûr. Entre 2008 et 2016, les chrétiens blancs sont devenus minoritaires. Plus de 80% des évangéliques ont voté républicain. Il est un peu paradoxal que ce soit un candidat aussi peu religieux (divorcé trois fois, qui a joué dans un film porno...) qui bénéficie du vote des évangéliques. Mais, c'est ainsi qu'un

vote religieux se traduit en vote identitaire dans les urnes.

**Le facteur racial reste selon vous prédominant ?** La mobilisation de Black Lives Matter a joué un rôle clé dans cette élection. On peut établir un parallèle entre la majorité silencieuse qui s'est imposée en 1968 dans le contexte du Black Power et la mobilisation blanche pour Trump. Quand on regarde les reportages sur Black Lives Matter, on voit des commentaires par milliers qui accompagnent les articles les plus neutres et qui sont l'expression d'une haine raciale à l'état brut. Leurs auteurs sont le terreau de l'électorat de Trump, qui sont-ils ? Ils sont l'expression d'un large «mouvement» qui est passé en dessous de tous les radars. Une expression, certes, fragmentée et souterraine, mais très répandue. Et finalement contagieuse, les propos diffusés sur Internet en encourageant d'autres. Ce sont des phénomènes infrapolitiques. Mais au-delà des forums ou commentaires sur Internet, ce phénomène n'est pas nouveau: depuis le début du mandat d'Obama, cette

parole raciste s'est lâchée. Je me souviens encore de l'animateur radio Rush Limbaugh diffusant la chanson *Barack, The Magic Negro*. Il n'y a pas eu de censure de cette parole raciste décomplexée.

**Quels sont les constats pour le parti démocrate ?**

L'une des leçons pour les démocrates est sans doute qu'ils ont trop investi dans une histoire de succession fixée à l'avance dans laquelle Obama a cultivé la candidature de Clinton sans chercher s'il n'y avait pas de meilleur candidat. Le succès de Bernie Sanders a pourtant révélé que les électeurs démocrates étaient eux aussi prêts à un changement.

**Comment voyez-vous l'avenir ?**

Je pense que le Parti démocrate va se mobiliser et bloquer toutes initiatives dès le Congrès. En ce qui concerne la gauche, j'entends aujourd'hui certains propos déjà entendus en 2000. A l'époque, on a pensé que l'élection de Bush Jr. permettrait peut-être à la gauche de se reconstruire, d'être plus combative. Le résultat a été décevant, on ne peut pas dire que le Parti démocrate ait évolué vers la gauche. Va-t-il aujourd'hui profiter de cette défaite pour intégrer des éléments du programme de Sanders ?

**C'est la première fois qu'on voit de telles manifestations contre l'élection d'un président ?**

L'histoire de la gauche aux Etats-Unis est très fragmentée. Certaines mobilisations ne font pas beaucoup parler d'elles, comme par exemple les grèves d'enseignants qui ont eu lieu avec succès à Chicago et qui ont déclenché des mobilisations locales plus générales. Cela ne change pas encore les choses au niveau national, mais c'est nouveau. J'évoquais Black Lives Matter. Leurs manifestations risquent d'être plus radicales car ils n'ont rien à espérer de ce nouveau président. Mais on risque aussi d'assister à des contre-manifestations pro-Trump...

Recueilli par CATHERINE CALVET

IDÉES/

# Trump ou l'identification paradoxale

**La victoire du milliardaire plonge la psychanalyste Geneviève Delaisi de Parseval dans l'Amérique «d'entre les deux côtes» des années 60. Si peu aurait changé ?**

Dans les années 1962-1965, je pense avoir pas mal connu l'Amérique profonde, celle de la *Corn Belt* qui est aujourd'hui celle de ces Etats colorés en rouge sur les cartes électorales où les électeurs ont voté majoritairement Donald Trump (à l'exception de l'Illinois, fidèle à Barack Obama). J'ai vécu et travaillé dix-huit mois au sein de cette classe moyenne blanche des Fly Overs (partie des Etats-Unis située entre les deux côtes).

Le choc du résultat de l'élection américaine m'a renvoyée à l'analyse que j'avais faite à l'époque et que j'avais rangée au cabinet des curiosités. Un mot pour expliquer le pourquoi du comment : avant de m'immerger dans l'une des universités élitistes que m'offrait ma bourse Fulbright, j'avais pensé intéressant pour l'ethnologue en herbe que j'étais de chercher à connaître l'Amérique profonde. Je fus ainsi étudiante à l'université du Kansas (à Lawrence, 20 000 étudiants à l'époque), puis employée dans un hôtel de Virginie-occidentale. Pérégrinant enfin pendant plusieurs semaines au sein d'une douzaine des «Etats Trump» d'aujourd'hui, du Texas aux Dakotas, voyageant en Greyhound Bus (lieux où on rencontre des vrais gens...), reçue avec intérêt dans des familles de la classe moyenne aussi curieuses de «la Parisienne» que j'étais que je l'étais d'elles. Quand j'ai, plus tard, raconté cette expérience à mes copains de Berkeley, ils croyaient que je revenais de chez les Nambikwara... ignorant totalement eux-mêmes ce monde de l'«entre-deux côtes».

Si je convoque quelques souvenirs de l'époque c'est que *mutatis mutandis* je me demande s'ils ne sont pas toujours représentatifs de ces familles de la classe moyenne blanche du Midwest que j'avais rencontrées, «peuple» qui a été ignoré ou sous-estimé dans les sondages récents. Car si ce ne sont pas ces couples qui ont voté Trump aujourd'hui, ce sont peut-être leurs enfants que j'avais rencontrés petits : d'actuels sexa-

généaires ou septuagénaires, de l'âge du nouveau président. Je me souviens de la famille qui m'avait hébergée à Rapid City dans le Dakota du Sud : on m'avait demandé s'il y avait des douches en France... Et quand j'avais montré des photos de Paris, puis, dans la foulée, de Boston où j'avais passé le premier mois en arrivant aux Etats-Unis, ils m'avaient dit qu'au fond c'était le même genre de vie qu'on menait dans les deux villes – ce qui n'était pas faux ! – ajoutant qu'ils n'étaient jamais allés sur la côte Est, qu'ils n'avaient pas de passeport et pas l'intention d'aller à l'étranger. A une autre famille, à Abilene dans le Kansas, en sortant du musée Eisenhower (où le premier objet qu'on m'avait montré, exposé sous vitrine, était son pot de chambre...), j'avais raconté, autour d'un «Kansas City Steak» que, pour l'anniversaire des 18 ans de la fille de la famille, qui m'avait accueillie à New York, ses parents avaient loué une limousine avec bar incorporé qui nous avait véhiculés dans Manhattan jusqu'à un restaurant de luxe, etc.

Autre exemple qui m'a marquée à vie : sur les conseils d'étudiants de ma «sororité», histoire de comprendre la pensée dominante du Midwest, j'avais suivi quelques réunions de la John Birch Society, (100 000 membres à l'époque), association conservatrice américaine fondée dans les années 60, carrément à l'ultradroite. Effarée, j'entendais les membres, bons bourgeois locaux, évoquer, réunion après réunion, la «nécessité» d'assassiner Kennedy, candidat à la présidence à l'époque, ce libéral grand bourgeois interventionniste, pro-immigration, qui félicitait l'Organisation des Nations unies, un traître à son pays entendais-je. C'était au moment du débarquement de la baie des Cochons, tentative d'invasion militaire de Cuba par des exilés cubains soutenus par Kennedy en avril 1961. Peu au courant des dessous de l'affaire, j'étais sidérée d'entendre dire dans un lieu public qu'il fallait l'assassiner ! Alors, quand il l'a été deux ans plus tard, inutile de dire que ma propre théorie était faite...

Un dernier commentaire de psychanalyste sur l'élection de Trump : les analyses lues depuis quelques jours montrent à mon sens une sorte d'identification par défaut des électeurs qui ont voté pour lui. Electeurs qui savent qu'il n'est pas parfait, qu'il ne fera probablement pas ce qu'il dit, que c'est un menteur qui ne paie pas ses impôts mais qui porte des valeurs auxquelles les gens du Midwest sont très attachés – il est travailleur, il est un bon père de famille – et il représente la voix du peuple, la voix de la Nation américaine, loin de la mondialisation sauvage célébrée par les démocrates ; en l'occurrence par Hillary Clinton, grande bourgeoise emblématique de l'establishment, sorti des universités de la côte Est (ou Ouest peu importe) où des étudiants du monde entier se côtoient et continueront de se fréquenter. Il n'est, au fond, que faussement paradoxal que ces «lay people» se soient sentis représentés par un milliardaire qui n'a rien à faire de leurs fantasmes identificatoires, sinon qu'il en a probablement l'intuition. ◀

L'ŒIL DE WILLEM



Par  
**GENEVIÈVE DELAISI  
DE PARSEVAL**



DR

Psychanalyste



## ÉCONOMIQUES

Par  
**PIERRE-YVES GEOFFARD**  
Professeur à l'École d'économie de Paris,  
directeur d'études à l'EHESS

# Pas de mondialisation sans redistribution

**Les populistes gagnent du terrain, comme le montre la victoire de Trump, mais ils n'apporteront aucune solution aux exclus de l'économie mondialisée.**

**P**ierre Hassner, dans *la Revanche des passions* (Fayard), nous invite à considérer comme centrale la tension qui op-

pose, dans les sociétés contemporaines, nomades et sédentaires. Les nomades composent une catégorie très hétérogène, constituée de migrants, de réfugiés, mais aussi de traders, de grands patrons internationaux, d'artistes, d'universitaires, ou de sportifs de très haut niveau, pouvant exercer leur métier dans un pays ou dans un autre. Flexibles, mobiles par nécessité ou par choix, ce sont ceux qui bénéficient le plus directement de l'ouverture des frontières. Cette ouverture leur offre des opportunités : pour cer-

tains, il s'agit de fuir la misère ou la guerre ; pour d'autres, d'enrichir leur expérience ou patrimoine. Les sédentaires, quant à eux, sont tous ceux qui ne quittent pas ou peu leur territoire. Ils n'ont que faire de savoir que des entreprises recrutent à 200, 1 000 ou 10 000 kilomètres : ils aimeraient pouvoir, près de chez eux, gagner leur vie correctement. Comme avant. Ce qu'ils voient de la mondialisation, ce ne sont pas les centaines de millions de Chinois ou d'Indiens qui sont sortis de la pauvreté, ce ne sont pas les créations d'emplois dans les grandes métropoles ; ce qu'ils voient, c'est l'usine du coin qui ferme, car les débouchés ne sont plus locaux et que les coûts de production sont bien plus bas dans d'autres pays. Certes, l'ouverture des frontières conduit à une baisse du prix de nombreux biens et services. Mais à quoi bon trouver des chemises à 10 euros au lieu de 50, si l'on a perdu son emploi et ses revenus ?

L'élection de Trump, comme le vote pour le Brexit, c'est la revanche des sédentaires. C'est la voix des laissés-pour-compte, de ceux dont l'emploi est de plus en plus précaire, de ceux dont le revenu stagne depuis quinze ans ou plus. Que la sortie de l'Union européenne, que la construction d'un mur entre le Mexique et les États-Unis ou la remise en cause de l'assurance maladie généralisée ne soient pas des réponses à leur détresse n'y change rien : leur souffrance a été entendue.

Manifestement, il ne suffit plus de dénoncer ces propositions comme «populistes». Certes, il faut rappeler que la mondialisation et l'immigration ne sont pas les seules, et peut-être pas les principales causes de ces dérèglements. Certes, il faut rappeler que c'est avant tout l'innovation technologique qui détruit des millions d'emplois intermédiaires, même si l'internationalisation des échanges vient démultiplier, amplifier et accélérer ses effets. Mais l'urgence est d'apporter une réponse progressiste au désarroi populaire. Car si les seules créations d'emplois sont, en haut de l'échelle, destinées aux plus mobiles et qualifiés et, en bas de l'échelle, constituées de petits boulots précaires, la crainte du déclassement est justifiée, tout comme le vote qui se tourne vers les seules propositions prenant acte de cette peur.

Pour que l'innovation profite à tous, il faut que ses gains soient équitablement répartis. A moyen terme, seul un effort massif de formation, dès la petite enfance et tout au long de la vie, permettra au plus grand nombre de bénéficier des nouvelles opportunités offertes par l'innovation. Mais les effets d'une telle politique prendront du temps, et seront incapables d'améliorer rapidement la situation des plus fragilisés. L'autre réponse passe par une politique assumée de redistribution ambitieuse. Puisque l'innovation crée la croissance, et que la croissance crée de la richesse, il faut assurer qu'une part

de cette richesse créée soit consacrée aux laissés-pour-compte, à travers des revenus de remplacement en cas de perte d'emploi, et l'accès à des services essentiels à faible coût, qu'il s'agisse des soins de santé, de l'éducation, du logement. Pour être durable, une telle politique doit être financée, ce qui nécessite de rétablir la possibilité de taxer les bénéficiaires de l'innovation ou détenteurs de capital physique, financier, ou humain. Et c'est là que revient au cœur du problème la tension entre nomades et sédentaires. Les plus riches parmi les nomades, ceux qui bénéficient de formidables opportunités, ceux qui ont vu la part qu'ils détiennent de la richesse globale croître considérablement dans les dernières décennies, doivent comprendre que seules deux évolutions polaires sont possibles. Soit ils consentent à l'impôt, et soutiennent des programmes politiques visant à mieux partager les gains, permettant ainsi d'améliorer la situation des autres. Soit ils s'enferment dans leurs privilèges, et s'exposent à ce que les sédentaires portent au pouvoir les seuls politiques qui leur auront parlé. Et alors, de nouveaux murs seront dressés, de nouvelles frontières seront établies, privant ainsi tout le monde, nomades riches ou pauvres, sédentaires, des gains de la mondialisation. ◀

Cette chronique est assurée en alternance par Pierre-Yves Geoffard, Bruno Amable, Anne-Laure Delatte et Ioana Marinescu



## RÉ/VOISSANCES

Par  
**LUC LE VAILLANT**

# Au revoir, Leonard, au revoir

**Adieu reconnaissant à Leonard Cohen, éveillé de complexités et maître en ambiguïtés, perdant symbolique et chanteur à sensualité agravée.**

**T**u as pris soin de tirer ta révérence le 7 novembre juste avant que Trump n'empoigne les États-Unis par le colback et que nombre d'Américains va-de-lagoule ne promettent de quitter leur pays mis en faillite morale pour rejoindre ton Montréal natal.

Tu as dû secrètement te réjouir de voir le réel faire bien pire que ton pessimisme constitutif ne l'avait prédit. Je vois déjà l'interprète de *Chant des partisans* observer de loin le braillard blond en le gratifiant d'un sourire en coin, fourré de scepticisme moka. Et je te soupçonne de ne pas être avare de sarcasmes à double détente, cinglant les saillies du matamore comme les peines de cœur de chattes anglaises des

bien-pensants que nous sommes.

Pour toi, il ne sert à rien de vouloir prendre Manhattan ou Berlin. Le pouvoir est une tour infernale où les ascenseurs se coincent entre deux étages et où les parquets de marbre rose craquent sous les bottes du moindre soudard.

Tu as enfilé ton fameux imperméable bleu, tu as rabattu sur l'œil ton feutre d'homme à femmes, réputation dont tu savais te moquer et tu as disparu en coulisses, derrière le rideau rouge dans lequel tu ne t'es jamais drapé.

Tu débarques dans ma vie à l'adolescence. C'est loin là-bas dans l'Ouest, saisi alors par un *revival* breton à sabots de bois et à blanche hermine, où les 33-tours étrangers arri-

vent cahin-caha par la malle-poste, plusieurs mois après leur sortie parisienne. Entre nous, ça commence par l'album *Songs From a Room*. A l'heure des premières certitudes politiques et des enthousiasmes émancipateurs, tu colores de mélancolie relativiste les arcs-en-ciel des avenir radieux que je me promets et tu injectes la malemort des oxymores existentiels au cœur d'un idéalisme panoramique que je rêve beau comme le jour.

L'écoute n'est pas encore individualisée. Avec ma sœur, nous accapérons l'unique tourne-disque et fermons les portes du salon pour échapper au tintamarre des plus jeunes. Cela tient du cérémonial profane pour nos jeunes peaux et nos fraîches oreilles. Au recto de la pochette de *Songs From a Room*, tu joues les pistoleros à chapeau, et c'est sans intérêt car tu n'as rien d'un cowboy à lasso entravant les buffalos. Au verso, il y a la chambre avec vue. Et cela est d'un évocateur majeur. Les volets sont clos sur une sieste d'après-midi. Les murs sont blanchis à la chaux. Une fille blonde se tient assise derrière un bureau bancal et tapote une machine à écrire. Elle porte pour toute tenue une serviette éponge, de celles dont on s'enrubanne au sortir de la douche d'après l'amour. Elle sourit largement sous sa lourde mèche. J'apprendrai plus tard que la scène se déroule à Hydra, île grecque où les beatniks finissants et les hippies commençants vivent d'olives noires et de vin résiné. La jeune femme se prénomme Marianne. Elle est norvégienne, et c'est à elle que tu diras «so long». La machine à écrire est une Olivetti Lettera 22, couleur pistache. C'est toi l'écrivain, mais elle aussi va bientôt

porter la plume dans le plaid. Cet instantané est le contretypage exact, ensoleillé et rayonnant, de ton album aux sombres pensées. Et cela démontre que les tonalités sont variées et les ambivalences autorisées.

Entre toi et Bob Dylan, je ne choisis pas. Il a le Nobel, ce qui vaut parfois embaumement, et j'adore toujours son brio de crécelle. Mais affectivement, je te fais la part belle. J'ai toujours aimé les perdants magnifiques, dénomination que tu as fomentée dont j'use et abuse. Et puis, ton phrasé anglais est d'une telle accessibilité que j'y vois prévenance de ta part, afin de rassurer sur le niveau de langues de notre vieux pays. Il t'arrive même de chanter en français, clin d'œil au bilinguisme canadien.

Si je suis aujourd'hui un anticlérical écumant, j'ai commencé petite bête à bon Dieu, versant catholique enfantin. Grâce à toi, j'ai découvert que l'Ancien Testament gerge de mythologies cruelles et que la symbolique judéo-chrétienne est un grand fait-tout où puiser à son goût, si on veut comprendre quelque chose à ce monde et transformer ses guerres de civilisation en querelles civilisées.

Je remercie ta comptable négligée qui t'a dépoilé et t'a arraché à ce monastère boudhiste où tu te fourvoyais. Les plaies d'argent t'ont envoyé au bout de ton âge, chanter de plus en plus bas, de plus en plus glas et braver la mort avec ironie.

Embrasse pour moi Marianne, Nancy, les sœurs de la miséricorde, et toutes celles dont tu t'éloignais quand elles te devenaient trop proches et qu'elles te servaient du thé de Chine, chez elles près de la rivière, d'où l'on peut entendre les bateaux s'en aller. ◀

# CULTURE/

Yannick Nézet-Séguin dirigeant l'Orchestre de Philadelphie en octobre 2014.  
PHOTO HIROYUKI ITO.  
GETTY IMAGES

## Déjà à la tête de l'Orchestre de Philadelphie, le chef Yannick Nézet-Séguin, 41 ans, assurera en 2020 la direction musicale du Met. Il détaille ses intentions pour la mythique institution new-yorkaise.

Recueilli par **GUILLAUME TION**

L'actualité de Yannick Nézet-Séguin est si chargée qu'il aura fallu attendre quatre mois avant de pouvoir réaliser avec lui une interview téléphonique. Le chef québécois de 41 ans est le directeur musical de l'Orchestre de Rotterdam. Mais aussi de l'Orchestre de Philadelphie. Mais encore principal chef invité de l'Orchestre philharmonique de Londres. Et enfin, cerise en forme de pastèque sur son gâteau symphonique, nouveau directeur musical du Metropolitan Opera, l'institution lyrique new-yorkaise. «Magic Yannick» a été choisi en juin pour succéder à James Levine, l'historique leader, depuis 1976, de la phalange du Lincoln Center, dont la santé s'est gravement détériorée depuis une dizaine d'années. Trois orchestres, c'est beaucoup, et Yannick Nézet-Séguin a donc fait un tri: il abandonnera son poste à Rotterdam en 2018 et sera opérationnel à New York à partir de 2020. Il passera alors son temps dans le train entre Philadelphie et Big Apple pour la plus grande joie des mélomanes américains.

La singularité du travail de Nézet-Séguin saute aux oreilles: ses directions ont un son brillant, un tempo rapide, une organisation claire. Elles sont enlevées, voire spontanées. Elles font de lui un des porte-drapeau d'une école de direction qui cherche à se désengager de la gangue des multiples héritages interprétatifs pour chercher un peu d'air dans l'énergie et l'impulsivité. A son actif, dans un répertoire plutôt très romantique porté au disque, une intégrale des symphonies de Schumann, quelques-unes de Bruckner, un accompagnement du pianiste Daniil Trifonov dans de pétaradantes *Variations* de Rachmaninov, une *Symphonie fantastique* chambriste à la folie moelleuse, du Mahler avec un *Chant de la Terre* très opératique... mais aussi un grand projet Mozart avec le ténor Rolando Villazón. D'une voix au timbre médium et avec un léger accent, Yannick Nézet-Séguin évoque pour *Libération*, dans cette interview réalisée avant l'élection de Donald Trump, sa vision pour le Met et son travail de chef.

**Vous serez à la tête du Met à partir de 2020 et vous restez jusqu'en 2026 chef principal de l'Orchestre de Philadelphie. Allez-vous travailler de manière différente avec ces deux formations ?**

Le Met est un des plus importants fleurons musicaux des Etats-Unis, tout comme l'Orchestre de Philadelphie. Des musiciens des deux ensembles

se connaissent. Il y a des transfuges. Ils partagent déjà beaucoup de choses. Ce sont un peu des orchestres frères, ou sœurs, comme vous voulez... Ils sont en pays de connaissance. Mais leurs personnalités musicales et leurs savoirs sont différents. Je vais essayer d'amener les uns à se nourrir des qualités des autres. Par exemple, cet été, avec l'Orchestre de Philadelphie, nous avons accompagné la soprano américaine Renée Fleming. Les musiciens aiment jouer pour des chanteurs, mais ils n'en ont pas l'habitude et ne connaissent pas cette musique, à la différence de ceux du Met [qui peuvent enchaîner quatre opéras différents en une semaine, ndlr]. Je dois alors être plus directif. Mais les musiciens de Philadelphie, qui jouent du symphonique, ont une sonorité dans les cordes très soutenue que j'aimerais beaucoup travailler au Met. En revanche, je ne veux pas rendre les deux orchestres identiques, je ne veux pas d'un son «Yannick Nézet-Séguin».

**En acceptant le poste de directeur de la musique du Met il y a deux mois, vous avez dit que vous aviez «beaucoup d'idées» pour cette institution. Ne nous laissez pas dans une ignorance impatiente: lesquelles ?**

Comme vous le savez, les saisons d'opéra se préparent longtemps à l'avance. Au cours de l'été, j'ai commencé à travailler sur la saison 2020-2021. C'est un travail quotidien, je suis dedans: castings, programmation, etc. L'autre partie du travail est sur le long terme et concerne la vision, les grandes lignes de l'institution. Pour l'instant, ce sont encore des idées générales, et qui évoluent au fil de ma connaissance du Met.

**Et donc, quelle vision ?**

Je ne vous donne pas de scoop car je vais faire prochainement des annonces, mais voici un aperçu.

**«Il faut garder son optimisme. Si on est venu me chercher, c'est aussi pour que j'apporte de l'optimisme dans la maison.»**

**Yannick Nézet-Séguin chef d'orchestre**

Il faut changer la façon de voir les compositeurs contemporains, je suis pour un développement des commandes et donc des créations mondiales. Ensuite, il faut développer la recherche de nouveaux publics tout en rapprochant les fans d'opéra de l'institution. Il faut sortir davantage l'orchestre du Lincoln Center et le mettre au contact de la population. C'est un orchestre international, certes, mais aussi très new-yorkais. Dans le même temps, il faut inviter du public à venir voir des opéras. J'ai déjà fait à Philadelphie un système qui s'appelle Pop-up Concert: vingt-quatre ou quarante-huit heures à l'avance, des places gratuites sont mises en ligne. Premier arrivé, premier servi. Cela permet aux gens intéressés de découvrir la salle, l'orchestre et une de nos productions. Il ne faut pas non plus sous-estimer le travail que l'on peut accomplir avec l'orchestre: le grand répertoire, c'est le pain et le beurre de la maison. Mais il faut aussi, pourquoi pas, aborder des répertoires moins joués: le baroque, par exemple. Ce serait un grand défi. Bien évidemment, ce sont des réflexions sur le long terme. Cela ne veut pas dire que tout va se produire au même moment. Et puis ma réflexion évolue aussi.

**En attendant ces développements, le Met est déficitaire et son patron, Peter Gelb, a choisi de continuer à maintenir le volume de productions et capitalise aussi sur la diffusion en direct des productions dans les salles de cinéma...**

Peter Gelb a testé des idées qui étaient les bonnes. Personne ne nie aujourd'hui que le programme Met HD est une réussite. Il faut le conserver, bien sûr. Mais aussi aller plus loin. Et puis, musique classique et opéra sont des genres populaires, mais perpétuellement en crise. Quand mon illustre prédécesseur, James Levine, a été nommé, j'étais à peine né et on parlait déjà de l'endettement du Met. Nous devons nous réinventer pour rester au plus près de notre public. Cela peut être fatigant, comme on dit à Montréal, mais cela nous aide à nous remettre en question. Il faut garder son optimisme. Si on est venu me chercher, c'est aussi pour que j'apporte de l'optimisme dans la maison.

**Ludovic Morlot, chef français à Seattle, expliquait qu'aux Etats-Unis un directeur musical endossait aussi un rôle de représentant financier...**

C'est clair que, comme un notable, on doit connaître les gens qui comptent. Mais je n'ai jamais été dans la situation de demander des financements. Au Canada, par exemple, la proportion entre argent public et privé évolue. Elle était à peu près comme en Europe, fortement publique, elle l'est un peu moins. Tout comme aux Pays-Bas, où je travaille aussi et où l'argent privé rassemble près d'un tiers des financements. Mais cette prédominance du privé aux Etats-Unis a aussi ses bons côtés: elle montre une grande implication des mères ou des sociétés. La place de l'Etat dans la culture devrait être forte, c'est le cas en Europe et c'est très précieux. Mais cela nourrit en contrepartie la tendance de tenir certaines choses pour acquises. Il y a aux Etats-Unis une passion pour la musique, pour l'ins-



# «Du baroque au Metropolitan Opera, ce serait un grand défi»



titution, on peut compter sur des gens qui comprennent vraiment. Et puis ce n'est pas parce qu'il y a des mécènes qu'on perd la liberté artistique. **L'incident survenu il y a quinze jours au Met, où un spectateur avait répandu les cendres d'une urne funéraire dans la fosse, va-t-il selon vous faire évoluer la sécurité ?**

Je remarque déjà que la situation a été traitée avec efficacité : nous avons annulé les deux représentations de la journée. Je pense qu'il faut considérer cela comme un cas isolé, avec une personne qui manifestement n'avait pas pensé à certaines conséquences des actes qu'elle effectuait, en un certain sens, par amour de l'art [*c'était les cendres d'un ami amateur d'opéra, ndr*]. Il ne faut certes pas abaïsser l'exigence de sécurité, mais il ne faut pas pour autant devenir une institution avec de la police partout.

**Passons à Mozart. Vous avez déjà enregistré quatre de ses opéras avec Rolando Villazón à Baden-Baden. En cinq ans, pensez-vous avoir évolué dans votre façon de le diriger ?**

On évolue toujours. J'espère avoir évolué, mais mon approche reste la même. Mon but, dans cette série d'opéras, est de retrouver le naturel chez Mozart. Ne pas le tirer vers des idées nouvelles qui pourraient être choquantes et ne pas le laisser tomber dans une beauté figée. L'action, dans ces enregistrements, n'est audible que dans la musique. Il faut rechercher le naturel dans les lignes. Le naturel, c'est la clé. Cette quête prendra peut-être toute une vie, mais je veux la poursuivre.

**Depuis l'Enlèvement au sérail, vous avez trouvé un équilibre, comme si la diversité des chanteurs était emportée par la tonicité orchestrale. C'est difficile d'avoir une homogénéité quand on a un tel vivier de stars sur un plateau ?**

Il faut se remettre dans le contexte de l'enregistrement, c'est-à-dire le festival de Baden-Baden. Les chanteurs arrivent là-bas l'été, donc hors saison lyrique, ce sont des versions de concert, ils n'ont pas à se préoccuper de mise en scène, de costume... Ils ne sont concentrés que sur la partition et tout le monde est dans une disponibilité d'esprit agréable, avec le sentiment de travailler en équipe. Ensuite, nous cherchons beaucoup de choses ensemble. Les répétitions sont de très bons moments où il faut trouver, par la voix et les notes, la façon de transmettre la bonne émotion. Même si ce sont de grands chanteurs, ils peuvent, dans des opéras mis en scène, oublier de tout faire passer par la voix : ils s'appuient sur un geste ou un regard pour transmettre une émotion. Ici, il n'y a que des partitions et des pupitres. Les chanteurs reviennent à l'essentiel : la couleur de la voix. La difficulté de l'entreprise, c'est de rechercher la perfection vocale sans le caractère clinique inhérent aux enregistrements de studio. Etre plus minimaliste et aller à l'essentiel : c'est la philosophie.

**Pourquoi avez-vous une tortue tatouée sur l'épaule droite ?**

C'est un souvenir d'un voyage à Tahiti. C'est un symbole de bonne chance. Je l'ai depuis onze ans. Je crois que ça marche. ◀



LIBÉ.FR

**Son du jour.** Ça se passe toujours au quotidien sur le site de Libération : une découverte musicale par jour, sans limites de genre ou d'actualité. Avec, par exemple, le jazz contemporain de Shai Maestro (photo), le garage girly de Gloria ou encore Seong Jin-cho, pianiste sud-coréen grand amateur de Chopin. PHOTO H. EJZENBERG  
www.liberation.fr/le-son-du-jour-de-libe



Gotan Project, la mélancolie sur le dance-floor. PHOTO PRISCA LOBJOY



Acid Arab, un flirt entre techno, trap et disco. PHOTO FLAVIEN PRIOREAU

# Gotan Project et Acid Arab, frères d'âme

**Nés à quinze ans d'intervalle, les deux collectifs de DJ parisiens partagent un même goût pour le mix entre electro et musiques traditionnelles.**

Tout commence dans le cosmopolite X<sup>e</sup> arrondissement, du côté de la rue du Faubourg-Saint-Denis. C'est là qu'est né Gotan Project en 1998 et qu'a été formalisée l'entité Acid Arab, une quinzaine d'années plus tard. Le DJ et producteur Philippe Cohen Solal se souvient que le premier fut presque le fruit du hasard. «C'était juste un essai avec le guitariste argentin Eduardo Makaroff. Le succès, c'est un accident. Il n'y avait aucun plan, zéro stratégie.» Guido Minisky, qui fut son voisin de quartier à l'époque, partageant les mêmes tables (à déjeuner, et parfois à mixer), pourrait faire siens les mots de son aîné pour évoquer les débuts du second, dont la naissance relève aussi du concours de circonstance. A l'été 2012, lui et Hervé Carvalho sont invités au festival Pop in Djerba. Ils y proposent un DJ set en mode ping-pong à quatre (avec pour comparse Gilb'r qui les hébergera plus tard sur son label Versatile). «J'avais rapporté des trucs orientaux, et Hervé, plein d'acid house. Dès le lendemain, on s'est dit qu'on devait faire une soirée Chez Mouné, où nous avions résidence, sur cette base.» Pour partager la belle idée, échanger les bons plans, ils créent

un groupe Facebook qui piste les tracks, du Maroc au Pakistan. Nom de code : Acid Arab, trouvé par la graphiste devant réaliser le flyer pour la soirée ! «Ça cristallisait nos envies», insiste Hervé. Tout comme le nom de Gotan Project, tombé en deux minutes sur une table : Gotan renvoie au verlan de Buenos Aires et à un club associé à Astor Piazzolla ; «Project, parce que tout de suite, il y a concept !» s'amuse à l'époque Christoph H. Müller, cofondateur du projet.

**Crossover.** Très vite, Gotan Project va s'imposer comme une marque déposée, un modèle estampillé accolé à tous ceux qui produiront des sons dans le même sens. De même, Acid Arab est désormais un style générique, qui fédère aussi bien exégètes que prophètes avant l'heure. L'un comme l'autre réaffirment la place centrale de Paris dans leur original mix : «Notre musique ne peut pas se faire ailleurs qu'à Paris. D'où le titre de notre album. Cette digestion-là de ces cultures-là, c'est ce résultat», reprend Hervé Carvalho. Comme Acid Arab, Gotan Project s'est appuyé sur la durable relation de Paris avec le tango. Et comme ce dernier sut séduire les Portégnés,

via les DJ les plus connectés de Buenos Aires, le son Acid Arab a trouvé un écho favorable chez le public local, en tout cas sa frange la plus branchée des deux côtés de la Méditerranée, dont témoigne l'article que lui consacre le webzine culturel marocain Lioumness.

La comparaison ne s'arrête pas là entre ces deux «collectifs» soudés autour d'une paire de DJ. Cadets comme aînés ont pressé d'abord un maxi, histoire de voir. Pour Acid Arab, ce sera *Theme*, en 2013. «Ce qu'on faisait en DJ, on voulait le tester sur une production, voir l'effet en direct.» Pour Gotan Project, suivant le même principe, ce fut *El Capitalismo Foráneo*, au printemps 1999. Adoubé par Gilles Peterson, gourou du Worldwide Show... qui sera l'un des tout premiers à passer Acid Arab en radio. Dans les deux cas, d'autres maxis suivront avant de transformer l'essai sur disque. Avec, à quinze ans de distance, le même accueil enthousiaste outre-Manche : *Musique de France* fut album du mois chez *Mixmag*, tandis que le très sérieux mensuel *Wire* consacre une interview au phénomène Acid Arab. Bientôt les mêmes malentendus sur l'opportunité du crossover ?

«Il existe une différence : dans le cas de Gotan, la forme était moderne, mais le fond nostalgique. C'était un ADN du passé, alors qu'Acid Arab est totalement actuel. Quand je les ai

écoutés à Aubervilliers, c'était vraiment la bande-son de ce que je voyais.» A entendre Philippe Cohen Solal, d'un côté un projet rétrofuturiste, de l'autre une tendance post-moderne. «Ça ne joue pas sur les mêmes ressorts. Notre challenge était d'amener la mélancolie sur le dance-floor.» L'âme en un mot, et plutôt le corps pour Acid Arab, dont la piste de prédilection est «le désir de transe». Pour Guido Minisky, «on est moins dans un rapport classique avec la musique orientale d'auditeur-spectateur, on se l'accapare. C'est plus club !» Mais les deux ont bâti leur expertise sur l'expérience : la vision floue s'est précisée avec le temps. Comme dit Hervé Carvalho, «le spectre s'est élargi depuis quatre ans, de la new wave libanaise aux sons souffis...» Pour preuve les musiciens invités sur leur disque : des chanteuses yéménites, un Kurde syrien, un Turc, un Marocain, un Iranien... Et la voix rauque de Rachid Taha. Des musiciens de Paris et de «là-bas». De même, Gotan Project investit très tôt d'autres sillons que le tango – milonga, chacarera, cumbia... – avec des Argentins d'ici, puis de Buenos Aires.

**Pedigree.** Décidément, ces deux «groupes» suivent la même trajectoire, à quelques millions de disques près. Nuance. Tous deux convertis au live afin de transformer une musique fabriquée en home-

studio. Gotan Project a fait le tour du monde, dans une formule de plus en plus spectaculaire. Acid Arab n'en est qu'à ses premiers pas, ayant juste intégré pour l'heure le claviériste Kenzi Bourras. Mais sans exclure d'autres featurings à venir. «On ne va pas se transformer en groupe de fusion. On veut rester dans la techno ! C'est pour cela qu'on a choisi un synthé, pas un percussionniste.» Car malgré tout, l'ADN des deux projets demeure ancré dans la sphère électronique : Gotan aura varié les plaisirs, de la house au dub, de l'ambient au dirty South, tout comme Acid Arab manie dans tous les sens la TB-303 Roland, pour flirter avec l'acid house et la techno, le disco et le trap. Un magazine anglais les a même rapprochés de Can, alchimistes du krautrock... et une des grosses références du collectif Gotan Project. Pourtant, malgré leur pedigree electro-pop, ceux-là auront souvent été labellisés «world music». Ce que vit désormais Acid Arab, qui était sur scène lors du récent *Womex* : «Nous nous retrouvons de plus en plus dans ce circuit, et tant mieux si on brise des barrières, des genres.»

JACQUES DENIS

**ACID ARAB MUSIQUE DE FRANCE** (Crammed Discs).

**GOTAN PROJECT BEST OF** (Ya Basta).

# CULTURE/ MUSIQUES

## The Lemon Twigs, fraîcheur acidulée

Mélodistes érudits malgré leur jeune âge, les frères D'Addario ravivent les grandes heures de la pop psychédélique sur «Do Hollywood».

Il y a un vertige d'un genre inédit qui survient à l'écoute de ce deuxième album de The Lemon Twigs. Respectivement âgés de 19 et 17 ans, les frères Brian et Michael D'Addario y ravivent, concassent et liquéfient un pan immense de la pop carnavalesque et progressive des années 60 (The Kinks, The Association, The Pretty Things) et 70 (Wings, Supertramp, Todd Rundgren, 10cc, Billy Joel) avec une érudition, un sens du détail et une science du détour qui en font un objet idéal pour les mélomanes tendance grognon et/ou vieux con du temps présent, de 28 à 65 ans. Véritable rêve (ou cauchemar) d'encyclopédiste, *Do Hollywood* imagine mille suites et variations à mille trésors obscurs qu'on pensait confinés pour de bon au passé, (re)produites sur matériel d'époque, avec l'aide de Jonathan Rado, du groupe Foxygen, jusque dans les plus infimes coquecigrues soniques (du type «saturation de bande», pour ceux que ça intéresse). Mais où et comment ces deux gamins de Long Island, certes élevés par une pop star amateur (Ronnie D'Addario, auteur dans les années 70 d'un unique album fabriqué dans l'autonomie la plus totale), ont-ils trouvé le temps d'apprendre autant, comprendre si justement et mûrir si correctement ces montages de savoir ? Comment se fait-il surtout qu'on s'amuse autant, tout le temps, de leurs

chansons quand le tout-venant des disques de pop rétro des années 2010 (de Temples aux Allah-Las) nous ennuie à mourir ? Sans doute qu'à l'instar de feu The Fiery Furnaces, formidable duo américain de la décennie passée, ou MGMT, dont le deuxième album, *Congratulations*, a provoqué la combustion d'un nombre conséquent de neurones à sa sortie en 2010, The Lemon Twigs affectionne la structure du labyrinthe et s'illustre avec brio plutôt qu'ésbroufe dans l'art de la mélodie. Ainsi, si les dix opéras rock de poche et ballades à tiroirs qui font *Do Hollywood* impressionnent d'abord par la complexité de leurs imbrications, on y revient parce qu'on y trouve du cœur et beaucoup d'incarnation. On ne sera donc pas surpris d'apprendre que cette petite merveille de groupe s'apprécie aussi sans ambages en chair et en os sur scène, dont les frères d'Addario seraient déjà des petits rois.

O.L.

**THE LEMON TWIGS**  
**DO HOLLYWOOD** (4AD/Beggars).  
Le 21 novembre au Bataclan (75011), dans le cadre du festival des Inrocks (lire ci-dessous).



The Lemon Twigs. AUTUMN DE WILDE

## SÈVE MONTANTE AUX INROCKS FESTIVAL

Il y a beaucoup de jeunesse et de nouvelles têtes à découvrir cette année aux Inrocks Festival. Derrière les gros troncs Jagwar Ma, Cassius ou Lescop, c'est même toute une forêt qui bruisse, dans toutes les langues pop en verve du moment - neo soul, techno, rock gouaillieur, pop électronique... Au-delà du premier passage parisien de The Lemon Twigs à ne rater sous aucun prétexte (lire ci-dessus), on ira découvrir à la Boule noire le 18 novembre Goat Girl, quatuor féminin éclos dans le sud de Londres et fraîchement signé sur Rough Trade dont les chansons à la fois urgentes et narcotiques évoquent PJ Harvey ou Mazzy Star. Le 20, toujours à la Boule noire, on ira vérifier la réputation de Lewis Del Mar, duo new-yorkais hipster sur les bords qui s'amuse avec le folk et les séquenceurs d'une manière qu'on n'avait pas entendue depuis les premières frasques de Beck. A Nuits fauves enfin, on verra pour le set de Luke Abbott, disciple de James Holden et de Terry Riley qui devrait électriser la nuit consacrée au label Erased Tapes. O.L.

**INROCKS FESTIVAL** du 18 au 22 nov. à Paris, Tourcoing, Nantes et Bordeaux.



Adrian Young est un grand collectionneur de disques rares. PHOTO ARTFORM STUDIO

## Adrian Young, affinités robotiques

L'Américain sort un album singulier qui fait écho à la musique électronique d'artistes blancs comme Kraftwerk.

La musique noire et le son synthétique, cette idylle méconnue. Traditionnellement associée aux pionniers en blouse blanche des studios de recherche d'Europe ou d'Amérique du Nord, aux avant-gardes bourgeoises et à un fameux groupe de robots trop humains de Düsseldorf, la musique électronique n'a jamais perdu son statut de champ essentiellement blanc et occidental, et ce malgré les développements essentiels apportés au fur et à mesure des décennies par Herbie Hancock, Rammellzee, 4hero ou Public Enemy.

**Divagation.** Les inventeurs de la techno de Détroit eux-mêmes, pourtant tous noirs de peau, sont plus enclins à citer Kraftwerk (les robots susmentionnés), Gary Numan, le new beat belge que Sun Ra ou Lee Scratch Perry. Quel étrange scepticisme pousse les musiciens noirs à ignorer si souvent l'enseignement de l'afro-futurisme, ce concept qui pose la black culture à l'avant-poste de l'humanité, et à s'effacer de l'histoire de l'avant-garde électronique ?

Immense collectionneur de disques rares (il gère son propre magasin de disques à Los Angeles), Adrian Young lui-même semblait n'avoir que des musiciens blancs en tête (Wendy Carlos, Raymond Scott, Kraftwerk encore) quand il a composé les chansons de *The Electronic Void - Black Noise*. De fait, il dit avoir envisagé son premier album composé en dehors des clouds de la rétro soul psychédélique (cf. ses somptueuses BO imaginaires *Venice Dawn* et *Something About April* ou la musique qu'il a composée avec Ali Shaheed Muhammad de A Tribe Called Quest pour la série *Marvel Luke Cage*) comme «le genre de disque que les membres de Kraftwerk auraient fait s'ils avaient été noirs» puisque, comme il l'a expliqué au magazine en ligne *Color Lines*, «les artistes noirs sont connus pour leur "hip-hop" et pas pour leur "musique électronique"». Naïf au premier abord, le produit de cette divagation dans les couloirs du temps est sauvé par l'ardeur théorique avec laquelle Young s'est attelé à l'élaboration de son premier disque électro-

que. Autant passionné par les grands artistes de l'early electronic music que par les plus infimes détails techniques qui leur ont permis de devenir des maîtres de la pop synthétique, l'Américain s'est plongé avec ferveur dans les tréfonds de ses vieux appareils et de ses manuels d'intelligence artificielle pour produire un précis d'amour robotique singulier et profond, tour à tour idyllique et dystopique, qui explore en détail le lien indéfectible qui unit l'humain à la machine et la machine à l'humain.

**Vocodeur.** Vraisemblablement très concerné par la question du futur de l'humanité à l'ère des êtres de synthèse, il semble surtout avoir conçu son anthologie cybernétique comme un manifeste, dont les idées disséminées dans le livret et les paroles (chantées au vocodeur) font une adresse vertigineuse à ses contemporains. *The Electronic Void* est très loin d'être le premier disque de musique électronique black, mais c'est l'un des plus noirs et alarmistes publiés de récente mémoire.

OLIVIER LAMM

**ADRIAN YOUNG**  
**THE ELECTRONIC VOID - BLACK NOISE**  
(Linear Labs).

# Un gars pas ordinaire

**Robert Charlebois** En grande forme, le chanteur québécois, 72 ans, qui reprend la route, affiche curiosité gourmande et autodérision frappante.



Parfois, on devrait enregistrer au lieu de faire confiance aux notes prises à la volée. Ce n'est pas parce que Robert Charlebois a le français joyeux et le phrasé jolai qu'il est difficile à transcrire. C'est parce que le chanteur québécois a la pensée vélocité, l'esprit en moulinette et l'humour au diapason que l'on se laisse aller à apprécier sa conversation et qu'on se surprend à ne plus savoir ce qu'il a précisément dit même si, passée à l'écumoire de la mémoire, on garde le sel des saillies et la mousse du rire.

Charlebois a une silhouette de bébé crawlleur plein d'ardeur, de beau baigneur en tricot rayé bleu et blanc, de gaillard flambard encore bronzé par l'été indien. Il a 72 ans et il repart ces jours-ci en tournée dans un Hexagone qui a toujours prisé son surréalisme jouisseur et son absence de prétention, sa poésie ludique et sa vitalité jubilatoire, son indépendance moqueuse et sa faconde satirique. Yves Bigot (1), chroniqueur à chanteurs, évoque le pétaradeur des débuts «avec sa tignasse afro rousse, son look de guérillero, son gros nez épaté à l'africaine, son humour décapant et ses provocations contre-culturel-

les». Dans son appartement parisien avec vue sur le fleuve et sur la tour Eiffel, on découvre un Charlebois inchangé. Il est peut-être plus profond qu'imaginé, mais il ne se départit de rien et ne se dégarnit en rien. Il s'est promis : «Quand je commencerai à perdre mes cheveux, j'arrêterai.» La calvitie attendra.

**Pensionnaire et enfant de chœur.** Années 50, le Québec vit encore entre «misère noire, oppression culturelle anglo-saxonne et joug de l'Eglise (1)». Le jeune Robert est enfant de chœur et s'amuse à rappeler que «parmi les gros "monseigneurs", parmi ces vingt directeurs de conscience, quinze étaient gays et cinq partiront avec des femmes».

Sa mère «tricote du chapelet avec le cardinal». Elle perd la foi après une visite au pape Paul VI. Et meurt bientôt d'un cancer. Charlebois demeure un mécréant à l'anticléricalisme carnassier. Il dit : «Je n'ai rien contre le merveilleux mais Adam et Eve, c'est juste un gros Walt Disney pour adultes. L'Évangile, le Coran et le Talmud ne sont là que pour contrôler les corps.» Il a 9 ans quand il entre en pension chez les sœurs. Il déteste les

dortoirs aux lits alignés et les rites inchangés. Il se sent déjà loup solitaire et s'isole devant son piano. Il joue «Chopin en honky tonk», façon bastingue sous le regard complaisant de sœur Catherine.

**Elvis, Janis et Zappa.** Son père, industriel dans la métallurgie, joue du clairon et de la trompette. Une tante est violon dans un orchestre et un oncle gratte son ukulélé. L'adolescent, lui, n'en a que pour Elvis et sent monter la houle générationnelle des pelvis turbocompressés. Le voilà en Californie pour une libération enfumée dont il est revenu sans la renier jamais. Il croise Janis Joplin, Jefferson Airplane ou Frank Zappa. Mieux, il est l'un des leurs. En leur compagnie, il dévore tous les possibles. Il chante le sensationnel de la sensation en petit frère de Rimbaud : «Par les soirs bleus d'été, j'irai dans les sentiers / Picoté par les blés, fouler l'herbe menue / [...] Et j'irai loin, bien loin, comme un bohémien / Par la nature, heureux comme avec une femme.» Il plane comme l'avion de Lindberg, monte sur les ailes d'un ange, même s'il n'a rien d'un doux rêveur et sait bien qu'entre deux joints, on peut faire quelque chose. Aujourd'hui, il ne se hausse pas du col. Il n'est devenu ni Léo Ferré ni Félix Leclerc. Mais il n'est ni nostalgique ni envieux.

**Brasseur et golfeur.** Charlebois est d'une énergie débordante et d'une curiosité sans bornes. Il s'est ainsi retrouvé brasseur, initiateur d'un business qui créa une centaine d'emplois. Il a d'abord suivi son inclination : «Je préfère une bonne bière à un mauvais vin.» Comme s'il jouait les gourous en développement personnel, il théorise «la loi des 10 000 heures». Il explique : «La chance passe pour tout le monde. Ce jour-là, il faut être prêt. Bill Gates

avait déjà beaucoup taquiné son ordinateur avant de saisir la bonne opportunité. Moi, j'avais mes 10 000 heures de buveur.» Il découvre un univers, apprend la fermentation et teste les amertumes. Il rencontre les patrons de bar, choisit les noms de ses breuvages, imagine les logos et les slogans et tambourine sa promo jusque sur scène. Et puis, au bout d'un moment, il se lasse. Il revient à son triptyque, un tiers de vie publique, un tiers de méditation et de création, un tiers de vie de famille. Il joue au golf en amateur éclairé, avoue un handicap raisonnable loin derrière celui de Bob Dylan et se désole que cette activité champêtre continue à avoir mauvaise presse en France. Il passe l'hiver aux Antilles, qui sont un peu le Miami des Québécois. Il aime pêcher le marlin ou faire du bricolage. Il était proche voisin de Coluche, artisan de haut niveau : «L'avait de l'or dans les mains.» Charlebois, lui, se voit plutôt en ouvrier de bonne volonté et de belle humeur.

**Juppé et Trudeau.** Charlebois a le sens du ridicule. Le pouvoir n'échappe pas à son art de la moquerie. Dans les années 70, il a fondé le parti Rhinocéros, organisation pirate. Il se définirait bien comme anarchiste, mais il se sait surtout «anarchique». Sociable et fêtard, adorant les rencontres, Charlebois connaît bien la famille Trudeau. Il appelle «Justin» par son prénom, se félicitant «du vent de fraîcheur» que le jeune Premier ministre fait souffler sur la Canada. Lui fréquente peu l'isoloir. Il est fidèle à la recommandation paternelle. Sur son lit de mort, celui-ci lui a intimé : «Touche pas à la politique!» Ce qui arrange bien l'œcuménisme attrape tout d'un gaillard. Il a chanté pour Castro et Reagan, pour Mitterrand et Chirac, et aussi pour Hollande. Il a croisé Juppé dans le restaurant de l'un de ses fils. Il apprécie celui que les Québécois ont reçu à coups de fourche lors de son exil transatlantique. Il en dit : «C'est un homme de peu de mots mais de bon jugement. Chez nous, il était différent. Il portait un jean. Avec un pli, peut-être, mais un jean.» Charlebois a le Québec à fleur de lèvres, mais il se fiche toujours des «indépendantistes» et se défie du séparatisme. Il est conscient des interdépendances et préfère un renforcement du fédéralisme. Il dit : «On pense encore comme au temps des chevaux. Avec le numérique, ce n'est plus la terre qui importe mais le ciel.» Il est fier de sa langue d'origine mais aime vivre dans le bilinguisme. Sinon, il creuserait bien un tunnel entre le Canada et la France. Comme il l'approcherait volontiers les Rocheuses de l'Ontario, histoire de «faire du bon ski». La géopolitique linguistique ne devant pas céder devant plaisir de l'instant. ♦

(1) Je t'aime moi non plus (Don Quichotte).

Par **LUC LE VAILLANT**  
Photo **JÉRÔME BONNET**

## LE PORTRAIT